

Rapport annuel 2014

La Commission Administrative de règlement de la Relation de travail



Contenu

1.	Le rapport annuel.....	4
1.1	Dossiers traités.....	4
1.2	Analyse du contenu	8
1.3	Conclusion.....	16
2.	Cadre historique et juridique	18
3.	Législation	21
3.1	Loi-Programme du 27 décembre 2006	21
3.2	Arrêté royal du 11 février 2013 relatif à la composition et au fonctionnement de la Commission Administrative de règlement de la relation de travail	30
3.3	Arrêté royal du 11 février 2013 nommant les membres de la Commission Administrative de règlement de la relation de travail.....	34
3.4	Arrêté royal du 18 octobre 2013 portant démission et nomination de membres de la Commission administrative de règlement de la relation de travail.....	36
3.5	Arrêté royal du 29 avril 2013 pris en exécution de l'article 337/2, § 3, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 en ce qui concerne la nature de la relation de travail entre un agent de gardiennage visé par la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière et son cocontractant	37
3.6	Arrêté royal du 20 juin 2013 pris en exécution de certaines dispositions de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 en ce qui concerne la nature des relations de travail qui se situent dans le cadre de l'exécution des activités qui ressortent du champ d'application de la commission paritaire de l'agriculture ou de la commission paritaire pour les entreprises horticoles	39
3.7	Arrêté royal du 29 octobre 2013 pris en exécution de l'article 337/2, § 3, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 en ce qui concerne la nature des relations de travail qui se situent dans le cadre de l'exécution des activités qui ressortent du champ d'application de la sous-commission paritaire pour les autobus et autocars	42
3.8	Arrêté royal du 29 octobre 2013 pris en exécution de l'article 337/2, § 3, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 en ce qui concerne la nature des relations de travail qui se situent dans le cadre de l'exécution des activités qui ressortent du champ d'application de la sous-commission paritaire pour le transport routier et la logistique pour compte de tiers.....	44
3.9	Arrêté royal du 29 octobre 2013 pris en exécution de l'article 337/2, § 3, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 en ce qui concerne la nature des relations de travail qui se situent dans le cadre de l'exécution des activités qui ressortent du champ d'application de la sous-commission paritaire pour les taxis et de la commission paritaire du transport et de la logistique, uniquement pour les activités de location de voitures avec chauffeur et de taxis collectifs.....	46

4.	Le règlement d'ordre intérieur	48
5.	Le formulaire de demande.....	52
6.	Décisions	60
6.1	Décision n° 007 – secteur d'activité: Réparation de machines (NACEBEL 33.120).....	60
6.2	Décision n° 008 – secteur d'activité: Formation professionnelle (NACEBEL 85.592)	62
6.3	Décision n° 009 – secteur d'activité: Activités des hôpitaux généraux (NACEBEL 86.101)	64
6.4	Décision n° 010 – secteur d'activité: Réparation de machines (NACEBEL 33.120).....	66
6.5	Décision n° 011 – secteur d'activité: Commerce de gros de matériaux de construction, assortiment général (NACEBEL 46.731).....	68
6.6	Décision n° 012 – secteur d'activité: Commerce de détail de vêtements d'occasion en magasin (NACEBEL 47.792)	73
6.7	Décision n° 013 – secteur d'activité: Entretien et réparation général d'automobiles et d'autres véhicules automobiles légers (NACEBEL 45.201)	75
6.8	Décision n° 014 – secteur d'activité: Restauration à service restreint (NACEBEL 56.102)	77
6.9	Décision n° 015 – secteur d'activité: Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion (NACEBEL 70.220).....	79
6.10	Décision n° 016 – secteur d'activité: Activités des experts-comptables et des conseils fiscaux (NACEBEL 69.201)	81
6.11	Décision n° 017 – secteur d'activité: Cafés et bars (NACEBEL 56.301).....	83
6.12	Décision n° 018 – secteur d'activité: Autres activités de poste et de courrier (NACEBEL 53.200)	85
6.13	Décision n° 019 – secteur d'activité: Autres activités de construction spécialisées (NACEBEL 43.999)	87
6.14	Décision n° 020 – secteur d'activité: Nettoyage courant des bâtiments (NACEBEL 81.210).....	89
6.15	Décision n° 021 – secteur d'activité: Cafés et bars (NACEBEL 56.301).....	91
6.16	Décision n° 022 – secteur d'activité: Activités des agents et courtiers en services bancaires (NACEBEL 66.191).....	94
6.17	Décision n° 023 – secteur d'activité: Restauration à service restreint (NACEBEL 56.102)	97
6.18	Décision n° 024 – secteur d'activité: Activités des sportifs indépendants (NACEBEL 93.192)	99
6.19	Décision n° 025 – secteur d'activité: Activités des médecins spécialistes (NACEBEL 86.220)	101
6.20	Décision n° 026 – secteur d'activité: Restauration à service restreint (NACEBEL 56.102)	104

6.21	Décision n° 027 – secteur d’activité: Intermédiation en achat, vente et location de biens immobiliers pour compte de tiers (NACEBEL 68.311).....	109
6.22	Décision n° 028 – secteur d’activité: Installation de machines et d’équipements industriels (NACEBEL 33.200).....	112
6.23	Décision n° 029 – secteur d’activité: Location et location-bail d’autres biens personnels et domestiques (NACEBEL 77.299).....	116
6.24	Décision n° 030 – secteur d’activité: Restauration à service complet (NACEBEL 56.101).....	122
6.25	Décision n° 031 – secteur d’activité: Restauration à service complet (NACEBEL 56.101).....	125

1. Le rapport annuel

Comme prévu à l'article 338, § 7, de la loi sur les relations de travail, sont jointes¹ au présent rapport les décisions prises en 2014 par la Commission Administrative de règlement de la relation de travail. Les décisions ont été rendues anonymes.

Concernant la discussion des décisions de la Commission Administrative, il a déjà été indiqué dans le rapport annuel 2013 que le rapport annuel 2014 inclura un aperçu du contenu des décisions prises durant les deux années².

Vous trouverez ci-après cette analyse.

1.1 Dossiers traités

A. Dossiers entrants

En 2013, compte tenu de la phase de démarrage, la Commission administrative a pris 6 décisions. En 2014, elle a pris 25 décisions. Un dossier ayant été introduit fin 2014 sera traité en 2015.

B. Saisine

L'article 338, §2, de la loi sur les relations de travail prévoit la possibilité d'introduire une demande de ruling de trois manières.

Tout d'abord, en vertu de l'article 338, §2, alinéa 1^{er}, il est possible de soumettre à la Commission des relations de travail existant depuis un certain temps, et ce dans un délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur de la loi ou de l'arrêté royal qui contient la liste de critères spécifiques propres à un certain secteur, à une certaine catégorie de profession ou à une certaine profession. Dans un tel cas, la demande doit être introduite à l'initiative conjointe des parties à la relation de travail.

Jusqu'à présent il a été recouru une fois à cette possibilité.

Ensuite, un travailleur indépendant commençant une activité professionnelle, qui en fait la demande auprès de sa caisse d'assurances sociales, peut introduire une demande dans un délai d'un an à partir du début de la relation de travail.

Il a été recouru trois fois à cette possibilité, visée à l'article 338, §2, alinéa 2.

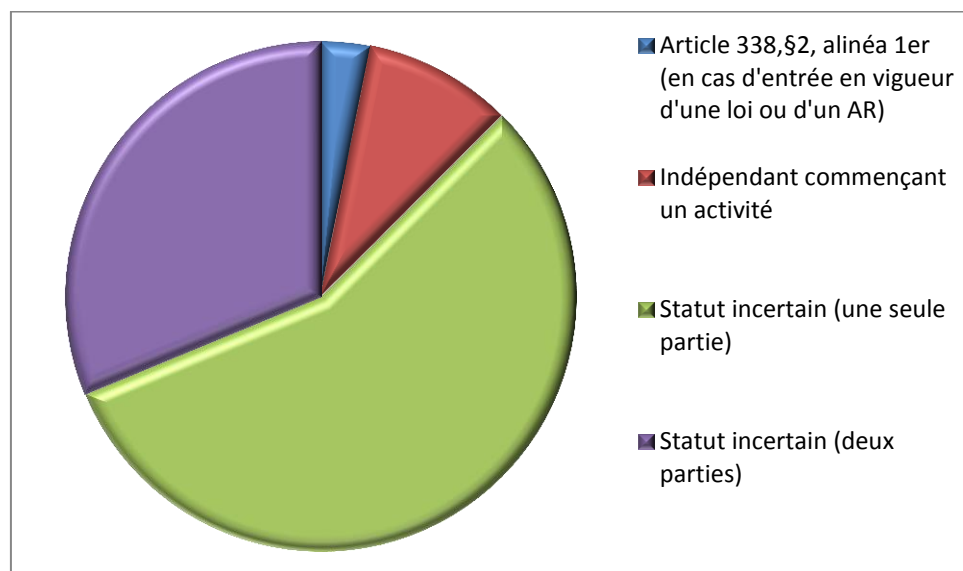
¹ Voir page 61

² Commission Administrative de règlement de la relation de travail, Rapport annuel 2013, Décisions de la Commission Administrative durant l'année 2013, point 4.

En pratique, les dossiers ont été introduits dans leur majorité conformément à la troisième possibilité, visée à l'article 338, §2. Dans son alinéa 3, cet article dispose qu'une demande peut être introduite à l'initiative de toute partie à une relation de travail (envisagée) dont la nature (statut de travailleur salarié ou de travailleur indépendant) est incertaine, et ce dans un délai d'un an à partir du début de la relation de travail.

Dans 28 cas, un dossier a été introduit sur la base de cette dernière disposition. Dans 18 cas, une seule partie a pris l'initiative d'introduire un dossier. Dans 10 cas, ce sont les deux parties qui ont ensemble introduit une demande : en effet, une demande introduite à l'initiative des deux parties est a fortiori une demande introduite à l'initiative de « toute partie ».

Dans 12 cas sur le total de 32, une demande a été introduite avant le début de la relation de travail. Dans 20 dossiers, il était déjà question d'une collaboration effective au moment de l'introduction de la demande.



C. Secteurs d'activité concernés

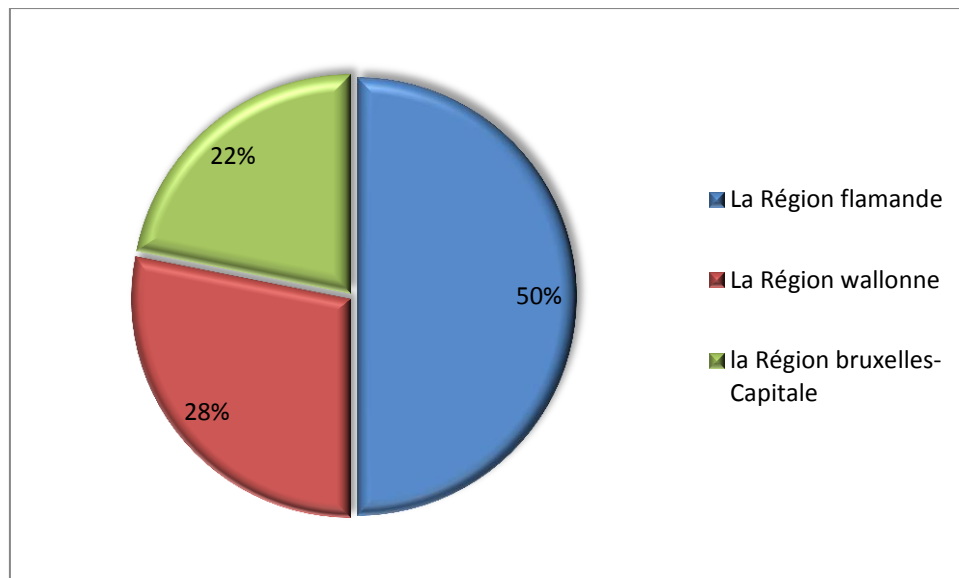
Concernant les secteurs d'activité, aucun dossier n'a été introduit à propos d'un des secteurs dits « à risque », pour lesquels des critères spécifiques ont été fixés (travaux immobiliers, gardiennage, transport, nettoyage, agriculture et horticulture).

7 demandes sur un total de 32, introduites en 2013 et 2014, soit 22%, se rapportaient au secteur horeca. Celui-ci est donc de loin le secteur d'activité le plus important. Les 25 demandes restantes étaient issues de secteurs d'activité très divers, incluant les médecins/spécialistes, loteries, jeux de hasard et soins aux animaux domestiques.

Exception faite du secteur horeca, il n'y a eu qu'un secteur pour lequel plus d'un dossier (deux dossiers) ont été introduits, à savoir le secteur « réparation de machines ».

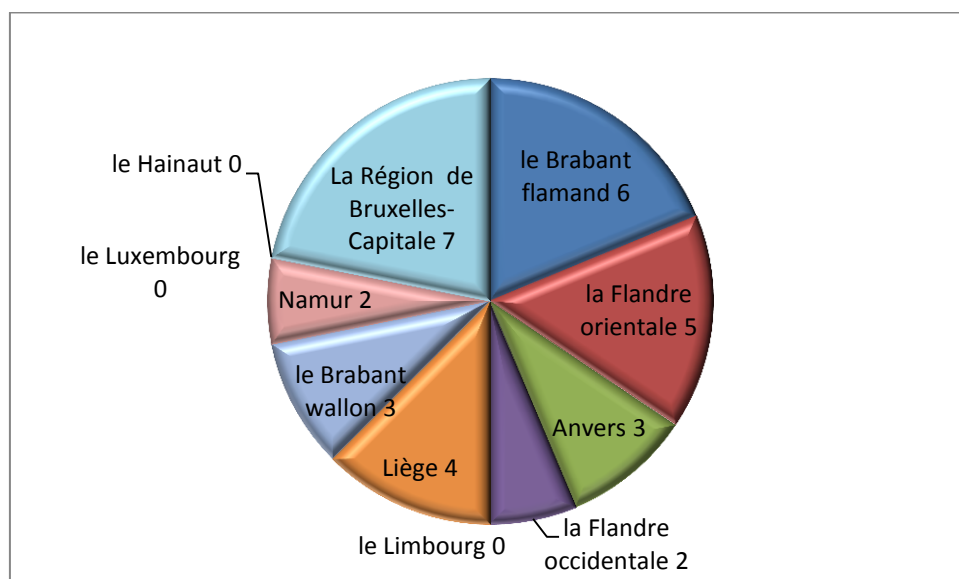
D. Répartition géographique des demandes

Après ventilation des demandes en fonction de la région, nous constatons que la Région flamande vient en tête avec 16 dossiers (50%). 9 dossiers sont issus de la Région wallonne (28%) et 7 dossiers sont issus de la Région de Bruxelles-Capitale (22%).



En Région flamande, 6 dossiers sont issus du Brabant flamand. En outre, 5 demandes proviennent de la Province de Flandre Orientale, 3 de la Province d'Anvers et 2 de la Province de Flandre Occidentale. Aucun dossier n'est issu de la Province du Limbourg.

En Région wallonne, 4 demandes sont issues de la Province de Liège, 3 de la Province du Brabant Wallon et 2 de la Province de Namur. Aucun dossier n'est issu des Provinces du Luxembourg et du Hainaut.



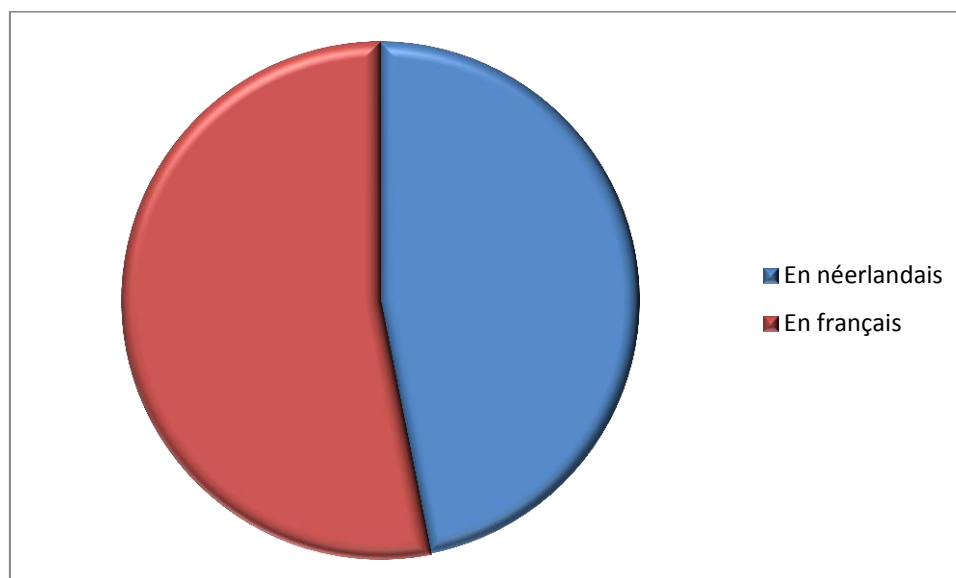
On peut noter par ailleurs que la répartition des dossiers entre la chambre française et la chambre néerlandaise a été très équilibrée. Cette répartition s'effectue sur la base de la langue dans laquelle la demande a été introduite.

Au total, 17 demandes ont été traitées par la chambre française et 15 par la chambre néerlandaise.

La chambre française a traité tous les dossiers issus de la Région wallonne (9 dossiers), auxquels se sont ajoutés 6 dossiers en français issus de la Région de Bruxelles-Capitale et 2 dossiers en français issus du Brabant Flamand.

La chambre néerlandaise a traité l'ensemble des dossiers issus des Provinces de Flandre Orientale, Flandre Occidentale et Anvers (10 au total).

Par ailleurs, 4 des 6 demandes issues du Brabant flamand ont été introduites en néerlandais et 1 des 7 demandes issues de la Région de Bruxelles-Capitale a été introduite en néerlandais.



E. Durée du traitement des demandes

En ce qui concerne la durée du traitement, nous pouvons signaler ce qui suit : dans 30 dossiers sur les 31, dans lesquels une décision a été prise, cette décision est intervenue dans le délai légal de trois mois, comme prévu à l'article 12 de l'arrêté royal du 11 février 2013 relatif à la composition et au fonctionnement des chambres de la Commission Administrative de règlement de la relation de travail.

Le seul cas de dépassement du délai est dû au fait que le demandeur a demandé par deux fois le report du traitement de son dossier.

1.2 Analyse du contenu

A. Généralités

Au cours des deux années, sur un total de 31 dossiers, 18 dossiers ont été jugés irrecevables (1 en 2013 et 17 en 2014)

Dans 5 dossiers (2 en 2013 et 3 en 2014), il a été conclu à l'existence d'une relation de travail de type « salarié ». Dans 8 dossiers (3 en 2013 et 5 en 2014), il a été conclu à l'existence d'une relation de travail de type « indépendant ».

B. Irrecevabilité

En 2013, un seul dossier (décision 005 en néerlandais) a été jugé irrecevable car la relation de travail avait déjà pris fin au moment de l'introduction de la demande³.

En 2014 par contre, 17 dossiers (11 en néerlandais et 6 en français) ont été jugés irrecevables.

La Loi sur les relations de travail fait état de deux causes d'irrecevabilité :

- le dépassement du délai d'un an (article 338 § 2) et
- le fait qu'un dossier pénal, judiciaire ou administratif soit en cours ou ait été clôturé (article 338 §3).

1. Dépassement du délai

Concernant le dépassement du délai, il est logique que ce motif d'irrecevabilité n'ait pas été appliqué la première année, étant donné que l'article 338, §2, alinéa 1^{er}, prévoit la possibilité d'introduire une demande dans un délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur de la loi (1^{er} janvier 2013 – article 343) ou des AR visés aux articles 334, 337/1 ou 337/2.

Les autres demandes ne peuvent être introduites que dans un délai d'1 an à partir du début de la relation de travail. Le législateur a probablement prévu ce un filtre temporel afin d'empêcher un afflux incontrôlé de dossiers.

En 2014, ce filtre temporel a été appliqué à 5 dossiers en français (007, 012, 020, 023 et 024) et à 2 dossiers en néerlandais (030 et 031).

Vu le nombre de dossiers introduits, on peut se demander si ce filtre temporel est opportun. En effet, une relation de travail, qui, au départ ne nécessite pas de ruling, peut évoluer et des doutes peuvent naître à propos de la nature de la relation de travail.

³ Commission Administrative de règlement de la relation de travail, Rapport annuel 2013, Décisions de la Commission Administrative durant l'année 2013, point 9.

Toutefois, prendre une décision à propos de l'opportunité du filtre temporel est une question politique; il peut être éventuellement supprimé, mais il est aussi possible d'allonger le délai pour qu'il dépasse un an.

A cet égard, il convient toutefois d'être attentif aux conséquences en cas de requalification en vertu de l'article 340 de la loi. Car, si la décision peut avoir un effet rétroactif, la loi pourrait, en cas de rectification pour cause de requalification, avoir un effet d'amnistie indésirable. En cette matière également, il appartient aux responsables politiques de prendre les initiatives législatives requises.

Dans l'état actuel de la législation, on peut attirer l'attention sur la décision prise dans le dossier 008, où la chambre française a décidé que les conséquences de sa décision ne prendraient effet qu'à partir de la date de la demande, de manière à ne pas avoir d'effet rétroactif.

2. Enquête ou procédure en cours ou clôturée

En vertu de l'article 338, §3, la chambre néerlandaise a rejeté 2 dossiers (014 et 017) pour cause d'irrecevabilité. Dans le dossier 014, il s'agissait d'une enquête de l'ONEM; dans le dossier 017, d'une enquête du service Contrôle des lois sociales du SPF Emploi, Travail et Concertation Sociale.

On peut également signaler les demandes 030 et 031, qui ont été rejetées pour cause de dépassement du délai, mais pour lesquelles une enquête a été menée à la fois par le service Contrôle des lois sociales, le SPF Emploi, Travail et Concertation Sociale, dont on a voulu influencer le cours. Dans ces dossiers, il y a également eu une citation à comparaître devant le Tribunal du travail.

3. Motifs d'irrecevabilité liés à la nature administrative de la demande

a. Demande en cas de relation de travail à laquelle il a été mis fin

Il a déjà été signalé dans le rapport annuel 2013 que la Commission Administrative vérifie, outre les conditions de recevabilité définies par la loi, sa compétence administrative.

Ainsi, dès 2013, dans le dossier 005 introduit en néerlandais, la Commission a décidé qu'elle ne pouvait pas se prononcer sur une relation de travail à laquelle il a été mis fin.

En 2014, la chambre française est arrivée par quatre fois à la même conclusion (décisions 010, 015, 019 et 021). A chaque fois, les décisions ont fait référence à la mission de ruling social de la Commission, telle qu'elle résulte clairement des travaux préparatoires de la Loi sur les relations de travail. Le but est, en effet, d'offrir une sécurité juridique au début d'une nouvelle relation de travail ou lors de l'entrée en vigueur d'une nouvelle réglementation.

En réponse à la question parlementaire 344⁴, le Ministre de l'Emploi a souligné de manière identique qu'il en découle que la Commission est considérée trop facilement comme un instrument contre la fausse indépendance.

⁴ Question de M. Egbert Lachaert au Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Emploi, de l'Economie et des Consommateurs, chargé du Commerce extérieur à propos de "la Commission de règlement de la relation de travail", posée le 7 janvier 2015 en Commission des Affaires sociales, CRIV, 54, COM 048, 1.

« La commission s'est vu confier une mission de ruling social. Les parties qui agissent de bonne foi et doutent de la nature de leur relation de travail peuvent lui soumettre préalablement leur situation dans un souci de sécurité juridique. L'objectif majeur de la commission n'est pas de lutter contre les faux indépendants, une situation dans laquelle les parties adoptent délibérément un statut social ne correspondant pas à la réalité. »

Cette question parlementaire fait référence au nombre limité de demandes qui ont été soumises à la Commission. Ce faible nombre de dossiers entrants semble procéder d'une certaine appréhension à y faire appel, d'un manque relatif de notoriété de la Commission et essentiellement du fait que le recours à la Commission est entièrement basé sur une initiative personnelle. Les parties à une relation de travail décident en effet librement si elles soumettent ou non leur relation de travail à la Commission.

Par conséquent, la Commission n'est consultée que pour des relations de travail où les parties sont totalement de bonne foi, où elles doutent de la nature de la relation de travail et où elles veulent acquérir une sécurité juridique.

Lorsque les parties n'ont pas de doute ou qu'elles optent sciemment pour une qualification erronée, la Commission n'est évidemment pas consultée.

b. Demande incomplète

Le ruling social suppose que le demandeur fasse connaître l'ensemble des éléments pertinents relatifs à sa relation de travail. Le formulaire de demande en donne largement la possibilité et sert de fil conducteur au demandeur.

Les observations 1 à 3 du rapport annuel 2013 attirent l'attention sur les données produites par les parties. La Commission administrative entend étayer le plus possible ses décisions par des faits. La lutte contre la fausse indépendance est menée par les services d'inspection, qui contrairement à la Commission, ont la possibilité de constater sur le terrain la situation réelle. En vertu de l'article 338, §4, de la Loi sur les relations de travail (voir recommandation 1 du rapport annuel 2013), il importe toutefois que les constatations de fait soient les plus concrètes possibles.

Afin de préciser ce constat, la Commission administrative a, en 2014, dans plusieurs dossiers, sollicité du demandeur, outre les données visées dans le formulaire, des éléments de fait complémentaires qui semblaient pertinents sur la base de la jurisprudence existante. A cet effet, il a été fait usage de l'article 6, §2, dernier alinéa, de l'AR du 11 février 2013 relatif à la composition et au fonctionnement des chambres de la Commission administrative.

Ensuite, ces éléments de fait sont repris dans la décision, de manière à ce que les services d'inspection aient des indications plus précises permettant, en cas de contrôle ultérieur, de vérifier que la situation n'a pas changé par rapport à ce qui avait été annoncé.

Cette méthode, qui a été jugée positive et qui sera élargie et généralisée à partir de 2015, a aussi eu pour conséquence que les parties à la relation de travail ont plus souvent été auditionnées. Bien que l'article 6, §2, alinéa 1^{er}, de l'AR se base en principe sur le traitement écrit des dossiers, la Commission considère cette évolution comme positive car elle permet un traitement plus interactif et de ce fait plus conforme à la réalité.

Ceci implique que le demandeur doit répondre aux questions posées.

Lorsque le demandeur ne répond pas, après notification d'un rappel et d'un dernier délai, la chambre néerlandaise a jugé, dans les décisions 018 et 028, qu'elle ne disposait pas de données suffisantes et que la demande était irrecevable parce que incomplète. D'autre part, dans le dossier 028, la demanderesse a manifestement fini par comprendre elle-même, de par les questions posées, que la relation de travail de type « indépendant », choisie par elle, n'était pas réaliste.

Une décision d'irrecevabilité est prise lorsque les questions qui n'ont pas reçu de réponse ont trait à des éléments essentiels pour juger de la relation de travail. Un jugement au fond reste possible quand les questions concernent des éléments de moindre importance.

c. Demande introduite par des sociétés et simulation

Dans le dossier 016, la chambre française a décidé qu'une demande ne peut se rapporter à la relation contractuelle entre deux sociétés et que celle-ci est par conséquent irrecevable.

Dans la décision 029 de la chambre néerlandaise, la relation sous-jacente avec la personne physique agissant sous le couvert d'une société a été examinée en se référant à la jurisprudence relative à la forme juridique de la simulation. Cet élément a été évoqué du fait que la personne, qui agissait sous le couvert de sa société, a évoqué cet élément durant l'audition.

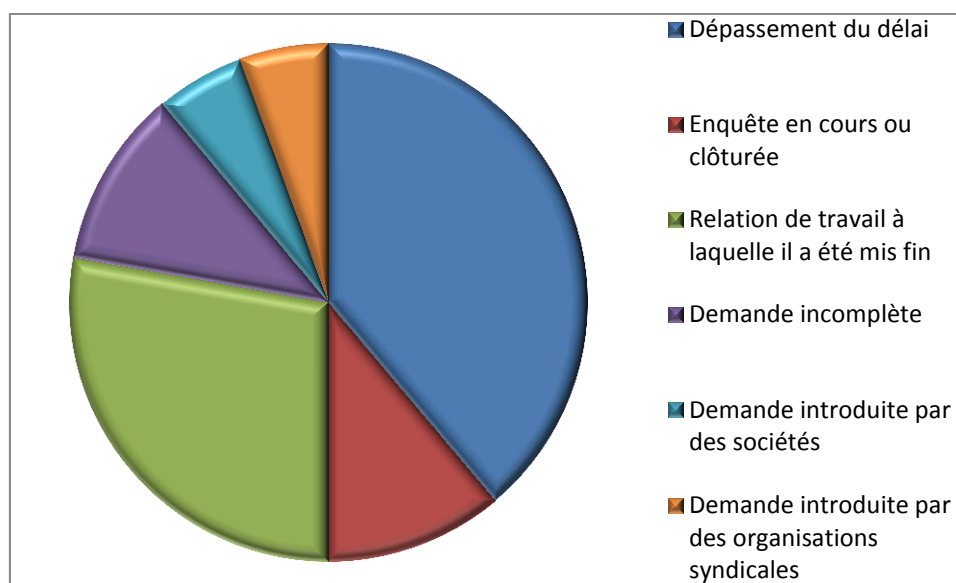
Comme indiqué précédemment, il a été constaté en effet que les questions supplémentaires posées en 2014 au demandeur ont eu pour conséquence indirecte que les parties ont demandé, en vertu de l'article 6, §2, alinéa 2, de l'AR, à être auditionnées pour pouvoir communiquer des éléments supplémentaires.

d. Demande introduite par une organisation syndicale

Enfin, la chambre française a déclaré un dossier irrecevable, car il n'émanait pas d'une partie, mais d'une organisation syndicale, qui apparemment souhaitait soumettre une sorte de question test (décision 009).

On peut rappeler à cet égard la recommandation 6 du Rapport annuel 2013, relative à la représentation, qui ne permet cependant pas de soumettre des demandes anonymes. On constatera cependant que l'organisation syndicale n'a, après cette décision, pas soumis de nouvelle demande au nom d'une partie déterminée.

e. Représentation graphique de l'irrecevabilité des demandes



C. Appréciation du fond des demandes

La chambre française a confirmé en 2013 dans un seul dossier la qualification initialement choisie d'indépendant; le demandeur avait sollicité la requalification (décision 001).

La chambre néerlandaise a également confirmé dans deux dossiers la qualification choisie d'indépendant (décisions 004 et 003); dans deux dossiers, elle n'a pas retenu la qualification choisie d'indépendant et a conclu à l'existence d'une relation de travail de type « salarié » (décisions 002 et 006).

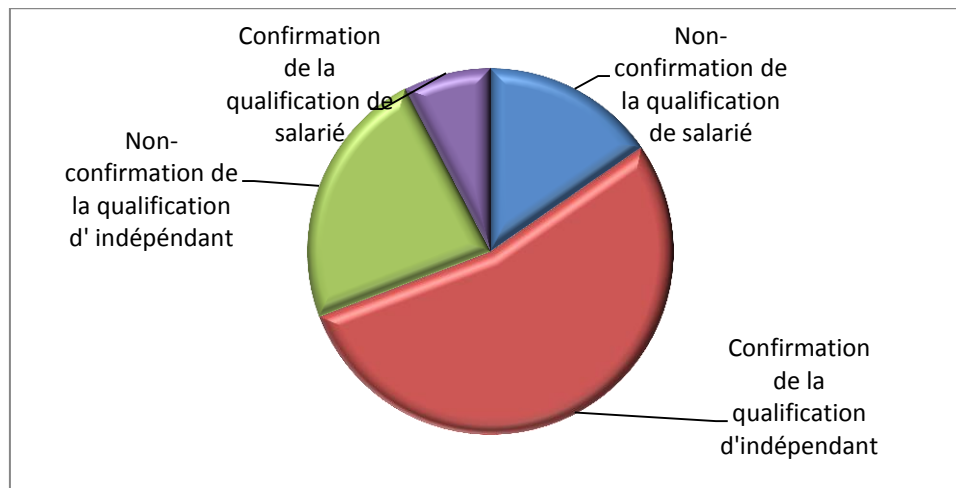
En 2014, dans deux dossiers soumis en français, la qualification choisie de salarié a été confirmée (décisions 025 et 027); dans trois dossiers soumis en français (décisions 008, 013 et 022) et dans un seul dossier soumis en néerlandais (décision 029), la qualification choisie d'indépendant a été confirmée.

Dans un seul dossier soumis en néerlandais (décision 026), la qualification choisie d'indépendant n'a pas été retenue et la chambre a décidé que l'on avait à faire à une relation de travail de type « salarié »; dans un seul dossier soumis en néerlandais (décision 011), la qualification choisie de salarié n'a pas été retenue et la chambre a décidé que l'on avait à faire à une relation de type « indépendant ».

	Total	2013	2014	Dossiers
Qualification de salarié confirmée	2	0	2	025, 027
Qualification d'indépendant confirmée	7	3	4	001, 003, 004, 008, 013, 022, 029
Qualification d'indépendant non confirmée	3	2	1	002, 006, 026
Qualification de salarié non confirmée	1	0	1	011

Ainsi, dans 5 dossiers (2 en 2013 et 3 en 2014), il a été conclu à l'existence d'une relation de travail de type « salarié ». Dans 8 dossiers (3 en 2013 et 5 en 2014), il a été conclu à l'existence d'une relation de travail de type « indépendant ».

Dans 4 cas, il y a eu requalification (3 fois d'indépendant en salarié et une seule fois de salarié en indépendant). Dans 9 dossiers, la qualification choisie a été confirmée.



Il est précisé ci-après de quels éléments de fait il a été tenu compte.

La Commission n'a eu à se prononcer que sur la base des critères généraux, tels que fixés à l'article 333, §1, de la Loi sur les relations de travail.

La décision 029 qui concernait la location et à l'entretien de plantes dans des bureaux, appelle une précision. Dans ce dossier, on s'est également basé sur les critères généraux, même si une telle activité relève de la Commission paritaire n° 145 pour les entreprises horticoles.

L'AR du 13 mars 2011 modifiant, en ce qui concerne la commission paritaire pour les entreprises horticoles, l'arrêté royal du 17 mars 1972 instituant certaines commissions paritaires et fixant leur dénomination et leur compétence⁵ a élargi le champ de compétence de cette commission paritaire en y ajoutant trois activités, dont la location et l'entretien de plantes auprès de tiers.

En se référant également à la doctrine récente⁶, il faut toutefois constater que dans l'AR du 20 juin 2013 pris en exécution de certaines dispositions de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 en ce qui concerne la nature des relations de travail qui se situent dans le cadre de l'exécution des activités qui ressortent du champ d'application de la commission paritaire de l'agriculture ou de la commission paritaire pour les entreprises horticoles (MB du 20 juin 2013), il est fait référence à ce champ d'application sans mentionner, à l'article 1, §1, de l'AR du 20 juin 2013, les activités de l'AR du 13 mars 2011. De ce fait, la Commission ne pouvait pas appliquer l'AR du 20 juin 2013 et ce sont les critères généraux qui ont été utilisés. Néanmoins, il serait préférable de combler cette lacune par un AR modificatif qui ferait correspondre l'intitulé de l'AR à son contenu⁷.

⁵ Arrêté royal du 13 mars 2011 modifiant, en ce qui concerne la Commission paritaire pour les entreprises horticoles, l'AR du 17 mars 1972 instituant certaines commissions paritaires et fixant leur dénomination et leur compétence, *M.B.*, 1er avril 2011.

⁶ MESSIAEN, T. en VAN DEN LANGENBERGH, K., "Contractvrijheid en vrijheid van het werknemerschap" in RIGAUX, M., en LATINNE, A. (ed.), *Actuele Problemen van het arbeidsrecht 9*, Antwerpen, Intersentia, 2014, 165, nr. 60.

⁷ Le champ d'application de la commission paritaire pour les entreprises horticoles a aussi été modifié par l' Arrêté Royal du 9 janvier 2014 (Arrêté royal du 9 janvier 2014 modifiant, en ce qui concerne la Commission paritaire pour les entreprises

1. La volonté des parties

La volonté des parties découle normalement de la demande. Du fait que la relation de travail n'a, la plupart du temps, pas encore débuté, celle-ci résulte souvent, en l'absence de contrat, des intentions exprimées dans la demande⁸.

Dans la décision 011, le demandeur n'a exprimé aucune volonté, mais a laissé à la Commission le soin de donner une qualification aux fins de sécurité juridique. Vu que la personne concernée s'est basée sur un contrat de travail type, on est parti de cette hypothèse, mais, après examen des autres critères, il a été conclu à l'existence d'une relation de travail de type « indépendant ».

Dans la décision 026, une volonté claire n'a pas non plus été exprimée, mais la Commission a déduit de la formulation de la demande qu'il y avait une préférence pour une relation de travail de type « indépendant ». Après examen, il a été conclu à l'existence d'une relation de travail de type « salarié ».

En vertu de l'article 332 de la Loi sur les relations de travail, la Commission ne peut pas déroger à une disposition légale ou réglementaire qui impose ou instaure une présomption irréfragable d'exercice d'une profession ou d'une certaine activité en qualité d'indépendant ou de salarié.

Dans la décision 002, la Commission a ainsi dû tenir compte de l'article 5bis de la loi sur les contrats de travail, selon lequel des prestations de service complémentaires exécutées en application d'un contrat d'entreprise sont présumées l'être en application d'un contrat de travail sans que la preuve du contraire puisse être apportée lorsque le prestataire des services et le bénéficiaire de ceux-ci sont liés par un contrat de travail pour l'exercice d'activités similaires. La qualification de travail d'indépendant demandée pour des paramédicaux employés en même temps dans un hôpital en vertu d'un contrat de travail n'a, sur la base de cette présomption irréfragable, pas pu être confirmée.

Il a encore également été question de cette présomption irréfragable dans les décisions 022 et 027. Concernant la première décision, il a été constaté qu'il n'y avait pas de contrat de travail parallèle; dans la deuxième, une réserve a été émise quant à la possibilité que cette présomption soit d'application.

2. Organisation du temps de travail

Concernant ce critère, ont été envisagés les éléments suivants:

- Heures de travail fixes et possibilité d'y déroger ou de les adapter (décisions 001, 011, 013, 025, 026 et 029)
- Choix des heures de travail et contrôle de l'occupation (003, 004, 006, 008, 026 et 029)
- Justification de maladie (026 et 029)
- Choix et justification des vacances (011, 026 et 029)

horticoles, l'arrêté royal du 17 mars 1972 instituant certaines commissions paritaires et fixant leur dénomination et leur compétence, *M.B.*, 30 janvier 2014)

⁸ Rapport annuel 2013, Décisions de la Commission Administrative durant l'année 2013, Recommandation 2.

3. Organisation du travail

Concernant ce critère, ont été envisagés les éléments suivants :

- Possibilité de refuser des missions (003, 008 et 013)
- Possibilités de choix quant au contenu du travail (008)
- Diversification du portefeuille clients et/ou missions (003 et 004)
- Nature des modalités convenues et rapportage (004, 006, 011, 022 et 029)
- Travail avec personnel propre (026 et 029)
- Travail en exclusivité (006)
- Qui doit supporter les coûts (004 et 026)
- Mode de paiement (004 et 026)
- Travail avec matériel propre (003)

4. Possibilité de contrôle hiérarchique

Concernant ce critère, ont été envisagés les éléments suivants:

- Quels instruments de contrôle ? Nature du rapportage (006, 011, 013 et 026)
- Droit de réprimander et possibilité de résiliation en cas de mauvais fonctionnement (006, 025)
- Degré du contrôle pédagogique (008) ou comptable (026)

Les décisions 006, 008, 026 et 029 sont des exemples qui démontrent que l'évaluation des critères n'est pas quantitative mais qualitative. Il ne suffit dès lors pas de relater les critères avancés.

La décision 026 illustre que concernant la situation de fait, une grande attention est portée au degré d'autonomie réelle.

1.3 Conclusion

La Commission Administrative maintient intégralement les recommandations qui ont déjà été formulées dans le rapport annuel 2013 et elle considère celles-ci comme étant réitérées par le présent rapport, tout en soulignant les suggestions d'amélioration législative et réglementaire qui y sont faites.

Elle recommande aussi de remédier aux lacunes constatées dans le champ d'application de l'AR du 20 juin 2013 pris en exécution de certaines dispositions de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 en ce qui concerne la nature des relations de travail qui se situent dans le cadre de l'exécution des activités qui ressortent du champ d'application de la commission paritaire de l'agriculture ou de la commission paritaire pour les entreprises horticoles (MB du 20 juin 2013), et d'accorder une certaine attention aux modifications futures du champ d'application de ces commissions paritaires.

On peut par ailleurs réfléchir au sens du filtre temporel visé à l'article 338, §2, de la Loi sur les relations de travail.

La Commission administrative souligne son rôle en tant qu'instance de ruling; elle n'est pas par essence un organe visant à exclure la fausse indépendance; elle veut d'une part procurer une sécurité juridique aux demandeurs et d'autre part procurer un cadre permettant un contrôle éventuel des modalités convenues en matière de sécurité juridique.

Malgré le nombre relativement important de décisions d'irrecevabilité, une étude plus approfondie de ces décisions démontre qu'elles permettent d'affiner le fonctionnement de la Commission et de mieux l'orienter vers sa mission de ruling.

Les enseignements tirés de l'application de la méthode interactive qui a été testée en 2014 dans certains dossiers, indiquent qu'il est possible mais aussi nécessaire de préciser davantage la situation de fait. Vu l'évaluation positive de cette méthode, la Commission se propose de l'affiner plus avant. Les Secrétaires des chambres néerlandaise et française se concerteront pour harmoniser les questions soumises aux parties. De même, ces éléments de fait supplémentaires seront davantage précisés dans les décisions pour, lors d'un contrôle ultérieur, fournir un fil conducteur plus concret à propos de la décision de la Commission.

Dans une phase ultérieure, on pourra envisager, en cas d'éléments de fait récurrents, de les intégrer dans le formulaire de demande.

De même, une adaptation de la réglementation pourrait déboucher sur une méthode plus précise *de lege ferenda*.

Les recommandations contenues dans le rapport annuel 2013 indiquaient déjà quelques points d'amélioration.

On pourrait envisager d'allonger le filtre temporel ou de le supprimer, tout en faisant attention aux conséquences en cas de requalification.

On peut également signaler qu'en vertu de l'article 338, §6, de la Loi sur les relations de travail et de l'article 10 de l'AR du 11 février 2013, une nouvelle demande est possible en cas de modification des conditions d'exercice de la relation de travail et sur lesquelles une décision antérieure était fondée. Dans la décision 026, la Commission a, en raison d'un manque d'autonomie dans la relation de travail, signalé

que la relation, telle que présentée dans sa forme actuelle, donnait lieu à une requalification en un contrat de travail.

Le fait qu'en 2013 et en 2014 aucun demandeur n'a introduit un recours auprès du Tribunal du travail, en vertu de l'article 338, §5, de la Loi sur les relations de travail, démontre que les décisions de la Commission Administrative sont acceptées sur le terrain.

En 2014, l'accent a été mis, en interne, sur le fait de tenir compte le plus possible de la situation de fait et de vérifier le degré d'autonomie au sein de la relation de travail. Il a été fait usage ici de la possibilité d'interroger davantage les parties quant aux faits, tant avant l'audition que pendant celle-ci.

La Commission Administrative se propose d'approfondir cette méthode.

Enfin, il faut signaler que la Commission Administrative a également veillé à promouvoir sa visibilité et accroître la transparence de son fonctionnement.

En 2013, un soin particulier a été apporté à l'élaboration d'un règlement d'ordre intérieur et d'un formulaire de demande uniforme, qui a été distribué par les instances administratives concernées et par les institutions de sécurité sociale, avec lesquelles les demandeurs ont pu entrer en contact.

En 2014, un propre site internet⁹ performant a été construit, sur lequel figurent la réglementation, la méthode utilisée, les rapports annuels, un formulaire de demande standard téléchargeable et toutes les décisions prises.

Etant donné l'existence actuelle de ces canaux, des initiatives ultérieures devront être prises pour accroître la notoriété de la Commission.

Bruxelles, le 31 mars 2015

Pour la Commission Administrative de règlement de la relation de travail,

Ses présidents

Lieven Lenaerts

Premier Président

Président de la chambre néerlandaise

Jean François Neven

Président de la chambre française



⁹ www.commissiearbeidsrelaties.belgium.be et www.commissionrelationstravail.belgium.be

2. Cadre historique et juridique

La distinction entre une occupation en qualité de travailleur salarié et une occupation en qualité de travailleur indépendant a reposé pendant des années sur un critère vague, à savoir l'existence ou non d'un lien de subordination. La Cour de cassation a recherché des critères distinctifs plus précis. A partir de 2002, elle a apporté un nouvel éclairage avec ses arrêts dits « arrêts sur la qualification » selon lesquels une requalification n'est possible qu'en présence d'éléments incompatibles avec la qualification choisie par les parties.

Le législateur a repris ce principe dans le titre XIII de la Loi-programme (I) du 27 décembre 2006 (MB 28 décembre 2006, 3^e édition) dénommée ci-après *Loi sur les relations de travail*.

La liberté des parties de choisir le type de relation de travail a ainsi été retenue comme élément déterminant pour autant que la relation de travail choisie corresponde à la situation de fait, évaluée sur la base de critères généraux et spécifiques.

Ces critères généraux sont:

- la volonté des parties telle qu'exprimée dans le contrat
- la liberté d'organiser son temps de travail
- la liberté d'organiser son travail
- la possibilité d'exercer un contrôle hiérarchique.

Des critères spécifiques pouvaient être adoptés pour un ou plusieurs secteurs, une ou plusieurs profession(s) ou une ou plusieurs catégorie(s) de professions. Le Roi pouvait fixer ces critères après avoir demandé l'avis d'une chambre normative de la Commission de règlement de la relation de travail. Cette Commission devait également compter une division administrative avec plusieurs chambres pouvant prendre des décisions sur des situations concrètes, dans le cadre d'un '*ruling*'.

La Commission n'a pas été créée sous cette forme.

Le régime a été modifié par la loi du 25 août 2012 modifiant le Titre XIII de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006, en ce qui concerne la nature des relations de travail (MB 11 septembre 2012).

La *Commission de règlement de la relation de travail*, avec ses chambres normative et administrative, a été remplacée par une *Commission Administrative de règlement de la relation de travail* à plusieurs chambres (dénommée ci-après *Commission Administrative*)

Les critères généraux ont été maintenus, le Roi pouvant toutefois définir des critères spécifiques après avoir demandé l'avis de plusieurs organes compétents pour les travailleurs salariés et indépendants. Si ces avis ne sont pas unanimes, le Roi exerce son pouvoir réglementaire par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres.

Une présomption réfragable de contrat de travail ou de relation de travail indépendante a été introduite pour 4 secteurs (construction/travaux immobiliers, gardiennage, transport et nettoyage), selon que parmi un ensemble de 9 critères, plus ou moins de la moitié sont remplis.

Les articles relatifs à la Commission Administrative sont entrés en vigueur le 1^{er} janvier 2013.

Deux arrêtés royaux ont ensuite été adoptés le 11 février 2013 :

- L'AR relatif à la composition et au fonctionnement des chambres de la Commission Administrative de règlement de la relation de travail (*MB* 21 février 2013, 2^e édition) .
- L'AR nommant les membres de la Commission Administrative de règlement de la relation de travail (*MB* 21 février 2013, 2^e édition)

En vertu de l'art. 6, §1, cinquième alinéa, de l'AR du 11 février 2013 relatif à la composition et au fonctionnement de la Commission Administrative, la Commission devait tout d'abord élaborer un règlement d'ordre intérieur fixant notamment les dates des séances et le délai dans lequel l'ordre du jour est communiqué aux membres. Ce règlement devait être soumis à l'approbation des Ministres compétents pour les Affaires sociales, l'Emploi et les Classes moyennes.

La Commission a procédé à l'élaboration de ce règlement.

Les articles 7 à 10 de l'arrêté relatif à la composition et au fonctionnement de la Commission Administrative, fixent le mode d'introduction des demandes auprès de la Commission et les mentions requises.

Dans ce cadre, la Commission Administrative a élaboré un modèle de formulaire de demande standard et obligatoire.

Après approbation de ces documents par les Ministres compétents le formulaire de demande a été publié sur les sites web du SPF Sécurité sociale et des instances concernées.

La Commission Administrative est ainsi devenue effectivement opérationnelle.

On signalera l'adoption de plusieurs arrêtés royaux fixant des critères spécifiques pour l'application de la présomption dans les 4 secteurs précités ainsi que pour le secteur de l'agriculture et de l'horticulture :

- AR du 29 avril 2013 pris en exécution de l'article 337/2, §3, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 en ce qui concerne la nature des relations de travail entre un agent de gardiennage visé par la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière et son cocontractant, *MB* 14 mai 2013
- AR du 7 juin 2013 pris en exécution de l'article 337/2, §3, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 en ce qui concerne la nature des relations de travail qui se situent dans le cadre de l'exécution de certains travaux immobiliers, *MB* 25 juin 2013
- AR du 20 juin 2013 pris en exécution de certaines dispositions de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 en ce qui concerne la nature des relations de travail qui se situent dans le cadre de l'exécution des activités qui ressortent du champ d'application de la commission paritaire de l'agriculture ou de la commission paritaire pour les entreprises horticoles, *MB* 28 juin 2013
- AR du 29 octobre 2013 pris en exécution de l'article 337/2, §3, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 en ce qui concerne la nature des relations de travail qui se situent dans le cadre de l'exercice des activités qui ressortent du champ d'application de la sous-commission paritaire pour les taxis et de la commission paritaire du transport et de la logistique, uniquement pour les activités de location de véhicules avec chauffeur et de taxis collectifs, *MB* 26 novembre 2013
- AR du 29 octobre 2013 pris en exécution de l'article 337/2, §3, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 en ce qui concerne la nature des relations de travail qui se situent dans le cadre de l'exercice des activités qui ressortent du champ d'application de la sous-commission paritaire pour le transport routier et la logistique pour compte de tiers, *MB* 26 novembre 2013

- AR du 29 octobre 2013 pris en exécution de l'article 337/2, §3, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 en ce qui concerne la nature des relations de travail qui se situent dans le cadre de l'exercice des activités qui ressortent du champ d'application de la sous-commission paritaire pour les autobus et autocars, *MB* 26 novembre 2013.

Enfin, la composition de la chambre néerlandophone de la Commission a été changée par l'AR du 18 octobre 2013 (Arrêté Royal du 18 octobre 2013 portant démission et nomination de membres de la Commission Administrative de règlement de la relation de travail, *MB* 4 novembre 2013)

3. Législation

3.1 Loi-Programme du 27 décembre 2006

TITRE XIII. - Nature des relations de travail

CHAPITRE Ier. - Dispositions générales

Art. 328. Pour l'application du présent titre, il y a lieu d'entendre par :

1° " loi du 27 juin 1969 " : loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs;

2° " arrêté royal n° 38 " : arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants;

3° " loi du 29 juin 1981 " : loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés;

4° " institutions de sécurité sociale " : institutions chargées de l'application des législations en matière de sécurité sociale, ainsi que tous les services chargés du contrôle de cette application;

5° " relation de travail " : collaboration professionnelle portant sur la prestation d'un travail par une partie en qualité soit de travailleur salarié, soit de travailleur indépendant, étant entendu qu'il y a lieu d'entendre :

a) par " travailleur salarié " : la personne qui s'engage dans un contrat de travail à fournir, contre rémunération, un travail sous l'autorité de l'autre partie au contrat, l'employeur;

b) par " travailleur indépendant " : la personne physique qui exerce une activité professionnelle en dehors d'un lien d'autorité visé sous a) et qui n'est pas engagée dans les liens d'un statut.

CHAPITRE II. - Commission Administrative de règlement de la relation de travail

Art. 329. § 1er. Une Commission Administrative de la relation de travail est instituée avec plusieurs chambres.

§ 2. Les Chambres de la Commission Administrative visées au paragraphe premier sont chacune composées d'un nombre égal de membres désignés sur proposition du Ministre qui a les Classes moyennes dans ses attributions parmi le personnel de son administration ou de l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants, d'une part, et de membres désignés sur la proposition des Ministres qui ont les Affaires sociales et l'Emploi dans leurs attributions parmi les membres du personnel de leurs administrations ou de l'Office national de Sécurité sociale d'autre part. Chaque chambre est présidée par un magistrat professionnel.

§ 3. Aucun membre des Chambres ne peut exercer la fonction de fonctionnaire qui relève de l'autorité des Ministres ayant dans leurs attributions les Affaires sociales, les Classes moyennes et l'Emploi, et qui est

chargé de surveiller le respect de l'application des législations en matière de sécurité sociale et de droit du travail.

§ 4. Les membres des Chambres sont nommés par le Roi.

§ 5. Le Roi détermine la composition et le fonctionnement de la Commission Administrative.

§ 6. La Commission Administrative peut décider d'entendre des experts du ou des secteurs concernés ou de la ou des professions concernées.

Art. 330.

<Abrogé par L [2012-08-25/07](#)>

CHAPITRE III. - Principes

Art. 331. Sans pouvoir contrevenir à l'ordre public, aux bonnes mœurs et aux lois impératives, les parties choisissent librement la nature de leur relation de travail, dont l'exécution effective doit être en concordance avec la nature de la relation. La priorité est à donner à la qualification qui se révèle de l'exercice effectif si celle-ci exclut la qualification juridique choisie par les parties.

Art. 332. Soit lorsque l'exécution de la relation de travail laisse apparaître la réunion de suffisamment d'éléments incompatibles avec la qualification donnée par les parties à la relation de travail, appréciés conformément aux dispositions de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution, soit lorsque la qualification donnée par les parties à la relation de travail ne correspond pas à la nature de la relation de travail présumée, conformément au chapitre V/1 et que cette présomption n'est pas renversée, il y aura une requalification de la relation de travail et application du régime de sécurité sociale correspondant, sans préjudice toutefois des dispositions suivantes :

1) l'article 2, § 1er, 1° et 3°, de la loi du 27 juin 1969, l'article 2, § 1er, 1° et 3°, de la loi du 29 juin 1981 et l'article 3, §§ 1er et 2, de l'arrêté royal n° 38, ainsi que toute disposition prise sur la base de ces dispositions;

2) de manière générale, toute disposition légale ou réglementaire imposant ou présumant de manière irréfragable l'exercice d'une profession ou d'une activité déterminée en qualité de travailleur indépendant ou de travailleur salarié au sens de la présente loi.

Les éléments visés à l'alinéa 1er sont appréciés sur la base des critères généraux tels que définis à l'article 333 et, le cas échéant, des critères spécifiques d'ordre juridique ou socio-économique déterminés conformément à la procédure d'avis du chapitre V.

CHAPITRE IV. - Les critères généraux

Art. 333. § 1er. Les critères généraux dont il est question à l'article précédent et qui permettent d'apprécier l'existence ou l'absence du lien d'autorité sont :

- la volonté des parties telle qu'exprimée dans leur convention, pour autant que cette dernière soit exécutée conformément aux dispositions de l'article 331;
- la liberté d'organisation du temps de travail;
- la liberté d'organisation du travail;
- la possibilité d'exercer un contrôle hiérarchique.

§ 2. Sans préjudice des dispositions visées à l'article 332, les contraintes inhérentes à l'exercice d'une profession qui sont imposées par ou en vertu d'une loi, ne peuvent être prises en considération pour apprécier la nature d'une relation de travail.

§ 3. Les éléments suivants sont, à eux seuls, impuissants à qualifier adéquatement la relation de travail :

- l'intitulé de la convention;
- l'inscription auprès d'un organisme de sécurité sociale;
- l'inscription à la Banque-Carrefour des entreprises;
- l'inscription auprès de l'administration de la T.V.A.;
- la manière dont les revenus sont déclarés à l'administration fiscale.

CHAPITRE V. - Les critères spécifiques

Section 1re.

<Abrogé par L 2012-08-25/07>

Art. 334. § 1er. Le Roi peut établir une liste de critères spécifiques propres à un ou plusieurs secteurs, à une ou plusieurs professions, à une ou plusieurs catégories de professions ou à une ou plusieurs activités professionnelles qu'il détermine. Cette liste complète les critères visés à l'article 333.

§ 2. Ces critères spécifiques ne peuvent consister qu'en des éléments relatifs à la présence ou l'absence d'un lien d'autorité. Ils ne peuvent déroger aux critères déterminés à l'article 333 et ne doivent pas nécessairement consister en un des éléments du § 3.

§ 3. Cette liste de critères spécifiques peut comporter notamment des éléments d'ordres socio-économique et juridique suivant :

- la responsabilité et le pouvoir de décision sur les moyens financiers afin de maintenir la rentabilité de l'entreprise;
- la garantie de paiement périodique d'une rémunération;
- l'investissement personnel et substantiel dans l'entreprise avec du capital propre et la participation personnelle et substantielle dans les gains et les pertes de l'entreprise;
- la possibilité d'engager du personnel ou se faire remplacer;
- se présenter comme une entreprise à l'égard du cocontractant et des tiers;
- travailler dans ses propres locaux et/ou avec du matériel propre.

§ 4. En cas de concours entre des critères par secteur, des critères par profession, et/ou des critères par catégorie d'une profession, les derniers cités priment sur les précédents.

Section 2.

<Abrogé par L 2012-08-25/07>

Art. 335. Le Roi ne peut exercer la compétence qui Lui a été reconnue par l'article 334 qu'après avis :

1) du Comité de direction du Bureau fédéral d'orientation du Service d'information et de recherche sociale, tel que prévu à l'article 6 du Code pénal social,

2) des commissions ou sous-commissions paritaires compétentes. Cet avis est donné par le Conseil national du Travail lorsque plusieurs commissions paritaires sont compétentes. A défaut d'une commission ou sous-commission paritaire compétente ou effective, cet avis est donné par le Conseil national du travail,

3) du Conseil supérieur des Indépendants et des P.M.E., qui ne rend son avis qu'après avoir consulté les secteurs et professions concernés, et s'il existe, l'ordre ou l'institut professionnel établi par la loi pour la profession concernée.

Ces trois organes donnent leurs avis dans un délai de quatre mois après la demande faite par le Ministre qui a l'Emploi dans ses attributions, le Ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions ou le Ministre qui a les Classes moyennes dans ses attributions.

Si, dans le délai imparti, aucun avis conforme et unanime n'est remis, le Roi ne peut établir des critères spécifiques pour le ou les secteurs, la ou les professions, la ou les catégories de professions ou la ou les activités professionnelles concernés que par un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres. "

Les ministres visés à l'alinéa 2 peuvent demander aux organes visés à l'alinéa 1er de donner leurs avis soit de leur propre initiative soit à la demande des commissions ou sous-commissions paritaires compétentes, du Conseil national du Travail, du Conseil supérieur des Indépendants et des P.M.E. ou des organisations qui y sont représentées.

Si les ministres compétents reçoivent simultanément plusieurs demandes visant à solliciter l'avis des organes mentionnés à l'alinéa 1er, ils établissent un calendrier pour l'introduction des demandes d'avis en question.

Section 3.

<Abrogé par L [2012-08-25/07](#)>

Art. 336.

<Abrogé par L [2012-08-25/07](#)>

Section 4.

<Abrogé par L [2012-08-25/07](#)>

Art. 337.

<Abrogé par L [2012-08-25/07](#)>

Chapitre V/1. Présomption concernant la nature de la relation de travail

Art. 337/1. § 1er. Ce chapitre est applicable aux relations de travail qui se situent dans le cadre suivant :
1° l'exécution des activités énumérées à l'article 20, § 2, de l'arrêté royal n° 1 du 29 décembre 1992, relatif aux mesures tendant à assurer le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée;

2° l'exercice de l'activité consistant à effectuer pour le compte de tiers, toutes sortes de surveillance et/ou des services de garde;

3° le transport de choses et ou personnes pour le compte de tiers, à l'exception des services d'ambulance et le transport de personnes avec un handicap;

4° Les activités qui ressortent du champ d'application de la commission paritaire pour le nettoyage, qui ne sont pas déjà visées au 1°.

§ 2. La liste prévue au paragraphe 1er peut être élargie par le Roi après avoir demandé l'avis:
1) du Comité de direction du Bureau fédéral d'orientation du Service d'information et de recherche sociale, tel que prévu à l'article 6 du Code pénal social,

2) des commissions ou sous-commissions paritaires compétentes. Cet avis est donné par le Conseil national du Travail lorsque plusieurs commissions paritaires sont compétentes. A défaut d'une

commission ou sous-commission paritaire compétente ou effective, cet avis est donné par le Conseil national du Travail,

3) du Conseil supérieur des Indépendants et des P.M.E., qui ne rend son avis qu'après avoir consulté les secteurs et professions concernés, et s'il existe, l'ordre ou l'institut professionnel établi par la loi pour la profession concernée.

Ces trois organes doivent donner leurs avis dans un délai de quatre mois après la demande faite par le Ministre chargé de l'Emploi, le Ministre des Affaires sociales ou le Ministre compétent pour les Classes moyennes.

Si, dans le délai imparti, aucun avis conforme et unanime n'a été remis, le Roi ne peut reprendre dans le champ d'application de ce chapitre le ou les secteurs, la ou les professions, la ou les catégories de professions ou la ou les activités professionnelles concernés que par arrêté délibéré en Conseil des Ministres.

Les ministres visés à l'alinéa 2 peuvent demander aux organes visés à l'alinéa 1er de donner leurs avis soit de leur propre initiative soit à la demande des commissions ou sous-commissions paritaires compétentes, du Conseil national du Travail, du Conseil supérieur des Indépendants et des P.M.E., ou des organisations qui y sont représentées.

Si les ministres compétents reçoivent simultanément plusieurs demandes visant à solliciter l'avis des organes mentionnés à l'alinéa 1er, ils établissent un calendrier pour l'introduction des demandes d'avis en question.

§ 3. Ce chapitre n'est pas applicable aux relations de travail familiales.

Par relations de travail familiales, on entend :

a) les relations de travail entre des parents et des alliés jusqu'au troisième degré inclus et entre des cohabitants légaux au sens de la loi du 23 novembre 1998 instaurant la cohabitation légale;

b) les relations de travail entre une société et une personne physique, celle-ci étant un parent ou un allié jusqu'au troisième degré inclus ou un cohabitant légal soit de celui qui à lui seul, soit de ceux qui ensemble détiennent plus de 50 pour cent des actions de la société en question.

Art. 337/2. § 1er. Les relations de travail visées à l'article 337/1, sont présumées jusqu'à preuve du contraire, être exécutées dans les liens d'un contrat de travail, lorsque de l'analyse de la relation de travail il apparaît que plus de la moitié des critères suivants sont remplis:

a) défaut, dans le chef de l'exécutant des travaux, d'un quelconque risque financier ou économique, comme c'est notamment le cas :

- à défaut d'investissement personnel et substantiel dans l'entreprise avec du capital propre, ou,
- à défaut de participation personnelle et substantielle dans les gains et les pertes de l'entreprise;

b) défaut dans le chef de l'exécutant des travaux, de responsabilité et de pouvoir de décision concernant les moyens financiers de l'entreprise dans le chef de l'exécutant des travaux;

c) défaut, dans le chef de l'exécutant des travaux, de tout pouvoir de décision concernant la politique d'achat de l'entreprise;

d) défaut, dans le chef de l'exécutant des travaux, de pouvoir de décision concernant la politique des prix de l'entreprise, sauf si les prix sont légalement fixés;

e) défaut d'une obligation de résultats concernant le travail convenu;

f) la garantie du paiement d'une indemnité fixe quel que soient les résultats de l'entreprise ou le volume des prestations fournies dans le chef de l'exécutant des travaux;

g) ne pas être soi-même l'employeur de personnel recruté personnellement et librement ou ne pas avoir la possibilité d'engager du personnel ou de se faire remplacer pour l'exécution du travail convenu;

h) ne pas apparaître comme une entreprise vis-à-vis d'autres personnes ou de son cocontractant ou travailler principalement ou habituellement pour un seul cocontractant;

i) travailler dans des locaux dont on n'est pas le propriétaire ou le locataire ou avec du matériel mis à sa disposition, financé ou garanti par le cocontractant.

§ 2. Lorsqu'il apparaît que plus de la moitié des critères, visés au paragraphe 1er ne sont pas remplis, la relation de travail est présumée de manière réfragable être un contrat d'indépendant.

Cette présomption peut être renversée par toutes voies de droit et notamment sur la base des critères généraux fixés dans la présente loi.

§ 3. Le Roi peut, selon la même procédure que celle prévue à l'article 335, prévoir des critères spécifiques propres à un ou plusieurs secteurs, une ou plusieurs professions, une ou plusieurs catégories de professions ou à une ou plusieurs activités professionnelles qu'il détermine, et qui remplacent ou complètent les critères visés au paragraphe 1er.

Ces critères doivent contenir des éléments qui ont un rapport avec une dépendance socio-économique ou une subordination juridique.

CHAPITRE VI. Les décisions relatives à la qualification de la relation de travail par la Commission Administrative

Art. 338. § 1er. Les chambres de la Commission visée à l'article 329 ont comme tâche de rendre des décisions relatives à la qualification d'une relation de travail déterminée. Ces décisions produisent leurs effets pour une durée de 3 ans dans les cas visés au § 2, alinéas 2 et 3.

§ 2. Ces décisions sont rendues à l'initiative conjointe de l'ensemble des parties à la relation de travail, lorsque les parties saisissent la chambre compétente de la commission administrative dans un délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi ou de l'arrêté royal visé aux articles 334, 337/1 ou 337/2 pour autant qu'il soit applicable à la relation de travail concernée. Ces décisions peuvent également être rendues à l'initiative d'une seule partie à la relation de travail, dans le cas où celle-ci commence une activité professionnelle de travailleur indépendant et en fait la demande lors de son affiliation à une caisse d'assurances sociales visée à l'article 20 de l'arrêté royal n° 38, et ceci soit au moment de l'affiliation soit dans un délai d'un an à partir du début de la relation de travail.

Ces décisions peuvent enfin être rendues à l'initiative de toute partie à une relation de travail ou à une relation de travail envisagée dont le statut de travailleur salarié ou de travailleur indépendant est

incertain, et qui en fait la demande directement à la commission administrative, soit préalablement au début de la relation de travail soit dans un délai d'un an à partir du début de la relation de travail.

Dans ce cadre, les règles et modalités de la mission des caisses d'assurances sociales visées à l'article 20 de l'arrêté royal n° 38 seront arrêtées par le Roi.

§ 3. Aucune décision ne peut être donnée :

1° lorsqu'au moment de l'introduction de la demande, les services compétents des institutions de sécurité sociale ont ouvert une enquête ou une instruction pénale a été ouverte concernant la nature de la relation de travail;

2° lorsqu'une juridiction du travail a été saisie ou s'est déjà prononcée sur la nature de la relation de travail concernée.

§ 4. Ces décisions lient les institutions représentées au sein de la commission administrative ainsi que les caisses d'assurances sociales visées à l'article 20 de l'arrêté royal n° 38, sauf :

1° lorsque les conditions relatives à l'exécution de la relation de travail et sur lesquelles la décision s'est fondée sont modifiées. Dans ce cas, la décision ne produit plus ses effets à partir du jour de la modification de ces conditions;

2° lorsqu'il apparaît que les éléments à la qualification de la relation de travail qui ont été fournis par les parties l'ont été de manière incomplète ou inexacte. Dans ce cas, la décision est censée n'avoir jamais existé.

Les institutions de sécurité sociale demeurent donc habilitées à procéder à un contrôle du maintien des éléments ayant fondé la décision de la chambre administrative.

§ 5. Un recours contre ces décisions peut être introduit devant les juridictions du travail par les parties dans le mois suivant sa notification à celles-ci par lettre recommandée à la poste.

La décision devient définitive si aucun recours n'est introduit.

Cette action en justice s'entend de la première instance, de l'instance d'appel et de l'instance en cassation.

§ 6. La partie qui a obtenu une décision de la chambre compétente de la commission administrative dans les conditions prévues par le présent article peut obtenir une nouvelle décision de cette dernière.

§ 7. Chaque année, la commission administrative établit un rapport reprenant sa jurisprudence.

CHAPITRE VII. - Dispositions finales

Art. 339. Le présent titre est applicable sans préjudice du pouvoir souverain des cours et tribunaux d'apprécier la nature d'une relation de travail déterminée, compte tenu des critères généraux, et, le cas échéant des critères spécifiques et/ou de la présomption prévue au chapitre V/1.

Lorsqu'une institution de sécurité sociale conteste la nature d'une relation de travail, elle est tenue de consulter préalablement la jurisprudence de la commission administrative visée à l'article 329.

Art. 340. § 1er. Dans les hypothèses de requalification de la relation de travail visées au § 6, la rectification des cotisations de sécurité sociale dues s'appliquera pour la période antérieure à la requalification depuis l'entrée en vigueur, le cas échéant, de l'arrêté royal visé à l'article 334, 337/1 et 337/2 applicable à la relation de travail concernée et compte tenu du délai de prescription de l'article 42 de la loi du 27 juin 1969 et de l'article 16 de l'arrêté royal n° 38.

§ 2. En cas de requalification en relation de travail salariée, par dérogation aux dispositions du chapitre IV de la loi du 27 juin 1969, et sans préjudice de l'application du régime de sécurité sociale des travailleurs salariés, la rectification ne portera que sur les cotisations proprement dites, à l'exclusion des majorations, intérêts et autres frais ou sanctions prévues au chapitre IV de ladite loi, et sous déduction des cotisations dues durant cette période à l'organisme percepteur de cotisations de sécurité sociale des travailleurs indépendants.

De même, dans ces hypothèses, les cotisations dues durant la période antérieure à la requalification à l'organisme percepteur de cotisations de sécurité sociale des travailleurs indépendants, demeurent acquises et ne pourront être récupérées par le travailleur dont la relation de travail a été requalifiée. Sans préjudice des barèmes salariaux, la rémunération mensuelle du travailleur salarié, hors cotisations patronales de sécurité sociale et avant déduction du précompte professionnel, est réputée être égale à la moyenne mensuelle des revenus attribués en tant que travailleur indépendant et diminuée de la moyenne mensuelle des cotisations de sécurité sociale dues à l'organisme percepteur des cotisations de sécurité sociale des travailleurs indépendants.

§ 3. En cas de requalification en relation de travail indépendante, par dérogation aux dispositions de l'arrêté royal n° 38, et sans préjudice de l'application du régime de sécurité sociale des travailleurs indépendants, la rectification ne portera que sur les cotisations proprement dites, à l'exclusion des majorations et intérêts, et sous déduction des cotisations personnelles dues durant cette période à l'Office national de sécurité sociale des travailleurs salariés.

De même, dans ces hypothèses, les cotisations personnelles dues durant la période antérieure à la requalification à l'Office national de sécurité sociale des travailleurs salariés, demeurent acquises et ne pourront être récupérées ni par le travailleur dont la relation de travail a été requalifiée, ni par son ancien employeur.

§ 4. Annuellement et pour la première fois l'année suivant l'année d'entrée en vigueur du présent article, un décompte global est établi conjointement par l'ONSS-gestion globale et la gestion financière globale du statut social des travailleurs indépendants. Le montant de ce décompte est transféré d'une gestion globale à l'autre avant la fin de l'année où le décompte est établi.

Le décompte visé au précédent alinéa repose sur les principes suivants : les cotisations dues durant la période antérieure à la requalification par le travailleur dont la relation de travail a été requalifiée doivent être reversées à l'autre gestion globale, diminuées du montant des prestations effectivement octroyées au travailleur durant la même période.

Le Roi arrête le mode de calcul et les modalités de détermination de ce décompte global.

§ 5. Dans les hypothèses de requalification de la relation de travail visées au § 6, aucune sanction pénale n'est applicable.

§ 6. Les hypothèses visées par le présent article sont les suivantes :

- affiliation volontaire de l'employeur auprès de l'Office national de sécurité sociale lorsque cette affiliation prend cours au plus tard à l'expiration du délai de six mois à dater de l'entrée en vigueur de la présente loi ou par les arrêtés royaux prévus dans les articles 334, 337/1 et 337/2 applicables à la relation de travail concernée;

- saisine de la chambre compétente de la section administrative par toutes les parties à la relation de travail, dans les conditions définies à l'article 338, § 2, alinéa 1er, lorsque les parties se conforment à la décision rendue dans un délai de 6 mois.

Art. 341. Lorsque, dans le cas visé à l'article 338, § 2, alinéa 2, la Commission constate une inadéquation entre une relation de travail et la qualification donnée par les parties à la relation de travail, la requalification ne vaut que pour l'avenir.

Art. 342. Le présent titre fera l'objet d'une évaluation par le Conseil National du Travail et le Conseil Supérieur des Indépendants et des Petites et Moyennes Entreprises deux ans après son entrée en vigueur.

CHAPITRE VIII. - Entrée en vigueur

Art. 343. Le présent titre entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui de sa publication au Moniteur belge, à l'exception des articles 329, 337/2, § 1er en 2, 338, 339, 341 qui entrent en vigueur le 1er janvier 2013.

En ce qui concerne les articles 329, 337/2, §§ 1er en 2, 338, 339, 341, le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1er.

3.2 Arrêté royal du 11 février 2013 relatif à la composition et au fonctionnement de la Commission Administrative de règlement de la relation de travail

Article 1er. La Commission Administrative de règlement de la relation de travail prévue par l'article 329, § 1er de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006, ci-après dénommée "Commission Administrative", est instituée auprès du Service public fédéral (SPF) Sécurité sociale.

Art. 2. § 1er. Conformément à l'article 329, § 2, alinéa 1er de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006, chacune des chambres de la Commission Administrative est composée, outre le président :

1° d'au moins deux membres désignés sur proposition du Ministre qui a les Classes moyennes dans ses attributions, parmi les membres du personnel de la Direction générale Indépendants du SPF Sécurité sociale ou parmi les membres du personnel de l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants;

2° d'au moins deux membres désignés sur proposition des ministres qui ont les Affaires Sociales et l'Emploi dans leurs attributions, parmi les membres du personnel de la Direction générale Politique sociale du SPF Sécurité sociale, parmi les membres du personnel du SPF Emploi, Travail et Concertation sociale ou parmi les membres du personnel de l'Office national de sécurité sociale.

Chacune des chambres de la Commission Administrative est présidée par un magistrat désigné par le Ministre de la Justice.

§ 2. En cas d'absence ou d'empêchement d'un membre visé au § 1er, 1°, il peut être remplacé par un autre membre provenant de l'institution ou de la direction générale visée au § 1er, 1°.

En cas d'absence ou d'empêchement d'un membre visé au § 1er, 2°, il peut être remplacé par un autre membre provenant de l'institution ou de la direction générale visée au § 1er, 2°.

En cas d'absence ou d'empêchement du président d'une chambre, la présidence peut être assumée par le président d'une autre chambre.

Art. 3. § 1er. Les présidents et les membres sont nommés pour un mandat renouvelable de six ans.

Les membres sont nommés pour l'ensemble des chambres.

§ 2. Il peut être mis fin au mandat s'il est constaté que les membres visés au paragraphe précédent n'ont pas assisté à plusieurs reprises, et ce sans justification, aux réunions de la Commission Administrative.

Les membres, visés à l'article 2, § 1er, 1° et 2°, cessent de faire partie de la Commission administrative lors de la cessation de leurs fonctions administratives. Ils restent toutefois en place jusqu'à ce qu'un nouveau membre de la Commission Administrative soit nommé.

Art. 4. Le secrétariat et le greffe des chambres de la Commission administrative sont assurés par des fonctionnaires du SPF Sécurité sociale.

Art. 5. Il est accordé aux présidents un jeton de présence de 100 euros par participation à une séance d'une durée d'au moins 3 heures.

Les présidents ont droit au remboursement des frais de parcours, aux conditions fixées par l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours.

Pour l'application de l'alinéa précédent, les présidents sont assimilés aux fonctionnaires de niveau A.

Art. 6. § 1er. Le président arrête l'ordre du jour des séances.

Le président est chargé de :

1° veiller à l'unité des décisions;

2° veiller à la bonne exécution de l'article 12;

3° transmettre annuellement un rapport d'activités aux ministres compétents.

Les présidents élisent parmi eux, pour un terme de trois ans, un premier président.

Le premier président est chargé de :

1° répartir les affaires entre les chambres;

2° veiller à l'unité des décisions;

3° veiller à la bonne exécution de l'article 12;

4° transmettre annuellement un rapport d'activités aux ministres compétents.

La Commission Administrative élabore un règlement d'ordre intérieur qui fixe notamment les dates des séances et le délai dans lequel l'ordre du jour est communiqué aux membres. Ce règlement est soumis à l'approbation des ministres ayant les Affaires sociales, l'Emploi et les Classes moyennes dans leurs attributions.

§ 2. Les séances des chambres de la Commission Administrative ne sont pas publiques.

Ces chambres statuent sur pièces après avoir entendu, le cas échéant, la ou les parties à la relation de travail, soit à la demande de la majorité des membres ou du Président, soit à la demande expresse de l'une ou l'autre des parties.

Les parties peuvent, le cas échéant, se faire représenter par un avocat ou par toute autre personne de leur choix qui dispose d'un mandat écrit.

Si des informations supplémentaires s'avèrent nécessaires pour statuer, le président de chaque chambre peut, de sa propre initiative, les solliciter.

§ 3. Les chambres délibèrent valablement à la majorité des membres présents ou représentés, pour autant que la majorité des membres présents ou représentés visés à l'article 2, § 1er, 1° et 2°, se prononcent favorablement.

Le président ne prend pas part au vote, sauf en cas de parité des voix.

Art. 7. Pour garantir le bon fonctionnement de la Commission Administrative, il est demandé, pour les demandes visées à l'article 338, § 2, alinéa 1er de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 :

1° d'introduire la demande au greffe de la section administrative, soit par dépôt d'une requête sur place, soit par lettre recommandée, dans le délai prévu audit article;

2° de mentionner dans la demande les données suivantes :

- a) le nom, le prénom, le domicile et, le cas échéant, le numéro de registre national des parties à la relation de travail;
- b) l'objet de la demande;
- c) le secteur d'activité et la profession concernés;

3° de joindre à la demande tous documents pouvant servir à qualifier la relation de travail et précisant notamment les conditions relatives à l'exécution de celle-ci;

4° de faire signer la demande par toutes les parties à la relation de travail.

Art. 8. § 1er. Pour garantir le bon fonctionnement de la Commission Administrative, il est demandé, pour les demandes visées à l'article 338, § 2, alinéa 2 de la loi-programme précitée :

1° d'introduire la demande auprès d'une caisse d'assurances sociales en même temps que la déclaration d'affiliation;

2° de mentionner dans la demande les données suivantes :

- a) le nom, le prénom, le domicile et, le cas échéant, le numéro de registre national des parties à la relation de travail;
- b) l'objet de la demande;
- c) le secteur d'activité et la profession concernés;

3° de joindre à la demande tous documents pouvant servir à qualifier la relation de travail et précisant notamment les conditions relatives à l'exécution de celle-ci;

4° de signer la demande.

§ 2. Le demandeur peut solliciter l'aide de la caisse d'assurances sociales concernée pour rédiger la demande visée au § 1er ou obtenir des informations sur les critères généraux ou spécifiques qui permettent d'apprécier l'existence ou l'absence d'un lien d'autorité.

§ 3. Dès que la demande est conforme aux modalités visées au § 1er, la caisse d'assurances sociales la transmet au greffe de la Commission Administrative, accompagnée d'une copie de la déclaration d'affiliation dûment complétée.

Art. 9. Pour garantir le bon fonctionnement de la Commission Administrative, il est demandé, pour les demandes visées à l'article 338, § 2, alinéa 3 de la loi-programme précitée :

1° d'introduire la demande au greffe de la Commission Administrative, soit par dépôt d'une requête sur place, soit par lettre recommandée;

2° de mentionner dans la demande les données suivantes :

- a) le nom, le prénom, le domicile et, le cas échéant, le numéro de registre national du demandeur;
- b) l'objet de la demande;
- c) le secteur d'activité et la profession concernés;

3° de joindre à la demande tous documents pouvant servir à qualifier la relation de travail et précisant notamment les conditions relatives à l'exécution de celle-ci;

4° de signer la demande.

Art. 10. Pour garantir le bon fonctionnement de la Commission Administrative, il est demandé, pour les demandes visées à l'article 338, § 6, de la loi-programme précitée :

1° d'introduire la demande au greffe de la Commission Administrative, soit par dépôt d'une requête sur place, soit par lettre recommandée;

2° de mentionner dans la demande les données suivantes :

a) le nom, le prénom, le domicile et, le cas échéant, le numéro de registre national du demandeur;

b) l'objet et la raison de la demande;

c) les modifications apportées à la relation de travail;

3° de joindre à la demande tous documents pouvant servir à qualifier la relation de travail et précisant notamment les conditions relatives à l'exécution de celle-ci;

4° de signer la demande.

Art. 11. Le greffe dresse une liste de toutes les demandes visées aux articles 8 à 10 du présent arrêté. Une copie de cette liste est transmise au moins une fois par trimestre aux services de l'ONSS, de l'INASTI, du SPF Sécurité sociale et du SPF Emploi, Travail et Concertation sociale.

Art. 12. Les décisions de la Commission Administrative sont prises dans les trois mois suivant la date d'introduction de la demande. Ce délai est prolongé, le cas échéant, du nombre de jours entre la date de la demande de documents supplémentaires dont question à l'article 6, § 2, alinéa 4 du présent arrêté, et la date de réception de ces documents.

Toutefois, pour les demandes visées à l'article 8, du présent arrêté, le délai de trois mois ne commence à courir que le jour où le greffe les reçoit de la caisse d'assurances sociales concernée.

Art. 13. Le Premier Ministre, le ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions, le ministre qui a les Indépendants dans ses attributions et le ministre qui a l'Emploi dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

3.3 Arrêté royal du 11 février 2013 nommant les membres de la Commission Administrative de règlement de la relation de travail

Article 1^{er}. Les personnes suivantes sont nommées comme membres francophones de la Commission Administrative de règlement de la relation de travail :

a) comme président : M. Jean-François Neven, conseiller à la Cour du travail de Bruxelles;

b) comme membres effectifs :

Mme Marie-Hélène Vrielinck comme représentant de l'Office National de Sécurité sociale;

M. Julien Bartholomé comme représentant du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale;

M. Christian Dekeyser comme représentant du Service public fédéral Sécurité sociale, Direction générale Indépendants;

Mme Muriel Galerin comme représentant de l'Institut National d'assurances sociales pour Travailleurs indépendants;

c) comme suppléants : M. Ylber Zejnullahu comme représentant du Service public fédéral Sécurité sociale, Direction générale Politique sociale;

Mme Anne-Cécile Schreuer comme représentant du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale.

M. Frédéric Sauvage comme représentant du Service public fédéral Sécurité sociale, Direction générale Indépendants;

M. Vincent Franquet comme représentant de l'Institut national d'Assurances sociales pour Travailleurs indépendants.

Art. 2. Les personnes suivantes sont nommées comme membres néerlandophones de la Commission Administrative de règlement de la relation de travail :

a) comme président : M. Lieven Lenaerts, conseiller à la Cour du travail de Bruxelles;

a) comme membres effectifs :

Mme Pascale Mylemans comme représentant du Service public fédéral Sécurité sociale, Direction générale Politique sociale;

M. Chris Vanlaere comme représentant du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale;

M. Sven Vanhuyse comme représentant du Service public fédéral Sécurité sociale, Direction générale Indépendants;

M. Erwin Tavernier comme représentant de l'Institut national d'assurances sociales pour Travailleurs indépendants;

b) comme suppléants :

M. Wim Brouckaert comme représentant de l'Office national de Sécurité sociale;

Mme Sarah Depuydt comme représentant du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale;

M. Wim De Booser comme représentant du Service public fédéral Sécurité sociale, Direction générale Indépendants;

M. Joseph Morren comme représentant de l'Institut national d'Assurances sociales pour Travailleurs indépendants.

Art. 3. Le Premier Ministre, le ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions, le ministre qui a la Justice dans ses attributions, le ministre qui a les Indépendants dans ses attributions et le ministre qui a l'Emploi dans ses attributions sont chargés, chacune en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

3.4 Arrêté royal du 18 octobre 2013 portant démission et nomination de membres de la Commission Administrative de règlement de la relation de travail

Article 1^{er}. Démission de son mandat de membre effectif néerlandophone de la Commission Administrative de règlement de la relation de travail est accordée à M. Chris Vanlaere.

Art. 2. Est nommé à titre de membre effectif néerlandophone de la même Commission, Mme Sarah Depuydt, comme représentant du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale, en remplacement de M. Chris Vanlaere.

Art. 3. Démission de son mandat de membre suppléant néerlandophone de la même Commission est accordée à Mme Sarah Depuydt.

Art. 4. Est nommé à titre de membre suppléant néerlandophone de la même Commission, M. Brecht Stalmans, comme représentant du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale, en remplacement de Mme Sarah Depuydt.

Art. 5. Le Premier Ministre, le ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions, le ministre qui a les Indépendants dans ses attributions, le ministre qui a la Justice dans ses attributions et le ministre qui a l'Emploi dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

3.5 Arrêté royal du 29 avril 2013 pris en exécution de l'article 337/2, § 3, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 en ce qui concerne la nature de la relation de travail entre un agent de gardiennage visé par la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière et son cocontractant

Article 1er. § 1er. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par " l'agent de gardiennage ", l'agent de gardiennage visé par la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière.

§ 2. Le présent arrêté s'applique à la relation de travail existant entre un agent de gardiennage et son cocontractant.

Art. 2. Les critères visés à l'article 337/2, § 1er, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 sont remplacés comme suit :

a) défaut, dans le chef de l'agent de gardiennage, d'un quelconque risque financier ou économique, comme c'est notamment le cas :

- à défaut d'investissement personnel et substantiel dans l'entreprise avec du capital propre, ou,

- à défaut de participation personnelle et substantielle dans les gains et les pertes de l'entreprise;

b) défaut dans le chef de l'agent de gardiennage, de responsabilité et de pouvoir de décision concernant les moyens financiers de l'entreprise;

c) défaut, dans le chef de l'agent de gardiennage, de tout pouvoir de décision concernant la politique d'achat de l'entreprise;

d) défaut, dans le chef de l'agent de gardiennage, de pouvoir de décision concernant la politique des prix de l'entreprise, sauf si les prix sont légalement fixés, ou de participation dans l'identification des clients potentiels et dans la négociation et la conclusion de contrats commerciaux de gardiennage;

e) défaut d'une obligation de résultats concernant le travail convenu;

ou absence, dans le chef de l'agent de gardiennage, d'accès direct à l'information relative au site du client à surveiller;

ou absence, dans le chef de l'agent de gardiennage, de rédaction de planning propre et d'organisation propre du travail;

ou absence, dans le chef de l'agent de gardiennage, de détermination du lieu de travail;

ou soumission de l'agent de gardiennage à un système de pointage;

ou soumission de l'agent de gardiennage au contrôle de supérieurs hiérarchiques;

f) la garantie du paiement d'une indemnité fixe quel que soient les résultats de l'entreprise ou le volume des prestations fournies dans le chef de l'agent de gardiennage;

g) ne pas être soi-même l'employeur de personnel recruté personnellement et librement ou ne pas avoir la possibilité d'engager du personnel ou de se faire remplacer sans autorisation pour l'exécution du travail convenu;

h) ne pas apparaître comme une entreprise vis-à-vis d'autres personnes ou travailler principalement ou habituellement pour un seul cocontractant;

i) travailler avec du matériel mis à sa disposition, financé ou garanti par le cocontractant;

ou travailler avec des moyens de communication dont l'agent de gardiennage n'est pas propriétaire ou locataire;

ou travailler avec un uniforme portant le logo de l'entreprise du cocontractant;

ou travailler avec une carte d'identification S.P.F. Intérieur sur laquelle le nom du cocontractant est mentionné.

Art. 3. Le Premier Ministre, le ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions, le ministre qui a les Indépendants dans ses attributions et le ministre qui a l'Emploi dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

3.6 Arrêté royal du 20 juin 2013 pris en exécution de certaines dispositions de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 en ce qui concerne la nature des relations de travail qui se situent dans le cadre de l'exécution des activités qui ressortent du champ d'application de la commission paritaire de l'agriculture ou de la commission paritaire pour les entreprises horticoles

Article 1er. § 1er. Le présent arrêté s'applique aux relations de travail qui se situent dans le cadre de l'exécution des activités effectuées par les entreprises agricoles, à savoir :

- les cultures herbagères et vergers pâturés;
- la culture et le séchage du tabac;
- la culture et le séchage du houblon;
- la culture des plantes médicinales;
- la culture de betteraves sucrières;
- la culture de chicorée à café;
- la culture de semences agricoles et de plants de pommes de terre;
- la culture d'osier;
- l'élevage;
- l'aviculture;
- l'apiculture;
- la pisciculture;
- la mytiliculture;
- l'ostréiculture;
- l'insémination artificielle;
- l'entretien et les soins de chevaux, la location de boxes pour chevaux, d'écuries et l'entretien de ceux-ci, donner des instructions concernant l'équitation, à l'exception des activités relevant de la compétence de la Commission paritaire de l'industrie hôtelière;
- les services de remplacement à l'exploitation agricole agréés par l'autorité compétente.
- Le présent arrêté s'applique aussi aux relations de travail qui se situent dans le cadre de l'exécution des activités effectuées par les entreprises horticoles, à savoir :
- la culture maraîchère, y compris les cultures spéciales telles que celles du witloof et des champignons;
- la fruiticulture y compris les cultures spéciales telles que la viticulture, la culture de pêches et la culture de fraises;
- la floriculture et la culture des plantes ornementales, y compris toutes les spécialités;
- les pépinières, y compris la culture des rosiers et des arbustes d'ornement;
- la culture de semences horticoles;
- l'implantation et/ou l'entretien de parcs, jardins, plaines de sports, domaines de récréation, zones vertes, cimetières, y compris les cimetières de militaires étrangers en Belgique;
- l'implantation et/ou l'entretien en régie de parcs, jardins, plaines de sports, domaines de récréation ou zones vertes, lorsque les ouvriers de l'entreprise sont occupés principalement à ces activités;
- les recherches relatives à la production horticole et l'organisation de l'information dans le secteur horticole;
- les entreprises dont l'activité principale est le triage de produits horticoles;
- la production de terreau, tourbe, écorce et amendements de sol.

En ce qui concerne les pépinières ainsi que la floriculture et la culture des plantes ornementales, on entend par la culture entre autres les actions de : semer, planter, repiquer, empoter, repoter, bouturer, multiplier in vitro ou d'une autre façon, fertiliser, forcer, faire fleurir, étêter, ainsi que l'exécution de tous les autres travaux ou actions similaires possibles, aux bulbes, boutures et plants, ainsi qu'aux plantes que l'on cultive entièrement ou principalement soi-même (c'est-à-dire des plants qui au moment de l'achat ont déjà évolué dans une certaine mesure.

§ 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par " l'entreprise ", l'entreprise qui exécute les travaux ou l'entreprise qui exécute les travaux et dans laquelle la personne qui exécute les travaux dispose de parts. Cette définition n'est pas applicable au critère visé à l'article 3, g).

Art. 2. La liste prévue à l'article 337/1, § 1er, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 est élargie aux activités visées à l'article 1er.

Art. 3. Les critères visés à l'article 337/2, § 1er, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 sont remplacés comme suit :

a) défaut, dans le chef de l'exécutant des travaux, d'un quelconque risque financier ou économique, comme c'est notamment le cas :

- à défaut d'investissement personnel et substantiel dans l'entreprise avec du capital propre, ou,

- à défaut de participation personnelle et substantielle dans les gains et les pertes de l'entreprise;

b) défaut dans le chef de l'exécutant des travaux, de responsabilité et de pouvoir de décision concernant les moyens financiers de l'entreprise;

c) défaut, dans le chef de l'exécutant des travaux, de pouvoir de décision concernant la politique d'achat de l'entreprise;

d) défaut, dans le chef de l'exécutant des travaux, de pouvoir de décision concernant la politique des prix de l'entreprise, sauf si les prix sont légalement fixés;

e) la garantie du paiement d'une indemnité fixe quel que soit le volume des prestations fournies dans le chef de l'exécutant des travaux;

f) ne pas avoir la possibilité d'engager du personnel propre ou de se faire remplacer pour l'exécution du travail convenu;

g) ne pas apparaître comme une entreprise vis-à-vis d'autres personnes, comme c'est notamment le cas lorsqu'il n'est pas fait usage d'un logo ou d'un nom d'entreprise propre, ou travailler principalement ou habituellement pour un seul et même cocontractant;

h) travailler exclusivement ou principalement avec du matériel ou des moyens de transport mis à disposition, financé ou garanti par le cocontractant;

i) l'absence d'autonomie de l'exécutant des travaux, vis-à-vis du cocontractant, en ce qui concerne son logement;

j) travailler sur les mêmes lieux que les travailleurs du cocontractant, exécuter les mêmes travaux qu'eux et ne pas disposer d'une connaissance professionnelle spécialisée nécessaire à l'exécution des travaux.

Art. 4. Le Premier Ministre, le ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions, le ministre qui a les Indépendants dans ses attributions et le ministre qui a l'Emploi dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

3.7 Arrêté royal du 29 octobre 2013 pris en exécution de l'article 337/2, § 3, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 en ce qui concerne la nature des relations de travail qui se situent dans le cadre de l'exécution des activités qui ressortent du champ d'application de la sous-commission paritaire pour les autobus et autocars

Article 1^{er}. Le présent arrêté s'applique aux relations de travail qui se situent dans le cadre de l'exécution des activités énumérées à l'article 2 de l'arrêté royal du 22 janvier 2010 instituant des sous-commissions paritaires du transport et de la logistique et fixant leur dénomination et leur compétence.

Art. 2. Les critères visés à l'article 337/2, § 1^{er}, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 sont remplacés comme suit :

a) défaut, dans le chef de celui qui effectue le transport, d'un quelconque risque financier ou économique, comme c'est notamment le cas :

- à défaut de responsabilité à propos du respect de la législation relative au transport rémunéré de personnes par autobus ou autocar, ou,

- à défaut de responsabilité à propos du respect de la législation relative à l'accès à la profession ou au marché, ou,

- à défaut de responsabilité à propos de l'état technique des véhicules ou de leur contrôle technique;

b) défaut dans le chef de celui qui effectue le transport, de responsabilité et de pouvoir de décision concernant les moyens financiers de l'entreprise;

c) défaut, dans le chef de celui qui effectue le transport, de pouvoir de décision concernant la politique d'achat de l'entreprise;

d) défaut, dans le chef de celui qui effectue le transport, de pouvoir de décision concernant la politique des prix de l'entreprise, sauf si les prix sont légalement fixés;

e) la garantie du paiement d'une indemnité fixe quel que soient les résultats de l'entreprise ou le volume des prestations fournies dans le chef de celui qui effectue le transport;

f) ne pas être soi-même l'employeur de personnel recruté personnellement et librement ou ne pas avoir la possibilité d'engager du personnel ou de se faire remplacer pour l'exécution du transport convenu;

g) ne pas apparaître comme une entreprise vis-à-vis d'autres personnes;

h) travailler dans des locaux d'entreprise ou avec du matériel dont on n'est pas le propriétaire ou le locataire, comme c'est notamment le cas lorsqu'il est travaillé avec du matériel dont celui qui effectue le transport n'est pas le propriétaire, qu'il n'a pas pris en leasing ou qu'il n'a pas acquis à crédit;

Art. 3. Le Premier Ministre, le ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions, le ministre qui a les

Indépendants dans ses attributions et le ministre qui a l'Emploi dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

3.8 Arrêté royal du 29 octobre 2013 pris en exécution de l'article 337/2, § 3, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 en ce qui concerne la nature des relations de travail qui se situent dans le cadre de l'exécution des activités qui ressortent du champ d'application de la sous-commission paritaire pour le transport routier et la logistique pour compte de tiers

Article 1^{er}. § 1^{er}. Le présent arrêté s'applique aux relations de travail qui se situent dans le cadre de l'exécution des activités énumérées à l'article 4 de l'arrêté royal du 22 janvier 2010 instituant des sous-commissions paritaires du transport et de la logistique et fixant leur dénomination et leur compétence.

§ 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par « l'entreprise », l'entreprise qui exécute les travaux ou l'entreprise qui exécute les travaux et dans laquelle la personne qui exécute les travaux dispose de parts. Cette définition n'est pas applicable au critère visé à l'article 2, g).

Art. 2. Les critères visés à l'article 337/2, § 1^{er}, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 sont remplacés comme suit :

a) défaut, dans le chef de l'exécutant des travaux, d'un quelconque risque financier ou économique, comme c'est notamment le cas :

- à défaut d'investissement personnel et substantiel dans l'entreprise avec du capital propre, ou,
- à défaut de participation personnelle et substantielle dans les gains et les pertes de l'entreprise, ou,
- à défaut de garantie financière constituée dans le cadre de l'accès à la profession de transporteur de marchandises, ou,
- à défaut de certificat ou d'attestation de capacité professionnelle visée dans le Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil et dans la loi du 3 mai 1999 relative au transport de choses par route;

b) défaut dans le chef de l'exécutant des travaux, de responsabilité et de pouvoir de décision concernant les moyens financiers de l'entreprise, comme c'est notamment le cas à défaut de certificat ou d'attestation de capacité professionnelle visée dans le Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil et dans la loi du 3 mai 1999 relative au transport de choses par route;

c) défaut, dans le chef de l'exécutant des travaux, de pouvoir de décision concernant la politique d'achat de l'entreprise;

d) défaut, dans le chef de l'exécutant des travaux, de pouvoir de décision concernant les prestations à prendre en compte pour l'établissement du prix des travaux, sauf lorsque le prix a été convenu sur base de critères objectifs, comme c'est notamment le cas lors des bourses de transport et d'appels d'offres

utilisant des critères objectifs pour la détermination du prix sans que le transporteur puisse avoir une quelconque influence sur ce prix;

e) défaut d'une obligation de résultats concernant le travail convenu dans le chef de l'exécutant des travaux, comme c'est notamment le cas à défaut de certificat ou d'attestation de capacité professionnelle visée dans le Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil et dans la loi du 3 mai 1999 relative au transport de choses par route;

f) ne pas avoir la possibilité d'engager du personnel pour l'exécution du travail convenu;

g) sauf pour ce qui concerne les accords commerciaux relatifs à la publicité sur le matériel tracté, ne pas apparaître comme une entreprise vis-à-vis d'autres personnes, comme c'est notamment le cas à défaut de certificat ou d'attestation de capacité professionnelle visée dans le Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil et dans la loi du 3 mai 1999 relative au transport de choses par route;

h) travailler dans des locaux dont on n'est pas le propriétaire ou le locataire ou travailler principalement avec un véhicule motorisé dont l'exécutant des travaux n'est pas le propriétaire ou qu'il n'a pas lui-même pris en leasing ou en location, ou qui est mis à sa disposition, financé ou garanti par le cocontractant.

Art. 3. Le Premier Ministre, le ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions, le ministre qui a les Indépendants dans ses attributions et le ministre qui a l'Emploi dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

3.9 Arrêté royal du 29 octobre 2013 pris en exécution de l'article 337/2, § 3, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 en ce qui concerne la nature des relations de travail qui se situent dans le cadre de l'exécution des activités qui ressortent du champ d'application de la sous-commission paritaire pour les taxis et de la commission paritaire du transport et de la logistique, uniquement pour les activités de location de voitures avec chauffeur et de taxis collectifs

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par « entreprise », l'entreprise titulaire d'une licence d'exploitation d'un service de taxis, d'un service de taxis collectifs ou d'un service de location avec chauffeur délivrée par l'autorité compétente sous couvert de laquelle le transport est effectué.

Art. 2. Le présent arrêté s'applique aux relations de travail qui se situent dans le cadre de l'exécution des activités énumérées à l'article 3 de l'arrêté royal du 22 janvier 2010 instituant des sous-commissions paritaires du transport et de la logistique et fixant leur dénomination et leur compétence et dans le cadre de l'exécution d'activités de location de voitures avec chauffeur ou de taxis collectifs visées par l'arrêté royal du 13 mars 1973 instituant la Commission paritaire du transport et de la logistique et fixant sa dénomination et sa compétence.

Art. 3. Les critères visés à l'article 337/2, § 1^{er}, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 sont remplacés comme suit :

a) défaut, dans le chef de celui qui effectue le transport, d'un quelconque risque financier ou économique, comme c'est notamment le cas :

- à défaut d'investissement personnel et substantiel dans l'entreprise avec du capital propre, ou,
- à défaut de participation personnelle et substantielle dans les gains et les pertes de l'entreprise;

b) défaut dans le chef de celui qui effectue le transport, de responsabilité et de pouvoir de décision concernant les moyens financiers de l'entreprise;

c) défaut, dans le chef de celui qui effectue le transport, de pouvoir de décision concernant la politique d'achat de l'entreprise;

d) défaut, dans le chef de celui qui effectue le transport, de pouvoir de décision concernant la politique des prix de l'entreprise, sauf si les prix sont légalement fixés;

e) défaut d'une obligation de résultats concernant le travail convenu;

f) la garantie du paiement d'une indemnité fixe quels que soient les résultats de l'entreprise ou le volume des prestations fournies dans le chef de celui qui effectue le transport;

g) ne pas être soi-même l'employeur de personnel recruté personnellement et librement ou ne pas avoir la possibilité d'engager du personnel ou de se faire remplacer pour l'exécution du transport convenu;

h) ne pas apparaître comme une entreprise vis-à-vis d'autres personnes ou de son cocontractant ou travailler principalement ou habituellement pour un seul cocontractant;

i) effectuer des transports au moyen d'un véhicule dont celui qui effectue le transport n'est pas le propriétaire ou qu'il n'a pas pris en leasing et/ou au moyen d'un véhicule mis à sa disposition, financé ou garanti par un cocontractant.

Art. 4. Le Premier Ministre, le ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions, le ministre qui a les Indépendants dans ses attributions et le ministre qui a l'Emploi dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

4. Le règlement d'ordre intérieur

**Commission
Administrative de
règlement de la
Relation de Travail**

**Administratieve
Commissie ter regeling
van de ArbeidsRelatie**

REGLEMENT D'ORDRE INTERIEUR

HUISHOUELIJK REGLEMENT

Article 1^{er} Pour l'application du présent règlement d'ordre intérieur, il faut entendre par :

« Loi relations de travail » : la Loi-programme (I) du 27 décembre 2006, telle que modifiée par la loi du 25 août 2012, titre XIII, art 328 à 343 ;

« Commission » : la Commission Administrative de règlement de la relation de travail, instituée par l'article 329 de la Loi relations de travail;

« arrêté fonctionnement » : l'arrêté royal du 11 février 2013 relatif à la composition et au fonctionnement de la Commission Administrative de règlement de la relation de travail.

Le présent règlement d'ordre intérieur est pris en exécution de l'article 6, §1^{er} de l'arrêté fonctionnement, sans préjudice des dispositions légales applicables.

Article 2 La Commission se réunit à Bruxelles, dans les locaux mis à sa disposition par le SPF Sécurité sociale.

Article 3 Les séances ordinaires de chacune des chambres de la Commission ont lieu en principe toutes les deux semaines, sauf pendant les vacances scolaires. Des séances extraordinaires peuvent être organisées si le nombre de demandes

Artikel 1 Voor de toepassing van dit huishoudelijk reglement, dient te worden verstaan onder:

« Arbeidsrelatieswet »: de Programmawet (I) van 27 december 2006, zoals gewijzigd bij de wet van 25 augustus 2012, titel XIII, art. 328 tot 343;

« Commissie »: de Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie, ingesteld bij artikel 329 van de Arbeidsrelatieswet;

« werkingsbesluit »: het koninklijk besluit van 11 februari 2013 houdende samenstelling en werking van de Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie.

Dit huishoudelijk reglement wordt genomen in uitvoering van artikel 6, § 1 van het werkingsbesluit, onverminderd de wettelijke bepalingen die van toepassing zijn.

Artikel 2 De Commissie vergadert in Brussel, in de lokalen die ter beschikking gesteld zijn door de FOD Sociale Zekerheid.

Artikel 3 De gewone zittingen van elk van de kamers van de Commissie vinden in beginsel een keer om de twee weken plaats, met uitzondering van de schoolvakanties. Er kunnen buitengewone zittingen worden georganiseerd als het aantal door

à traiter par la Commission dans les délais qui lui sont impartis l'exige.

Article 4 Le président de chaque chambre fixe la date précise et l'heure des réunions de sa chambre. Il détermine l'ordre du jour des réunions.

Il ouvre et clôt les réunions, dirige et clôt les débats. Il veille au bon déroulement de l'audience et au respect du présent règlement d'ordre intérieur, de l'arrêté fonctionnement et de la loi relations de travail.

Il est chargé de transmettre chaque année pour le 31 mars un rapport d'activité aux ministres compétents.

Il dispose à cet effet des compétences requises.

Article 5 Le secrétariat de la Commission envoie les convocations pour les réunions aux membres de la Commission par lettre ordinaire ou par courrier électronique au plus tard une semaine avant la réunion. Ce délai peut être réduit dans les cas urgents déterminés par le président.

La convocation mentionne le jour et l'heure de l'audience et l'ordre du jour de la réunion.

Article 6 En cas d'empêchement, les membres effectifs doivent prévenir à temps leurs suppléants respectifs ainsi que le secrétariat.

Article 7 En cas d'indisponibilité ou d'empêchement du membre suppléant, il doit prévenir le plus vite possible le membre effectif qui a fait appel à lui et le secrétariat.

Article 8 En cas d'absence ou d'empêchement du président d'une chambre, il en informe sans tarder le président d'une autre chambre et le secrétariat. Si aucun autre président n'est disponible à la date prévue pour l'audience, celle-ci est reportée à une date ultérieure et les membres, ainsi que le cas échéant les parties qui avaient été convoquées, en seront informés le plus rapidement possible.

Article 9 Le quorum de présence est atteint lorsque la majorité des membres de la chambre concernée sont présents ou représentés. S'il n'est pas atteint,

de Commissie te behandelen aanvragen binnen de haar verleende termijnen het vereist.

Artikel 4 De voorzitter van elke kamer bepaalt de exacte datum en het uur van de vergaderingen van zijn kamer. Hij bepaalt de dagorde van de vergaderingen.

Hij opent en sluit de vergaderingen, hij leidt en sluit de debatten. Hij waakt over het goede verloop van de zitting en over het naleven van dit huishoudelijk reglement, van het werkingsbesluit en van de arbeidsrelatieswet.

Hij is ermee belast elk jaar voor 31 maart een activiteitenverslag te bezorgen aan de bevoegde ministers.

Hij beschikt hiervoor over alle nodige bevoegdheden.

Artikel 5 Het secretariaat van de Commissie verstuurt de uitnodigingen voor de vergaderingen naar de leden van de Commissie door middel van een gewone brief of via e-mail, uiterlijk een week vóór de vergadering. Deze termijn kan verminderd worden in dringende gevallen die worden bepaald door de voorzitter.

In de uitnodiging worden de dag en het uur van de zitting en de dagorde van de vergadering vermeld.

Artikel 6 In geval van verhindering, verwittigen de effectieve leden tijdig hun respectievelijke vervangers, alsook het secretariaat.

Artikel 7 In geval van onbeschikbaarheid of verhindering van het vervangend lid, moet hij zo snel mogelijk het effectieve lid dat op hem beroep heeft gedaan en het secretariaat verwittigen.

Artikel 8 In geval van afwezigheid of verhindering van de voorzitter van een kamer, informeert hij hierover ogenblikkelijk de voorzitter van een andere kamer en het secretariaat. Als er geen enkele andere voorzitter beschikbaar is op de voorziene datum voor de zitting, wordt ze uitgesteld naar een latere datum en zullen de leden, alsook desgevallend de partijen die werden uitgenodigd, hierover zo snel mogelijk worden geïnformeerd.

Artikel 9 Het aanwezigheidsquorum is bereikt wanneer de meerderheid van de leden van de betrokken kamer aanwezig of vertegenwoordigd

la chambre concernée ne peut rendre de décision mais peut toutefois entendre les personnes - parties à la relation de travail ou experts -, qui ont été convoquées.

Article 10 Les Chambres décident à la majorité des voix . Si le nombre des membres présents ou représentés, visé à l'article 2, § 1^{er}, 1°, de l'arrêté fonctionnement, n'est pas égal au nombre de membres présents ou représenté, visé à l'article 2, § 1er, 2° de l'arrêté fonctionnement, la parité doit être rétablie par l'abstention lors du vote du membre le plus jeune du groupe en surnombre. En cas d'égalité des voix, le président a un droit de vote.

Article 11 Si la Commission décide d'entendre des experts du ou des secteurs concernés ou de la ou des professions concernées avant de délibérer dans un dossier donné, conformément à l'article 329, § 6 de la loi relations de travail, cela est assimilé à la sollicitation d'informations supplémentaires nécessaires pour statuer, au sens de l'article 6, § 2, dernier alinéa de l'arrêté fonctionnement. Il en résulte que le délai pour rendre une décision est prolongé, le cas échéant, du nombre de jours entre la date de la décision d'entendre ces experts et la date de l'audition de ceux-ci. Les parties concernées seront informées de cette décision et, le cas échéant, du nouveau délai impart.

Article 12 En cas d'audition de la ou des parties à la relation de travail, à leur demande ou à la demande de membres ou du président, les convocations seront envoyées par lettre ordinaire ou courrier électronique au plus tard 7 jours civils avant l'audience.

Article 13 Les présidents et les membres de la Commission ainsi que la ou les parties demandresses communiquent sans délai toute modification de leur adresse.

Article 14 Les présidents, les membres et le personnel du secrétariat de la Commission sont tenus au devoir de discrétion en relation avec les faits, actes et renseignements dont ils ont eu connaissance au cours des travaux de la Commission.

zijn. Als het niet bereikt wordt, kan de betrokken kamer geen beslissing nemen, maar kan ze evenwel de personen – partijen van de arbeidsrelatie of experten – die werden uitgenodigd, horen.

Artikel 10 De kamers beslissen bij meerderheid van stemmen. Indien het aantal aanwezige of vertegenwoordigde leden, bedoeld in artikel 2, § 1, 1° van het werkingsbesluit, niet gelijk is aan het aantal aanwezige of vertegenwoordigde leden, bedoeld in artikel 2, § 1, 2°, van het werkingsbesluit, dient de pariteit hersteld te worden door de onthouding bij de stemming van het jongste lid van de groep die overtallig is. Bij staking van stemmen heeft de voorzitter stemrecht.

Artikel 11 Als de Commissie, in overeenstemming met artikel 329, § 6 van de arbeidsrelatieswet, beslist om experts van de betrokken sector of sectoren of van het betrokken beroep of de betrokken beroepen te horen om te kunnen beslissen over een bepaald dossier, wordt dit gelijkgesteld met het inwinnen van noodzakelijke bijkomende inlichtingen. Hieruit vloeit voort dat de termijn om een beslissing te nemen in dat geval wordt verlengd met het aantal dagen tussen de datum van de beslissing om die experts te horen en de datum van het verhoor van deze experts. De betrokken partijen zullen geïnformeerd worden over deze beslissing en desgevallend over de nieuwe toegewezen termijn.

Artikel 12 In geval van verhoor van de partij(en) van de arbeidsrelatie, op hun vraag of op vraag van de leden of van de voorzitter, zullen de uitnodigingen door middel van een gewone brief of via e-mail worden verstuurd, uiterlijk 7 kalenderdagen vóór de zitting.

Artikel 13 De voorzitters en de leden van de Commissie, alsook de vragende partij of partijen, delen onverwijld elke wijziging van hun adres mee.

Artikel 14 De voorzitters, de leden en het personeel van het secretariaat van de Commissie zijn gehouden tot de discretieplicht in verband met de feiten, daden en inlichtingen waarvan ze kennis genomen hebben tijdens de werkzaamheden van de Commissie.

Article 15 Les données transmises à la Commission seront traitées confidentiellement et conservées en un lieu sûr de sorte qu'elles soient inaccessibles pour les tiers. Elles peuvent uniquement être consultées par les présidents, les membres et le personnel du secrétariat de la Commission, ainsi que par la ou les parties à la relation de travail ou leurs mandataires pour ce qui concerne leur dossier personnel.

Ces dossiers personnels peuvent être consultés par la ou les parties à la relation de travail ou leurs mandataires, sur place, uniquement sur rendez-vous pris au préalable auprès du secrétariat.

Article 16 Les présidents et les membres de la Commission, tout comme le personnel du secrétariat, ne peuvent, en principe, pas emporter les dossiers des demandes en dehors des locaux du SPF Sécurité sociale. Ils peuvent cependant en recevoir une copie électronique en même temps que la convocation, si cela est matériellement possible, à des fins de consultation en vue de la préparation de l'audience au cours de laquelle ces dossiers seront examinés et traités.

Article 17 Les demandes introduites en vertu des articles 7 à 10 de l'arrêté fonctionnement devront respecter le modèle joint au présent règlement d'ordre intérieur. Il sera largement diffusé, notamment via les sites internet des administrations représentées au sein de la Commission ou via les caisses d'assurances sociales pour travailleurs indépendants.

Article 18 Les décisions rendues par la Commission seront notifiées par courrier recommandé aux demandeurs au plus tard dans le mois qui suit le jour où elles ont été prises.

Les décisions mentionnent qu'un recours peut être introduit devant le tribunal du travail compétent, dans le mois de la notification.

Artikel 15 De naar de Commissie verzonden gegevens zullen vertrouwelijk worden behandeld en op een veilige plaats worden bewaard zodat ze ontoegankelijk zijn voor derden. Ze mogen enkel geraadpleegd worden door de voorzitters, de leden en het personeel van het secretariaat van de Commissie, evenals door de partij(en) van de arbeidsrelatie of hun mandatarissen voor wat hun persoonlijk dossier betreft.

Die persoonlijke dossiers kunnen worden geraadpleegd door de partij(en) van de arbeidsrelatie of door hun mandatarissen, ter plaatse, enkel na een vooraf bij het secretariaat gemaakte afspraak.

Artikel 16 De voorzitters en de leden van de Commissie, alsook het personeel van het secretariaat mogen de dossiers van de aanvragen in principe niet meenemen buiten de lokalen van de FOD Sociale Zekerheid. Ze kunnen er niettemin een elektronische kopie van ontvangen, tegelijkertijd met de uitnodiging, als dat materieel mogelijk is, voor de raadpleging met het oog op de voorbereiding van de zitting waarin deze dossiers zullen worden onderzocht en behandeld.

Artikel 17 De aanvragen ingediend krachtens de artikelen 7 tot 10 van het werkingsbesluit worden verplicht ingediend volgens een model dat als bijlage gevoegd is bij dit huishoudelijk reglement. Het zal ruim verspreid worden, voornamelijk via websites van de vertegenwoordigde besturen binnen de Commissie of via de sociale verzekeringsfondsen voor zelfstandigen.

Artikel 18 De door de Commissie genomen beslissingen zullen per aangetekende brief betekend worden aan de aanvragers, uiterlijk binnen een maand na de dag waarop ze werden genomen.

De beslissingen vermelden dat een beroep kan worden ingediend bij de bevoegde arbeidsrechtbank binnen de maand na de betekening.

5. Le formulaire de demande

Commission administrative de règlement de la Relation de Travail - (CRT)



FORMULAIRE DE DEMANDE DE RÈGLEMENT DE LA RELATION DE TRAVAIL

Type de demande des parties à la relation de travail

(cocher le type de demande)

- A Requête à l'initiative conjointe de l'ensemble des parties (art. 7 AR)
> compléter les blocs « Demandeur Partie I » et « Demandeur partie II » .
- B Requête à l'initiative d'une seule partie
> précisez ci-dessous et compléter le bloc « Demandeur partie I » .
- B1 introduite via une caisse d'assurances sociales. La demande doit être introduite, soit lors de votre affiliation à une caisse, soit dans un délai d'un an à partir de la relation de travail (art. 8 AR/art. 338,\$2 alinéa 2 de la loi relations du travail),
date d'affiliation à la Caisse d'assurances sociales _____
ou date de début de la relation de travail _____
- B2 requête introduite directement en cas d'incertitude sur la nature de la relation de travail. La demande se fait à l'initiative de toute partie à une relation de travail dont le statut est incertain et est introduite, soit avant une relation de travail, soit dans un délai d'un an à partir du début de la relation de travail (art.9 AR/art. 338,\$2 alinéa 3 de la loi relations du travail), _____
date de début de la relation de travail _____
- B3 visant à obtenir une nouvelle décision de la Commission
(art. 10 AR/art. 338,\$6 de la loi relations du travail).
date de la décision précédente _____

Demandeur Partie I

Nom _____

Prénom _____

Profession _____

Domicile Rue _____ N° _____ Boite _____

CP _____ Localité _____

Tél. _____ email _____

Une procédure judiciaire relative à la relation de travail est-elle :

en cours ?	Oui	Non
terminée ?	Oui	Non

Une institution de sécurité sociale a-t-elle ouvert une enquête sur la nature de la relation de travail ?

Oui	Non
-----	-----

N° Registre national* _____

N° d'entreprise* _____

* si d'application

Demandeur Partie II

Nom _____

Prénom _____

Profession _____

Domicile Rue _____ N° _____ Boite _____

CP _____ Localité _____

Tél. _____ email _____

Une procédure judiciaire relative à la relation de travail est-elle :

en cours ? Oui Non

terminée ? Oui Non

Une institution de sécurité sociale a-t-elle ouvert une enquête sur la nature de la relation de travail ?

Oui Non

N° Registre national* _____

N° d'entreprise* _____

* : si d'application

Activité

Secteur d'activité de l'entreprise : _____

Description de l'activité exercée dans le cadre de la relation de travail : _____

Objet et raison de la demande

Pour les **demandes de type A** : Requête à l'initiative conjointe de l'ensemble des parties (art. 7)

➤ le cas échéant, sur quel Arrêté Royal fixant les critères spécifiques basez-vous votre demande ?

Pour les **demandes de type B3** : Requête à l'initiative d'une seule partie visant à obtenir une nouvelle décision de la Commission (art. 10).

➤ Quelles modifications ont été apportées à la relation de travail ?

Dans tous les cas



Quelle qualification de la relation de travail avez-vous choisie (salarié, indépendant...)? _____

Quelle volonté des parties a été exprimée dans votre contrat? _____

Décrivez l'organisation du temps de travail _____

Décrivez l'organisation du travail _____

Y a-t-il une possibilité d'exercice de contrôle hiérarchique? _____

Expliquez _____

Précisez les motifs de votre demande _____

Si la présomption de l'art. 337/2 §1 de la loi sur les relations de travail s'applique, cochez les critères mentionnés ci-après qui selon vous sont remplis :



- a) défaut, dans le chef de l'exécutant des travaux, d'un quelconque risque financier ou économique, comme c'est notamment le cas :
 - à défaut d'investissement personnel et substantiel dans l'entreprise avec du capital propre, ou,
 - à défaut de participation personnelle et substantielle dans les gains et les pertes de l'entreprise ;
- b) défaut dans le chef de l'exécutant des travaux, de responsabilité et de pouvoir de décision concernant les moyens financiers de l'entreprise;
- c) défaut, dans le chef de l'exécutant des travaux, de tout pouvoir de décision concernant la politique d'achat de l'entreprise ;
- d) défaut, dans le chef de l'exécutant des travaux, de pouvoir de décision concernant la politique des prix de l'entreprise, sauf si les prix sont légalement fixés ;
- e) défaut d'une obligation de résultats concernant le travail convenu ;
- f) la garantie du paiement d'une indemnité fixe quels que soient les résultats de l'entreprise ou le volume des prestations fournies dans le chef de l'exécutant des travaux ;
- g) ne pas être soi-même l'employeur de personnel recruté personnellement et librement ou ne pas avoir la possibilité d'engager du personnel ou de se faire remplacer pour l'exécution du travail convenu ;
- h) ne pas apparaître comme une entreprise vis-à-vis d'autres personnes ou de son cocontractant ou travailler principalement ou habituellement pour un seul cocontractant ;
- i) travailler dans des locaux dont on n'est pas le propriétaire ou le locataire ou avec du matériel mis à sa disposition, financé ou garanti par le cocontractant ;

Indiquez combien de critères sont applicables selon vous : _____

Combien ne sont pas d'application ? _____

Y a-t-il des éléments sur lesquels vous souhaitez vous appuyer pour renverser le résultat de la présomption ? Si oui, lesquels ?

Autres documents

Joindre à cette demande tous documents pouvant servir à qualifier la relation de travail et précisant notamment les conditions relatives à l'exécution de celle-ci (par exemple, un éventuel contrat de travail ou d'entreprise). Ces documents transmis en annexe sont inventoriés et numérotés. Si des informations supplémentaires s'avèrent nécessaires pour statuer, le président de la Commission administrative de règlement de la relation de travail peut, de sa propre initiative, les solliciter.

Remarque

Au cas où vous êtes assisté ou représenté par un avocat ou un mandataire avec mandat écrit, veuillez indiquer ses coordonnées ci-après : _____

Transmission de ce formulaire

Ce formulaire doit être transmis à la Commission administrative de règlement de la relation de travail soit :

- **par l'intermédiaire de la Caisse d'assurances sociales (seulement dans la situation B1),**
- **par courrier postal recommandé** à l'adresse :

SPF Sécurité Sociale – Commission relation de travail
Finance Tower – DG Politique Sociale
Bd du jardin botanique 50, **BP 165**
1000 Bruxelles

- **par dépôt à l'accueil du SPF Sécurité sociale qui vous remettra un accusé de réception à l'adresse :**

SPF Sécurité Sociale – Finance Tower – DG Politique Sociale
Bd du jardin botanique 50 (accueil SPF Sécurité Sociale) 1000 Bruxelles

Partie I à la relation de travail

Je soussigné (Nom, Prénom)

déclare sur l'honneur que les données de ce formulaire sont véritables et complètes.

Fait à _____

Le _____

Signature

Partie II à la relation de travail*

Je soussigné (Nom, Prénom)

déclare sur l'honneur que les données de ce formulaire sont véritables et complètes.

Fait à _____

Le _____

Signature

* si d'application



En vertu de l'art. 338 §4 de la loi sur les relations de travail, les décisions à prendre sont contraignantes pour les institutions représentées dans la commission administrative, ainsi que pour les caisses d'assurances sociales visées à l'art. 20 de l'AR n°38, sauf :

1* lorsque les conditions concernant l'exécution de la relation de travail et sur lesquelles la décision a été fondée sont modifiées. Dans ce cas, l'annulation de la décision produira effet à partir du jour de la modification des conditions.

2* lorsqu'il ressort que des éléments concernant la qualification de la relation de travail fournis par les parties l'ont été de manière incomplète ou inexacte. Dans ce cas, la décision est censée ne jamais avoir existé.

Les institutions de sécurité sociale restent donc habilitées à effectuer un contrôle du maintien des éléments qui ont fondé la décision de la commission administrative.

En vertu de l'art. 338 §6 de la loi sur les relations de travail, la partie demanderesse qui a obtenu une décision, peut demander une nouvelle décision.

Ces données vous sont demandées en vue de la constitution de votre dossier auprès de la « Commission de la Relation de travail » (AR du 11 février 2013 - Moniteur belge du 21 février 2013). En application de la loi du 8.12.1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, vous avez le droit de consulter et de faire corriger vos données personnelles. Si vous désirez faire usage de ce droit, vous devrez vous adresser par écrit au secrétariat de la « Commission de la Relation de travail », boulevard du Jardin Botanique, 50, BP 165 à 1000 Bruxelles.
Pour de plus amples informations concernant le traitement des données, il vous est loisible de vous adresser à la Commission de la Vie privée, boulevard de Waterloo 115 à 1000 Bruxelles.

Cadre réservé à l'administration

Demande

Date de réception de la demande _____

N° de dossier _____

Demande d'informations complémentaires Oui Non

Date de la demande d'informations complémentaires _____

Décision

Date de la décision _____

Nature de la décision _____

6. Décisions

6.1 Décision n° 007 – secteur d’activité: Réparation de machines (NACEBEL 33.120)

Dossier n° : 007/FR/2013/10/9_X

Partie demanderesse : X

Contre : Y

Demande de requalification de la relation du travail

Vu l’article 329 de la loi programme (I) du 27 décembre 2006 ;

Vu l’article 338, §1 de la loi programme disposant que : « Les chambres de la commission visée à l'article 329 ont comme tâche de rendre des décisions relatives à la qualification d'une relation de travail déterminée [...] » ;

Vu l’arrêté royal du 11 février 2013 relatif à la composition de la Commission Administrative de règlement de la relation de travail ;

Vu la présence de la majorité des membres de la Chambre de la Commission Administrative de règlement de la relation de travail;

Vu la demande introduite le 06/10/2013 et enregistrée le 09/10/2013 ;

Vu les pièces déposées :

Avec la requête dont: Formulaire de demande ; liste d’inventaire des annexes, *Annexe I*-l’organigramme avec à l’en-tête « Y » et copie d’un courrier accompagnant de la Direction datée du 24 avril 2013 ; *Annexe II* - description des tâches personnelles, *Annexe III*-motivation de la déclaration ; *Annexe IV*-détail de la facturation depuis de début de la relation de travail, *Annexe V*--timing des tâches, *Annexe VI*-courrier électronique du 2 octobre 2013 ; *Annexe VII*-courrier électronique du 17 décembre 2012 ; *Annexe VIII*-courrier électronique du 20 et 23 septembre 2013 ; *Annexe IX*-courrier électronique du 2 et 5 août 2013 ; *Annexe X*-courrier électronique du 20 août 2013 ; *Annexe XI*-courrier électronique du 9 juillet 2013 ;

Après l’introduction de la requête dont: courrier électronique du 16 septembre 2013 - infos complémentaires concernant la diminution du temps de travail ; et courrier électronique du 7 novembre 2013 - infos complémentaires concernant la rupture de la relation de travail.

La commission administrative de règlement de la relation du travail, composée de :

- Monsieur Jean-François NEVEN, Conseiller à la Cour du travail, Président.
- Monsieur Julien BARTHOLOME, Représentant du SPF Emploi, Membre effectif
- Monsieur Christian DEKEYSER, Représentant du SPF Sécurité Sociale, Direction générale Indépendants, Membre effectif

- Madame Muriel GALERIN, Représentante de l'INASTI, membre effective
- Monsieur Ylber ZEJNULLAHU, Représentant du SPF Sécurité Sociale, Direction générale politique sociale, Membre suppléant

Décide à la majorité:

La Commission a examiné la demande de requalification de la relation de travail qui lui a été soumise par le requérant. De l'examen du dossier il ressort que la relation de travail a débuté le 9 mai 2011 alors que l'article 338, §2 alinéa 3 de la Loi-programme du 27 décembre 2006, telle que modifiée par la Loi du 25 août 2012, dispose qu'une demande auprès de la Commission doit être introduite dans un délai d'un an à partir du début de la relation de travail.

A la lumière de ce qui précède, il est donc constaté que le délai légal d'un an pour l'introduction de la demande auprès de la Commission n'est pas respecté.

Par conséquent, la Commission considère que la demande de requalification de la relation de travail précitée n'est pas recevable.

Ainsi prononcé à la séance du 06/01/2014.

6.2 Décision n° 008 – secteur d'activité: Formation professionnelle (NACEBEL 85.592)

Dossier n° : 008/FR/2013/11/09_X

Partie demanderesse (employeur): X représentée par Y, Directeur général

L'autre partie : Formateurs de formation en continue de Y

Demande de qualification de la relation de travail

Vu l'article 329 de la loi programme (I) du 27 décembre 2006 ;

Vu l'article 338, §1 de la loi programme disposant que : « Les chambres de la commission visée à l'article 329 ont comme tâche de rendre des décisions relatives à la qualification d'une relation de travail déterminée [...] » ;

Vu l'arrêté royal du 11 février 2013 relatif à la composition de la Commission Administrative de règlement de la relation de travail ;

Vu la présence de la majorité des membres de la Chambre de la Commission Administrative de règlement de la relation de travail;

Vu la demande introduite le 06/11/2013 et enregistrée le 09/11/2013 ;

Vu les pièces déposées, dont :

- Formulaire de demande complété et signé
- Lettre accompagnant le formulaire de demande

Attendu que la demande a été déposée dans le délai imparti par l'article 338 §2 de la loi-programme précitée;

Attendu que la partie demanderesse déclare dans son formulaire de demande, qu'elle ne se trouve pas dans l'une des situations visées à l'article 338 §3 de la loi-programme précitée;

La Commission administrative de règlement de la relation du travail, composée de :

- Monsieur Jean-François NEVEN, Conseiller à la Cour du travail, Président.
- Monsieur Julien BARTHOLOME, Représentant du SPF Emploi, Membre effectif
- Madame Muriel GALERIN, Représentante de l'INASTI, Membre effective
- Monsieur Ylber ZEJNULLAHU, Représentant du SPF Sécurité Sociale, Direction générale politique sociale, Membre suppléant
- Monsieur Frédéric SAUVAGE, Représentant du SPF Sécurité Sociale, Direction générale Indépendants, Membre suppléant

Décide à la majorité:

La Commission a examiné la demande de règlement de la relation de travail qui lui a été soumise par l'ASBL requérante ;

Que de l'examen du dossier il ressort que la requête vise la relation de travail avec des formateurs en formation continue dans le cadre d'un *contrat de prestation de services* conclu avec X ASBL ;

Que la décision de la Commission est donnée sur la base uniquement de la situation des formateurs de X ASBL et des autres éléments, décrits dans le formulaire de demande adressé par l'ASBL à la Commission ;

Que l'ASBL X mentionne dans sa requête les éléments suivants :

- les dates, les horaires et les durées des formations sont fixés de commun accord avec le formateur
- la préparation des modules reste au choix du formateur
- les choix d'animation sont opérés par le formateur pour autant qu'il atteigne les objectifs fixés au départ
- le formateur est libre d'accepter ou de refuser une mission, il n'y a donc ni exclusivité, ni obligation pour lui d'effectuer une mission
- les formateurs sont rémunérés distinctement, par le réseau de formation Z, qui met à disposition des centres une équipe pédagogique et qui, agréée et inspecte les formateurs (conformément au décret du 17 juillet 2003).

Que ces éléments ne contredisent pas la qualification de relation indépendante pour autant que le pouvoir d'inspection pédagogique ne se mue pas en contrôle hiérarchique.

Que l'ASBL X indique sa volonté de conclure une relation de travail indépendante partant sur des missions ponctuels à partir du 15 janvier 2014;

Que conformément à l'article 338 §2 alinéa 3 in fine de la loi qui dispose que les décisions de la Commission peuvent être rendues « [...] *soit préalablement au début de la relation de travail soit dans un délai d'un an à partir du début de la relation de travail* [...] »; la présente décision ne vaut que pour les *contrats de prestation de services*, écrits ou non écrits, conclus à partir du 15 janvier 2014 et concernant des relations de travail ayant débuté au plus tôt un an avant le 9 novembre 2013.

Par ces motifs et au vu de tous les éléments susmentionnés, la Commission Administrative estime qu'il n'y a pas lieu de remettre en cause la relation d'indépendance et décide, par conséquent, que la demande de règlement de la relation de travail précitée est recevable et fondée.

Ainsi prononcé à la séance du 03/02/2014.

6.3 Décision n° 009 – secteur d'activité: Activités des hôpitaux généraux (NACEBEL 86.101)

Dossier n° : 009/FR/2013-11/9-X

Partie demanderesse : Syndicat X – demande introduite par Y, secrétaire permanente

Contre : Z.

Demande de (re)qualification de la relation du travail

Vu l'article 329 de la loi programme (I) du 27 décembre 2006 ;

Vu l'article 338, §1 de la loi programme disposant que : « Les chambres de la commission visée à l'article 329 ont comme tâche de rendre des décisions relatives à la qualification d'une relation de travail déterminée [...] » ;

Vu l'arrêté royal du 11 février 2013 relatif à la composition de la Commission Administrative de règlement de la relation de travail ;

Vu la présence de la majorité des membres de la Chambre de la Commission Administrative de règlement de la relation de travail;

Vu la demande introduite le 06/11/2013 et enregistrée le 09/11/2013 ;

Vu les pièces déposées, dont :

- Formulaire de demande complété et signé
- Lettre accompagnant le formulaire de demande
- Convention de prestation de services (proposée par Z à son personnel)

Attendu que la demande a été déposée dans le délai imparti par l'article 338, §2 de la loi-programme précitée;

Attendu que la partie demanderesse déclare dans son formulaire de demande qu'elle ne se trouve pas dans l'une des situations visées à l'article 338 §3 de la loi-programme précitée;

La Commission Administrative de règlement de la relation du travail, composée de :

- Monsieur Jean-François NEVEN, Conseiller à la Cour du travail, Président.
- Monsieur Julien BARTHOLOME, Représentant du SPF Emploi, Membre effectif
- Madame Muriel GALERIN, Représentante de l'INASTI, Membre effective
- Monsieur Ylber ZEJNULLAHU, Représentant du SPF Sécurité Sociale, Direction générale politique sociale, Membre suppléant
- Monsieur Frédéric SAUVAGE, Représentant du SPF Sécurité Sociale, Direction générale Indépendants, Membre suppléant

Décide à la majorité:

La Commission a examiné la demande de (re)qualification de la relation de travail qui lui a été soumise par la partie demanderesse.

Que de l'examen du dossier il ressort que la requête porte sur une (re)qualification de la relation de travail des membres du personnel de Z, dont des kinésithérapeutes, ergothérapeutes, logopèdes et psychologues attachés au service MPRR (Médecine physique, rhumatologie et revalidation), à qui la direction souhaiterait imposer le statut d'indépendant.

Que la demande est introduite par Y, secrétaire permanente du Syndicat X, afin de répondre aux craintes de plusieurs affiliés du syndicat concernant le changement de leur statut de salariés en indépendants.

La Commission administrative de règlement de la relation de travail a été instituée par la loi-programme (I) du 27 décembre 2006. Dans les travaux préparatoires de cette loi-programme, la mission de la Commission est décrite comme une mission de « ruling social », à savoir la prise de décision concernant la nature d'une relation de travail particulière (Projet de Loi-programme (I), *Doc. Parl.*, Chambre, 2006-2007, 51-2773/001, p.207).

La loi-programme (I) du 27 décembre 2006, en son article 338 §2, alinéas 1,2 et 3, détermine les 3 cas possibles de saisine de la Commission administrative, à savoir :

- les demandes à l'initiative conjointe de l'ensemble des parties à la relation de travail,
- les demandes à l'initiative d'une seule partie à la relation de travail lors de l'affiliation à une caisse d'assurance sociale pour travailleurs indépendants,
- les demandes à l'initiative de toute partie à une relation de travail ou une relation de travail envisagée dont le statut de travailleur salarié ou de travailleur indépendant est incertain.

Or, en l'espèce, la demande qui émane de l'organisation syndicale agissant pour compte d'affiliés non autrement identifiés, n'émane pas d'une partie à une relation de travail actuelle ou envisagée et ne rentre, par conséquent, dans aucune des hypothèses visées à l'article 338, § 2 précité.

Par conséquent, la Commission décide que la demande de règlement de la relation de travail précitée n'est pas recevable.

Ainsi prononcé à la séance du 03/02/2014.

6.4 Décision n° 010 – secteur d’activité: Réparation de machines (NACEBEL 33.120)

Dossier n° : 010-FR-2013-11/9_ X

Partie demanderesse : X

Contre : La S.A. Y, et Z représentées par W

Demande de requalification de la relation du travail

Vu l’article 329 de la loi programme (I) du 27 décembre 2006 ;

Vu l’article 338, §1 de la loi programme disposant que : « Les chambres de la commission visée à l'article 329 ont comme tâche de rendre des décisions relatives à la qualification d'une relation de travail déterminée [...] » ;

Vu l’arrêté royal du 11 février 2013 relatif à la composition de la Commission Administrative de règlement de la relation de travail ;

Vu la présence de la majorité des membres de la Chambre de la Commission Administrative de règlement de la relation de travail;

Vu la demande introduite le 21/11/2013 et enregistrée le 28/11/2013 ;

Vu les pièces déposées, dont :

- Formulaire de demande complété et signé
- Convention de collaboration avec S.A. Y
- Contrat de travail chez Z
- Factures établies à l’attention de la S.A. Y

Attendu que la demande a été déposée dans le délai imparti par l’article 338, §2 de la loi-programme précitée;

Attendu que la partie demanderesse déclare dans son formulaire de demande qu’elle ne se trouve pas dans l’une des situations visées à l’article 338 §3 de la loi-programme précitée;

La Commission Administrative de règlement de la relation du travail, composée de :

- Monsieur Jean-François NEVEN, Conseiller à la Cour du travail, Président.
- Monsieur Julien BARTHOLOME, Représentant du SPF Emploi, Membre effectif
- Madame Muriel GALERIN, Représentante de l’INASTI, Membre effective
- Monsieur Ylber ZEJNULLAHU, Représentant du SPF Sécurité Sociale, Direction générale politique sociale, Membre suppléant
- Monsieur Frédéric SAUVAGE, Représentant du SPF Sécurité Sociale, Direction générale Indépendants, Membre suppléant

Décide à la majorité:

La Commission a examiné la demande de requalification de la relation de travail qui lui a été soumise par la partie demanderesse.

Elle constate que la demande porte sur une relation de travail ayant, selon les indications fournies par la partie demanderesse elle-même, pris fin le 13 novembre 2013.

La Commission administrative de règlement de la relation de travail a été instituée par la loi-programme (I) du 27 décembre 2006.

Dans les travaux préparatoires de cette loi-programme, la mission de la Commission est décrite comme une mission de « ruling social », à savoir la prise de décisions concernant la nature d'une relation de travail particulière (Projet de Loi-programme (I), *Doc. Parl.*, Chambre, 2006-2007, 51-2773/001, p. 207).

Les travaux préparatoires précisent aussi :

« C'est la raison pour laquelle le présent projet s'est attaché à développer un volet préventif de manière à réduire au maximum toute insécurité juridique et propose, dans cette optique, d'instituer une « Commission de règlement de la relation de travail ».

L'objectif est triple :

- assurer une approche paritaire du phénomène des faux indépendants, aucun des statuts de salarié et de travailleur indépendant n'ayant vocation à prévaloir sur l'autre;
- permettre d'organiser au mieux l'utilisation des expertises disponibles quant à l'analyse de la nature de la relation de travail (tant dans les institutions publiques que dans la société civile);
- assurer, par une approche résolument préventive, une meilleure sécurité juridique dans les relations de travail en Belgique » (Ibid., p.206-207).

La création de la « Commission de règlement de la relation de travail » (rebaptisé par la suite "Commission administrative de règlement de la relation de travail" par la loi du 25 août 2012 modifiant le Titre XIII de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006, en ce qui concerne la nature des relations de travail) s'inscrit dans ce cadre préventif, un des objectifs désignés étant de "*garantir une meilleure sécurité juridique dans les relations de travail, par une approche résolument préventive.*" (Ibid., 207).

Au vu des objectifs de la loi et du caractère nécessairement préventif du "ruling social", la Commission administrative, n'est pas compétente pour s'exprimer sur les relations de travail déjà terminées.

Par conséquent, la Commission considère que la demande de requalification de la relation de travail précitée n'est pas recevable.

La présente décision ne porte pas préjudice à la possibilité pour la partie demanderesse de saisir le tribunal du travail d'une action visant à la requalification de la relation de travail.

Ainsi prononcé à la séance du 03/02/2014.

6.5 Décision n° 011 – secteur d’activité: Commerce de gros de matériaux de construction, assortiment général (NACEBEL 46.731)

Dossier nr: 011/NL/2013/12/7_X

Verzoekende partijen: NV X en Y

Aanvraag tot kwalificatie van de arbeidsrelatie

Gelet op artikel 329 van de programmawet (I) van 27 december 2006;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 februari 2013 houdende samenstelling en werking van de kamers van de Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie;

Gelet op artikel 338, §1 van voormelde programmawet dat stelt: « De kamers van de in artikel 329 bedoelde commissie hebben tot taak beslissingen te nemen betreffende de kwalificatie van een bepaalde arbeidsrelatie [...] »;

Gelet op de aanwezigheid van de meerderheid van de leden of de vertegenwoordigde leden van de kamer van de Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie;

Gelet op de aanvraag tot kwalificatie van de arbeidsrelatie, geregistreerd op 10 december 2013;

Gelet op de voorgelegde stukken:

- Aanvraagformulier, met de handtekeningen van Y dd. 10 december 2013 en Mevr. Z (vertegenwoordiger van Q AG, die op haar beurt NV X vertegenwoordigt) dd. 9 december 2013
- “Contract of employment” dd. 31 juli 2006
- Job description – executive
- Standard Internal Rules of Procedure for the Management of Subsidiaries of Q Aktiengesellschaft;

Gelet op het schrijven dd. 26 februari 2014 waarbij de NV X om bijkomende inlichtingen wordt verzocht;

Gelet op het schrijven dd. 24 maart 2014 waarbij de NV X in antwoord op het schrijven dd. 26 februari 2014 volgende stukken overmaakt:

- Arbeidsovereenkomst dd. 31 juli 2006
- Eenvormig huishoudelijk reglement voor het beheer van de dochterondernemingen van Q Aktiengesellschaft
- Jaarverslag dd. 28 februari 2013
- Jaarverslag dd. 28 februari 2014
- Notulen van de raad van bestuur dd. 22 februari 2013
- Notulen van de raad van bestuur dd. 28 februari 2014

Gelet op het schrijven dd. 2 april 2014 waarbij de NV X op de hoogte wordt gebracht van het feit dat haar aanvraag zal behandeld worden ter zitting van 8 april 2014;

Gelet op het schrijven dd. 2 april 2014 waarbij de heer Y wordt uitgenodigd ter zitting van 8 april 2014 teneinde gehoord te worden;

Gelet op het verzoek tot uitstel vanwege de heer Y dd. 4 april 2014;

Gelet op de mail dd. 6 april 2014 vanwege Mevr. Z, waarin het verzoek tot uitstel namens de heer Y wordt herhaald;

Gelet op de mail dd. 9 april 2014 waarbij het verzoek tot uitstel wordt ingewilligd en een nieuwe datum voor de zitting wordt vastgelegd op 7 mei 2014;

Gelet op de mondelinge toelichting van de heer Y en Mr. W, vertegenwoordiger van NV X, tijdens de zitting van 7 mei 2014;

Overwegende dat de aanvraag werd ingediend binnen de in artikel 338, §2 van voormelde programmawet gestelde termijn;

Overwegende dat de aanvrager zich, blijkens zijn aanvraagformulier, niet bevindt in één van de toestanden opgenomen in artikel 338, §3 van voormelde programmawet;

De Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie, samengesteld uit:

- De heer Lieven Lenaerts, voorzitter
- De heer Wim Brouckaert, als vertegenwoordiger van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, plaatsvervangend lid
- De heer Brecht Stalmans, als vertegenwoordiger van de FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg, plaatsvervangend lid
- De heer Sven Vanhuyse, als vertegenwoordiger van de FOD Sociale Zekerheid, Directie-generaal Zelfstandigen, vast lid
- De heer Erwin Tavernier, als vertegenwoordiger van het Rijksinstituut voor de Sociale Verzekeringen der Zelfstandigen, vast lid

Beslist:

De Commissie heeft de aanvraag tot kwalificatie van de arbeidsrelatie, die haar door de verzoeker werd voorgelegd, onderzocht.

Zij heeft vastgesteld dat de aanvraag ontvankelijk is en heeft als volgt beslist:

Overwegende dat het in casu niet gaat om een activiteit waarvoor de wetgever heeft voorzien in specifieke criteria conform artikel 334 van voormelde programmawet, noch om een activiteit opgenomen in artikel 337/1 van deze programmawet, dient de arbeidsrelatie in casu beoordeeld te worden aan de hand van de vier algemene criteria zoals opgenomen in artikel 333, §1 van voormelde programmawet, met name de wil der partijen, de vrijheid van organisatie van werktijd, de vrijheid van organisatie van het werk en de mogelijkheid een hiërarchische controle uit te oefenen.

Inzake de «**wil der partijen**» kan gesteld worden dat in de voorgelegde arbeidsovereenkomst duidelijk werd opgenomen: «vanaf 16 juni 2006 wordt u tewerkgesteld als General Manager van X nv/sa, (...), België, dat een 100% dochtermaatschappij is van Q AG».

Dienaangaande dient te worden opgemerkt dat in de aanvraag in de rubriek “welke wil der partijen werd in uw overeenkomst uitgedrukt?” werd geantwoord: «werknemer», gevolgd door de opmerking: «Geen voorkeur voor het ene dan wel het andere statuut, maar partijen wensen zekerheid te bekomen».

Ter zitting werd verduidelijkt dat er op dat moment niet echt werd stilgestaan bij het statuut (werknemer dan wel zelfstandige): men nam gewoon dezelfde overeenkomst over als diegene waarmee de heer A, de voorganger van de heer Y, verbonden was met de NV X, met name een arbeidsovereenkomst.

Wat betreft «**de vrijheid van organisatie van de werktijd**» staat in de arbeidsovereenkomst: “U bent niet gebonden door werkuren”. De aanvraag vermeldt terzake: “de werknemer is niet gebonden door een uurrooster, maar werkt zodanige uren die noodzakelijk zijn om aan de eisen en verantwoordelijkheid van zijn functie te voldoen”.

Inzake vakantie wordt gesteld: “Overeenkomstig de huidige Belgische wetgeving, heeft u jaarlijks recht op 20 vakantiedagen, de wettelijke feestdagen niet inbegrepen. De vakantiedagen mogen verdeeld worden opgenomen. De vakantieperiode dient te worden goedgekeurd door uw rechtstreekse overste”. In de aanvraag wordt evenwel gesteld: “de werknemer dient geen vakantie aan te vragen (maar deze worden aangegeven en opgelijst)”.

Ter zitting verduidelijkt de heer Y dat zijn vakantiedagen worden opgenomen in het binnen de NV X gehanteerde registratiesysteem, maar dat zijn vakantiedagen niet goedgekeurd dienen te worden.

Met betrekking tot «**de vrijheid van organisatie van het werk**» stelt de overeenkomst: “We zijn gerechtigd, op gelijk welk moment, uw taken te wijzigen in een andere mogelijke en geschikte functie, aangepast aan uw opleiding en capaciteiten. Een overbrenging naar een andere locatie is enkel mogelijk mits uw toestemming”, alsook “Op vraag van de Raad van Bestuur bent u verplicht een bestuursmandaat, of een zetel in gelijkaardige controlelichamen in andere organen, naast de onbezoldigde posten in verenigingen waarvan het bedrijf lid is. Op vraag van de Raad moet u, op gelijk welk moment, ontslag nemen van dergelijke posten en ten laatste wanneer opzegging is gegeven van de arbeidsovereenkomst.

In de aanvraag zelf wordt gesteld: de werknemer is vrij om zijn werk te organiseren binnen de afgesproken doelstellingen en binnen de limieten van de “Standard Internal Rules of Procedure for the Management of Subsidiaries of Q Aktiengesellschaft (Eenvormig huishoudelijk reglement voor het beheer van de dochterondernemingen van Q Aktiengesellschaft)”, welke bijgevoegd werden bij de aanvraag. Deze regels hebben betrekking op de relatie tussen de moederonderneming Q AG en haar dochteronderneming(en) en bevatten rapporteringsverplichtingen, verplichtingen inzake verplicht voor te leggen documenten en bepalingen inzake activiteiten en handelingen die voorafgaandelijke goedkeuring van de moederonderneming behoeven. Deze regels hebben geen betrekking op “de interne organisatie van de beheersorganen van de dochtermaatschappijen” en situeren zich derhalve op het ondernemingsniveau.

Op de zitting werd verduidelijkt dat er twee maal per jaar een overleg plaatsvindt tussen de heer Y en vertegenwoordigers van de moedermaatschappij Q AG. Op dit overleg wordt enkel het beleid en de strategische planning besproken. Het persoonlijk functioneren komt hier niet ter sprake. Hetzelfde geldt voor elke andere vorm van rapportage van de heer Y aan de moedermaatschappij: deze heeft enkel betrekking op het beleid en de strategie en heeft geen betrekking op het persoonlijk functioneren van de heer Y.

Wat betreft de «**mogelijkheid om hiërarchische controle uit te oefenen**» kan op het volgende gewezen worden: volgens de afgesloten overeenkomst moet de heer Y rechtsreeks rapporteren aan de senior vice president buitenlandse zaken (foreign business) van Q AG. Zoals reeds vermeld verduidelijkte de heer Y op de zitting dat deze rapportage enkel betrekking heeft op het beleid en de strategie van de dochteronderneming en geen betrekking heeft op diens functioneren.

Op intern vlak stelt de arbeidsovereenkomst “Wat betreft de interne relaties bent u gebonden door de instructies van de algemene vergadering en haar vertegenwoordigers”.

In casu bestond de raad van bestuur in de periode van 16 juni 2006 tot 5 juni 2012 uit de heer Y zelf, aangevuld met een vertegenwoordiger van Q AG. Vanaf 5 juni 2012 werd een derde bestuurder aangeduid, met name de vennootschap naar Frans recht B s.a.s., vertegenwoordigd door C.

In de rechtspraak en de rechtsleer wordt aanvaard dat het feit dat men afgevaardigd bestuurder is van een NV niet per definitie uitsluit dat men het dagelijks bestuur van deze NV waarneemt in het kader van een arbeidsovereenkomst. Hiervoor is uiteraard wel vereist dat men deze functie uitoefent onder het gezag van een orgaan van een vennootschap, van een andere bestuurder of van een aangestelde van de vennootschap. Er moet met andere woorden sprake zijn van een daadwerkelijke uitoefening van het gezag van de werkgever, vereist voor het bestaan van een arbeidsovereenkomst.

In casu is de Raad van Bestuur het enige orgaan dat in aanmerking zou kunnen komen voor deze uitoefening van het gezag van de werkgever, vermits er geen sprake is van het uitoefenen van het gezag door een andere bestuurder of een aangestelde van de vennootschap.

In de periode tot 5 juni 2012 was de raad van bestuur samengesteld uit slechts twee vertegenwoordigers, met name enerzijds de heer Y zelf en anderzijds een vertegenwoordiger van de moedermaatschappij Q AG. Gelet op deze samenstelling van de raad van bestuur is het onmogelijk dat deze het gezag over de heer Y uitoefende, vermits beiden evenveel zeggenschap hadden binnen de raad van bestuur.

In dit verband merkt CLESSE terecht op: «*De uitoefening van een mandaat van bestuurder of van afgevaardigd bestuurder van een naamloze vennootschap sluit het uitoefenen van een andere functie in het kader van een arbeidsovereenkomst niet uit, in zoverre deze functie wordt uitgeoefend onder het gezag van een orgaan van de vennootschap of een aangestelde van de vennootschap. Het gezag kan uitgeoefend worden door de raad van bestuur. In deze hypothese dient het aantal stemmen die een bestuurder binnen de raad van bestuur heeft te worden geverifieerd, teneinde zich te verzekeren dat hij in de minderheid kan worden geplaatst. Een meerderheidspositie of een vetorecht binnen de raad van bestuur sluit elk gezag uit*»¹⁰.

Vanaf 5 juni 2012 werd de raad van bestuur aangevuld met een derde bestuurder, met name de vennootschap naar Frans recht B s.a.s., vertegenwoordigd door C.

De vraag stelt zich hierbij of deze raad van bestuur in staat was en is om op een permanente wijze toezicht uit te oefenen.

¹⁰ (Eigen vertaling) «*L'exercice d'un mandat d'administrateur ou d'administrateur délégué d'une société anonyme n'exclut pas l'exercice d'une autre fonction dans les liens d'un contrat de travail, pour autant que cette fonction soit exercée sous l'autorité d'un organe ou d'un préposé de la société. L'autorité peut être exercée par le conseil d'administration. Dans cette hypothèse, le nombre de voix que possède l'administrateur au sein de ce conseil doit être vérifié aux fins de s'assurer qu'il peut être mis en minorité. Une position majoritaire ou un droit de veto au sein du conseil d'administration exclut toute autorité.*» (CLESSE, “Le contrat de travail, les gérants et mandataires de sociétés: la difficile existence d'un lien de subordination interne à la société”, Ors, 2004, 20).

Uit de gevraagde bijkomende inlichtingen blijkt dat de raad van bestuur eenmaal per jaar bijeenkomt. In de twee bijeenkomsten sedert 5 juni 2012 (22 februari 2013 en 28 februari 2014) werd er op inhoudelijk vlak enkel overlegd over het opstellen van de jaarrekening, het jaarverslag, de waarderingsregels en de jaarvergadering. Er is bijgevolg ook qua inhoud geen sprake van het uitoefenen van gezag of hiërarchische controle. Daarnaast bleek dat er fysiek slechts twee personen aanwezig waren op deze vergaderingen, met name Y (voorzitter) en D (secretaris). Laatstgenoemde is de Finance en HR-manager van de NV X. De overige leden werden via volmacht vertegenwoordigd.

Rekening houdende met deze gegevens beslist de Commissie dat voormelde arbeidsrelatie niet verenigbaar is met de kwalificatie die de partijen aan de beoogde arbeidsrelatie hebben gegeven, met name een arbeidsovereenkomst.

De commissie is immers van mening dat uit de grote mate van vrijheid van organisatie van het werk, de vrijheid van organisatie van de werktijd en de afwezigheid van de mogelijkheid om een hiërarchische controle uit te oefenen moet afgeleid worden dat de samenwerking in casu geherkwalificeerd dient te worden als een zelfstandige arbeidsrelatie.

Deze beslissing is bindend voor de instellingen, vermeld in het hierna¹¹ aangehaalde art. 338, §4 van de programmawet (I) van 27 december 2006, behalve wanneer de voorwaarden betreffende de uitvoering van de arbeidsrelatie en waarop de beslissing werd gegrond, gewijzigd worden.

Aldus uitgesproken ter zitting van 7 mei 2014

¹¹ Artikel 338, §4 van de Programmawet (I) van 27 december 2006 stelt: «Deze beslissing is bindend voor de instellingen die in de administratieve commissie vertegenwoordigd zijn evenals voor de sociaalverzekeringsfondsen bedoeld in artikel 20 van het koninklijk besluit nr38, behalve

1° wanneer de voorwaarden betreffende de uitvoering van de arbeidsrelatie en waarop de beslissing werd gegrond, gewijzigd worden. In dit geval heeft de intrekking van de beslissing uitwerking vanaf de dag van de wijziging van deze voorwaarden;

2° wanneer blijkt dat de elementen betreffende de kwalificatie van de arbeidsrelatie die door de partijen werden verschaft op een onvolledige of onjuiste wijze werden verschaft. In dat geval wordt de beslissing geacht nooit te hebben bestaan.

De instellingen van sociale zekerheid blijven er dus toe gemachtigd over te gaan tot een controle van het behoud van de elementen die de beslissing van de administratieve kamer hebben gegrond.

In de gevallen voorzien bij artikel 338, §2, tweede en derde lid, zijnde de beslissingen genomen op initiatief van een enkele partij van de arbeidsrelatie, worden deze beslissingen van kracht voor een periode van drie jaar.

Er kan door de partijen binnen de maand die volgt op de kennisgeving van de beslissing bij aangetekend schrijven, bij de arbeidsrechtbank van de plaats van de aanvrager(s) beroep worden aangetekend door het uitbrengen van een dagvaarding of door het neerleggen ter griffie van een tegensprekelijk verzoekschrift (art. 704, §1 Ger. W.) lastens de Belgische Staat (FOD Sociale Zekerheid). Het voorwerp van het beroep moet daarbij worden vermeld.

Indien geen enkel beroep wordt aangetekend, wordt de beslissing definitief.»

6.6 Décision n° 012 – secteur d’activité: Commerce de détail de vêtements d’occasion en magasin (NACEBEL 47.792)

Dossier n° : 012-FR-2013-19/12_X

Partie demanderesse : X

Contre : La S.P.R.L. Y, représentée par Z

Demande de requalification de la relation du travail

Vu l’article 329 de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 ;

Vu l’article 338, §1 de la loi-programme (I) disposant que : « Les chambres de la commission visée à l’article 329 ont comme tâche de rendre des décisions relatives à la qualification d’une relation de travail déterminée [...] » ;

Vu l’arrêté royal du 11 février 2013 relatif à la composition de la commission administrative de règlement de la relation de travail ;

Vu la présence de la majorité des membres de la chambre de la commission administrative de règlement de la relation de travail;

Vu la demande introduite le 19/12/2013 et complétée (date et signature) le 31/01/2014 ;

Vu les pièces déposées, dont :

- Formulaire de demande complété et signé
- Convention de collaboration entre la SPRL Y et X
- Convention de rupture à l’amiable du contrat de travail de Z et la SPRL Y, et cosignée par X.

Attendu que la demande n’a pas été déposée dans le délai imparti par l’article 338, §2 de la loi-programme précitée ;

Attendu que la partie requérante déclare dans son formulaire de demande qu’elle ne se trouve pas dans l’une des situations visées à l’article 338 §3 de la loi-programme précitée ;

La Commission Administrative de règlement de la relation du travail, composée de :

- Monsieur Jean-François NEVEN, Conseiller à la Cour du travail, Président.
- Madame Muriel GALERIN, Représentante de l’INASTI, Membre effective
- Monsieur Ylber ZEJNULLAHU, Représentant du SPF Sécurité Sociale, Direction générale politique sociale, Membre suppléant
- Madame Anne-Cécile SCHREUER, Représentante du SPF Emploi, Membre suppléante
- Monsieur Frédéric SAUVAGE, Représentant du SPF Sécurité Sociale, Direction générale Indépendants, Membre suppléant

Décide à la majorité :

La commission a examiné la demande de requalification de la relation de travail qui lui a été soumise par le requérant.

De l'examen du dossier il ressort que la relation de travail a débuté en juillet 2006 alors que l'article 338, §2 alinéa 3 de la loi-programme du 27 décembre 2006, telle que modifiée par la loi du 25 août 2012, dispose qu'une demande auprès de la commission doit être introduite dans un délai d'un an à partir du début de la relation de travail.

A la lumière de ce qui précède, il est donc constaté que le délai légal d'un an pour l'introduction de la demande auprès de la commission n'est pas respecté.

Par conséquent, la commission considère que la demande de requalification de la relation de travail précitée n'est pas recevable.

La présente décision ne porte pas préjudice à la possibilité pour la partie demanderesse de saisir le tribunal du travail d'une action visant à la requalification de la relation de travail.

Ainsi prononcé à la séance du 24/02/2014.

6.7 Décision n° 013 – secteur d’activité: Entretien et réparation général d’automobiles et d’autres véhicules automobiles légers (NACEBEL 45.201)

Dossier n° : 013-FR-2014-11-01_X

Partie demanderesse (employeur): X

L’autre partie : Délégués/agents commerciaux

Demande de qualification de la relation de travail

Vu l’article 329 de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 ;

Vu l’article 338, §1 de la loi-programme (I) disposant que : « Les chambres de la commission visée à l'article 329 ont comme tâche de rendre des décisions relatives à la qualification d'une relation de travail déterminée [...] » ;

Vu l’arrêté royal du 11 février 2013 relatif à la composition de la commission administrative de règlement de la relation de travail ;

Vu la présence de la majorité des membres de la chambre de la commission administrative de règlement de la relation de travail;

Vu la demande introduite le 11/01/2014 et enregistrée le 18/02/2014 ;

Vu les pièces déposées, dont :

- Formulaire de demande complété et signé

Attendu que la demande a été déposée dans le délai imparti par l’article 338 §2 de la loi-programme précitée;

Attendu que la partie demanderesse déclare, dans son formulaire de demande, qu’elle ne se trouve pas dans l’une des situations visées à l’article 338 §3 de la loi-programme précitée;

La Commission Administrative de règlement de la relation du travail, composée de :

- Monsieur Jean-François NEVEN, Conseiller à la Cour du travail, Président.
- Madame Muriel GALERIN, Représentante de l’INASTI, Membre effective
- Monsieur Ylber ZEJNULLAHU, Représentant du SPF Sécurité Sociale, Direction générale politique sociale, Membre suppléant
- Madame Anne-Cécile SCHREUER, Représentante du SPF Emploi, Membre suppléante
- Monsieur Frédéric SAUVAGE, Représentant du SPF Sécurité Sociale, Direction générale Indépendants, Membre suppléant

Décide à la majorité:

La Commission a examiné la demande de règlement de la relation de travail qui lui a été soumise par le requérant ;

Que de l'examen du dossier il ressort que la requête vise la relation de travail avec des délégués/agents commerciaux dans le cadre d'un *contrat de prestation de services* conclu avec la SPRL du requérant à constituer ;

Que la décision de la commission est donnée sur la base uniquement de la situation des délégués/agents commerciaux de cette future SPRL et des autres éléments, décrits dans le formulaire de demande adressé par le requérant à la Commission ;

Que le requérant mentionne dans sa requête les éléments suivants :

- Organisation du temps de travail au libre choix du délégué/agent
- Liberté du délégué pour son organisation du travail
- Pas de contrôle sur place
- Liberté d'organisation ou de méthode de travail

Que ces éléments ne contredisent pas la qualification de relation indépendante ;

Que le requérant indique sa volonté de conclure une relation de travail indépendante portant sur la vente de contrats d'assistance technique et administrative (missions de démarchage dans les garages et auprès des concessionnaires automobiles et fidélisation de la clientèle) à partir de janvier 2014 ;

Que conformément à l'article 338 §2 alinéa 3 in fine de la loi précitée qui dispose que les décisions de la commission peuvent être rendues « [...] *soit préalablement au début de la relation de travail soit dans un délai d'un an à partir du début de la relation de travail* [...] »; la présente décision ne vaut que pour les *contrats de prestation de services*, écrits ou non écrits, conclus à partir de janvier 2014.

Par ces motifs et au vu de tous les éléments susmentionnés, la Commission Administrative estime que la demande de qualification de la relation de travail précitée est recevable et fondée et que les éléments ne contredisent pas la qualification d'indépendant.

Ainsi prononcé à la séance du 24/02/2014.

6.8 Décision n° 014 – secteur d’activité: Restauration à service restreint (NACEBEL 56.102)

Dossier nr: 014/nl/2013/12/9-X

Verzoekende partij: X

Aanvraag tot kwalificatie van de arbeidsrelatie

Gelet op artikel 329 van de programmawet (I) van 27 december 2006;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 februari 2013 houdende samenstelling en werking van de kamers van de Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie;

Gelet op artikel 338, §1 van voormelde programmawet dat stelt: « De kamers van de in artikel 329 bedoelde commissie hebben tot taak beslissingen te nemen betreffende de kwalificatie van een bepaalde arbeidsrelatie (...) »;

Gelet op de aanwezigheid van de meerderheid van de leden of de vertegenwoordigde leden van de kamer van de Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie;

Gelet op de aanvraag tot kwalificatie van de arbeidsrelatie, geregistreerd op 24 december 2013;

Gelet op de voorgelegde stukken:

- Aanvraagformulier, met de handtekening van aanvrager X dd. 24 december 2013, met in bijlage:
 - «Aanvraag tot identificatie voor BTW-doeleinden bij aanvang van een activiteit», dd. 20/12/2013 betreffende Y
 - «Demande de Inscription d’une entreprise à la Banque-Carrefour des entreprises» betreffende Y
 - Loopbaanattest van sociaal verzekeringsfonds “attentia” dd. 10 januari 2013 betreffende Y
- Schrijven dd. 8 januari 2014, met in bijlage kopie van proces-verbaal van verhoor van X dd. 6 januari 2014, afgenomen door sociaal inspecteur Geert De Vent (RVA, Werkloosheidsbureau Brugge)

Overwegende dat deze aanvraag werd ingediend binnen de in artikel 338, §2 van voormelde programmawet gestelde termijn;

De Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie, samengesteld uit:

- De heer Lieven Lenaerts, voorzitter
- Mevrouw Pascale Mylemans, als vertegenwoordiger van de FOD Sociale Zekerheid, Directie-generaal Sociaal Beleid, vast lid
- Mevrouw Sarah Depuydt, als vertegenwoordiger van de FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg, vast lid
- De heer Wim De Booser, als vertegenwoordiger van de FOD Sociale Zekerheid, Directie-generaal Zelfstandigen, plaatsvervangend lid
- De heer Erwin Tavernier, als vertegenwoordiger van het Rijksinstituut voor de Sociale Verzekeringen der Zelfstandigen, vast lid

Beslist:

De Commissie heeft de aanvraag tot kwalificatie van de arbeidsrelatie, die haar door de verzoeker werd voorgelegd, onderzocht en komt tot de vaststelling dat op het ogenblik van de indiening van het verzoek door de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening een onderzoek betreffende de aard van de arbeidsrelatie werd geopend.

Conform artikel 338, §3, 1° van voormelde programmawet kan in dergelijke situatie door de commissie geen beslissing worden gegeven.

Bijgevolg is de aanvraag onontvankelijk.

Aldus uitgesproken ter zitting van 10 maart 2014

6.9 Décision n° 015 – secteur d’activité: Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion (NACEBEL 70.220)

Dossier n : 015-FR-2014-01/23_X

Partie demanderesse: X

Contre : La S.A. Y, représentée par Z, et la filiale Y (Nigeria) Limited basée au Niger.

Demande de requalification de la relation du travail

Vu l’article 329 de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 ;

Vu l’article 338, §1 de la loi-programme disposant que : « Les chambres de la Commission visée à l'article 329 ont comme tâche de rendre des décisions relatives à la qualification d'une relation de travail déterminée [...] » ;

Vu l’arrêté royal du 11 février 2013 relatif à la composition de la Commission Administrative de règlement de la relation de travail ;

Vu la présence de la majorité des membres de la chambre de la commission administrative de règlement de la relation de travail ;

Vu la demande introduite le 23/01/2014, et enregistrée le 31/01/2014 ;

Vu les pièces déposées, dont :

- Formulaire de demande complété et signé
- Annexe 1 : Consultancy agreement Y SA (Bruxelles, Belgique)
- Annexe 2 : Contract of employment Y Limited (Nigeria)
- Annexe 3 : Mails d’instructions de Y SA et A
- Annexe 4 : Etablissement par Y SA du décompte final du requérant
- Annexe 5 : Demande d’ajout de signatures auprès des banques
- Annexe 6 : Bulletin d’hospitalisation en France
- Annexe 7 : Lettre de rupture des contrats S.A. Y (du 15 octobre 2013), et SMS

Attendu que la demande a été déposée dans le délai imparti par l’article 338, §2 de la loi-programme précitée ;

Attendu que la partie demanderesse déclare dans son formulaire de demande qu’elle ne se trouve pas dans l’une des situations visées à l’article 338 §3 de la loi-programme précitée ;

La Commission Administrative de règlement de la relation du travail, composée de :

- Monsieur Jean-François NEVEN, Conseiller à la Cour du travail, Président.
- Madame Muriel GALERIN, Représentante de l’INASTI, Membre effective
- Monsieur Ylber ZEJNULLAHU, Représentant du SPF Sécurité Sociale, Direction générale politique sociale, Membre suppléant
- Madame Anne-Cécile SCHREUER, Représentante du SPF Emploi, Membre suppléante
- Monsieur Frédéric SAUVAGE, Représentant du SPF Sécurité Sociale, Direction générale Indépendants, Membre suppléant

Décide à la majorité:

La commission a examiné la demande de requalification de la relation de travail qui lui a été soumise par la partie requérante.

Qu'il y a lieu de rappeler que pour examiner un dossier qui lui est soumis, la commission tient compte du lieu de l'exercice de l'activité professionnelle.

Que le régime de sécurité sociale belge n'est, en principe, pas applicable pour une activité exercée dans un pays étranger.

Qu'en l'espèce, les éléments soumis à la commission indiquent que la relation de travail a été exécutée au Nigéria. Par conséquent, la commission ne pourra pas se prononcer sur une relation de travail exécutée à l'étranger, en l'occurrence au Nigéria.

Que de plus, la commission, sur base des éléments soumis, constate que la S.A. Y a mis fin aux deux contrats de travail avec le requérant en date du 15 octobre 2013 avec effet à partir du 17 octobre 2013 (cf. lettre de rupture).

Or, la création de la « commission de règlement de la relation de travail » par la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 (rebaptisé par la suite "commission administrative de règlement de la relation de travail" par la loi du 25 août 2012 modifiant le Titre XIII de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006, en ce qui concerne la nature des relations de travail) s'inscrit dans un cadre préventif, un des objectifs étant de "garantir une meilleure sécurité juridique dans les relations de travail, par une approche résolument préventive." (Projet de Loi-programme (I), Doc. Parl., Chambre, 2006-2007, 51-2773/001, p. 207).

Dans les travaux préparatoires de cette loi-programme, la mission de la commission est décrite comme une mission de « ruling social », à savoir la prise de décisions concernant la nature d'une relation de travail particulière (Ibid, p. 207).

Les travaux préparatoires précisent aussi :

« C'est la raison pour laquelle le présent projet s'est attaché à développer un volet préventif de manière à réduire au maximum toute insécurité juridique et propose, dans cette optique, d'instituer une « Commission de règlement de la relation de travail ». »

L'objectif est triple :

- assurer une approche paritaire du phénomène des faux indépendants, aucun des statuts de salarié et de travailleur indépendant n'ayant vocation à prévaloir sur l'autre ;
- permettre d'organiser au mieux l'utilisation des expertises disponibles quant à l'analyse de la nature de la relation de travail (tant dans les institutions publiques que dans la société civile) ;
- assurer, par une approche résolument préventive, une meilleure sécurité juridique dans les relations de travail en Belgique » (Ibid., p.206-207).

Au vu des objectifs de la loi et du caractère nécessairement préventif du "ruling social", la Commission administrative, n'est pas compétente pour s'exprimer sur les relations de travail déjà terminées.

Pour toutes ces raisons, la commission considère que la demande de requalification de la relation de travail précitée n'est pas recevable.

Ainsi prononcé à la séance du 24/02/2014.

6.10 Décision n° 016 – secteur d’activité: Activités des experts-comptables et des conseils fiscaux (NACEBEL 69.201)

Dossier n° : 016-FR-2014-12/02_SPRL_X

Parties demanderessees - demande conjointe:

- X SPRL, représentée par Madame Z
- Y SPRL, représentée par Monsieur W

Demande de qualification de la relation du travail

Vu l’article 329 de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 ;

Vu l’article 338, §1 de la loi-programme disposant que : « Les chambres de la Commission visée à l'article 329 ont comme tâche de rendre des décisions relatives à la qualification d'une relation de travail déterminée [...] » ;

Vu l’arrêté royal du 11 février 2013 relatif à la composition de la Commission Administrative de règlement de la relation de travail ;

Vu la présence de la majorité des membres de la chambre de la Commission Administrative de règlement de la relation de travail ;

Vu la demande conjointe introduite le 07/02/2014, par les deux parties à la relation de travail.

Vu les pièces déposées, dont :

- Le formulaire de demande complété et signé
- Le courriel du 5/03/2014, précisant qu’il s’agit d’une relation entre deux sociétés (reçu suite au courrier du 25/02/2014 demandant plus de précisions quant aux parties à la relation de travail).
- La Convention de prestations de services (reçue le 12/02/2014, suite au courrier du 25/02/2014)

Attendu que la demande a été déposée dans le délai imparti par l’article 338, §2 de la loi-programme précitée ;

Attendu que la partie demanderesse déclare dans son formulaire de demande qu’elle ne se trouve pas dans l’une des situations visées à l’article 338 §3 de la loi-programme précitée ;

La Commission Administrative de règlement de la relation du travail, composée de :

- Monsieur Jean-François NEVEN, Conseiller à la Cour du travail, Président.
- Madame Muriel GALERIN, Représentante de l’INASTI, Membre effective
- Monsieur Julien BARTHOLOME, Représentant du SPF Emploi, Membre effectif
- Monsieur Ylber ZEJNULLAHU, Représentant du SPF Sécurité Sociale, Direction générale politique sociale, Membre suppléant
- Monsieur Frédéric SAUVAGE, Représentant du SPF Sécurité Sociale, Direction générale Indépendants, Membre suppléant

Décide à la majorité:

La Commission a examiné la demande de qualification de la relation de travail qui lui a été soumise conjointement par les deux parties requérantes ;

Qu'il y a lieu de rappeler que pour examiner un dossier qui lui est soumis, la Commission tient compte, entre autre, de la qualité des demandeurs ;

Que la mission de la Commission est de statuer sur la qualification d'une relation de travail existante ou envisagée entre deux personnes physiques ou entre une personne morale et un collaborateur/travailleur qui doit nécessairement être une personne physique ;

Que la décision de la Commission a, en effet, pour seul objectif de clarifier le régime de sécurité sociale applicable à ce collaborateur/travailleur ;

Que la Commission constate, sur la base des éléments qui lui ont été soumis, notamment la convention de prestations de services (courrier du 12 février 2014), et les informations supplémentaires transmises par courrier électronique (du 5 mars 2014), que la collaboration envisagée concerne deux sociétés ;

Que le fait que Madame Z soit désignée par la convention (cf. point 1.3 convention) comme seule responsable pour l'exécution des tâches de la société X SPRL ne change rien à cette relation, puisqu'elle agit en tant que gérante de la société.

Pour ces raisons, la Commission considère que la demande de qualification de la relation de travail précitée n'est pas recevable.

Ainsi prononcé à la séance du 28/04/2014.

6.11 Décision n° 017 – secteur d'activité: Cafés et bars (NACEBEL 56.301)

Dossier nr: 017/nl/2014/02/9-X

Verzoekende partij: X

Aanvraag tot kwalificatie van de arbeidsrelatie

Gelet op artikel 329 van de programmawet (I) van 27 december 2006;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 februari 2013 houdende samenstelling en werking van de kamers van de Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie;

Gelet op artikel 338, §1 van voormelde programmawet dat stelt: « De kamers van de in artikel 329 bedoelde commissie hebben tot taak beslissingen te nemen betreffende de kwalificatie van een bepaalde arbeidsrelatie (...) »;

Gelet op de aanwezigheid van de meerderheid van de leden of de vertegenwoordigde leden van de kamer van de Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie;

Gelet op de aanvraag tot kwalificatie van de arbeidsrelatie, geregistreerd op 19 februari 2014 (poststempel);

Gelet op de voorgelegde stukken:

- Aanvraagformulier, met de handtekening van aanvrager X, gedateerd op 3 februari 2014 met in bijlage:
 - «Attest loopbaan», dd. 17/10/2013 betreffende X (sociaal verzekeringsfonds Xerius)
 - Kopie brief dd. 31 januari 2014, betreffende "klacht voor het terugvorderen van achterstallig loon", gericht aan Toezicht Sociale Wetten Gent
 - Kopie «Procès-verbal d'interrogatoire/Record of interrogation/Protokoll der Vernehmung» dd. 3 oktober 2013, van X, afgenomen door Lokale Politie Deinze-Zulte
 - Kopie «journaalband» Bpost dd. 20/08/2013
 - Kopie Pasas / Passport / Passeport X
 - Kopie afrekening sociale bijdragen zelfstandige dd. 11 september 2013 (sociaal verzekeringsfonds Xerius)

Overwegende dat deze aanvraag werd ingediend binnen de in artikel 338, §2 van voormelde programmawet gestelde termijn;

De Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie, samengesteld uit:

- De heer Lieven Lenaerts, voorzitter
- Mevrouw Pascale Mylemans, als vertegenwoordiger van de FOD Sociale Zekerheid, Directie-generaal Sociaal Beleid, vast lid
- Mevrouw Sarah Depuydt, als vertegenwoordiger van de FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg, vast lid
- De heer Wim De Booser, als vertegenwoordiger van de FOD Sociale Zekerheid, Directie-generaal Zelfstandigen, plaatsvervangend lid
- De heer Erwin Tavernier, als vertegenwoordiger van het Rijksinstituut voor de Sociale Verzekeringen der Zelfstandigen, vast lid

Beslist:

De Commissie heeft de aanvraag tot kwalificatie van de arbeidsrelatie, die haar door de verzoeker werd voorgelegd, onderzocht en komt tot de vaststelling dat op het ogenblik van de indiening van het verzoek er door de dienst Toezicht Sociale Wetten, van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg een onderzoek betreffende de aard van de arbeidsrelatie werd geopend.

Conform artikel 338, §3, 1° van voormelde programmawet kan in dergelijke situatie door de commissie geen beslissing worden gegeven.

Bijgevolg is de aanvraag onontvankelijk.

Aldus uitgesproken ter zitting van 10 maart 2014

6.12 Décision n° 018 – secteur d’activité: Autres activités de poste et de courrier (NACEBEL 53.200)

Dossier nr: 018/NI/2014/03/7/X

Verzoekende partijen: X en Y

Aanvraag tot kwalificatie van de arbeidsrelatie

Gelet op artikel 329 van de programmawet (I) van 27 december 2006;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 februari 2013 houdende samenstelling en werking van de kamers van de Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie;

Gelet op artikel 338, §1 van voormelde programmawet dat stelt: « De kamers van de in artikel 329 bedoelde commissie hebben tot taak beslissingen te nemen betreffende de kwalificatie van een bepaalde arbeidsrelatie (...) »;

Gelet op de aanwezigheid van de meerderheid van de leden of de vertegenwoordigde leden van de kamer van de Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie;

Gelet op de aanvraag tot kwalificatie van de arbeidsrelatie, geregistreerd op 6 maart 2014;

Gelet op de voorgelegde stukken:

- Aanvraagformulier, gehandtekend door beide partijen op 5 maart 2014;

Gelet op het verzoek om bijkomende inlichtingen d.d. 18 maart 2014;

Gelet op het rappel van voormeld verzoek om bijkomende inlichtingen d.d. 3 april 2014, waarin gesteld wordt dat de Commissie een antwoord verlangt uiterlijk op 22 april 2014;

Gelet op het ontbreken van een antwoord op voormelde verzoeken;

Overwegende dat deze aanvraag werd ingediend binnen de in artikel 338, §2 van voormelde programmawet gestelde termijn;

De Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie, samengesteld uit:

- De heer Lieven Lenaerts, voorzitter
- De heer Wim Brouckaert, als vertegenwoordiger van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, plaatsvervangend lid
- De heer Brecht Stalmans, als vertegenwoordiger van de FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg, plaatsvervangend lid
- De heer Sven Vanhuyse, als vertegenwoordiger van de FOD Sociale Zekerheid, Directie- generaal Zelfstandigen, vast lid
- De heer Erwin Tavernier, als vertegenwoordiger van het Rijksinstituut voor de Sociale Verzekeringen der Zelfstandigen, vast lid

Beslist:

De Commissie heeft de aanvraag tot kwalificatie van de arbeidsrelatie, die haar door de verzoekers werd voorgelegd, onderzocht en komt tot de vaststelling dat de aanvraag onvolledig is en dat zij over onvoldoende gegevens beschikt om tot een beslissing te komen.

Gezien de voorzitter, naast de informatie bezorgd via het aanvraagformulier, bijkomende inlichtingen noodzakelijk achtte om te oordelen, werd een schriftelijk verzoek gericht aan de verzoekers op 18 maart 2014.

Bij gebreke aan antwoord werd op 3 april 2014 een herinneringsschrijven verstuurd. In dit rappel werd gevraagd het antwoord uiterlijk op 22 april 2014 te bezorgen.

Ook deze brief bleef tot op heden onbeantwoord.

Bijgevolg kan de Commissie enkel concluderen dat de aanvraag door zijn onvolledigheid onontvankelijk is.

Aldus uitgesproken ter zitting van 7 mei 2014

6.13 Décision n° 019 – secteur d'activité: Autres activités de construction spécialisées (NACEBEL 43.999)

Dossier n° : 019-FR-2014-26/02_X

Partie demanderesse: Monsieur X

Contre : La société Y

Demande de requalification de la relation du travail

Vu l'article 329 de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 ;

Vu l'article 338, §1 de la loi-programme disposant que : « Les chambres de la Commission visée à l'article 329 ont comme tâche de rendre des décisions relatives à la qualification d'une relation de travail déterminée [...] » ;

Vu l'arrêté royal du 11 février 2013 relatif à la composition de la Commission Administrative de règlement de la relation de travail ;

Vu la présence de la majorité des membres de la chambre de la Commission Administrative de règlement de la relation de travail ;

Vu la demande introduite le 23/01/2014, et enregistrée le 31/01/2014 ;

Vu les pièces déposées, dont :

- Lors de l'introduction de la demande : le Formulaire de demande complété et signé
- A tire d'Informations supplémentaires du 08.04.2014
 - les réponses notées sur la lettre de demande d'informations supplémentaires
 - le Procès-verbal de nomination en tant qu'associé actif

Attendu que la demande a été déposée dans le délai imparti par l'article 338, §2 de la loi-programme précitée ;

Attendu que la partie demanderesse déclare dans son formulaire de demande qu'elle ne se trouve pas dans l'une des situations visées à l'article 338 §3 de la loi-programme précitée ;

La Commission Administrative de règlement de la relation du travail, composée de :

- Monsieur Jean-François NEVEN, Conseiller à la Cour du travail, Président.
- Madame Muriel GALERIN, Représentante de l'INASTI, Membre effective
- Monsieur Julien BARTHOLOME, Représentant du SPF Emploi, Membre effectif
- Monsieur Ylber ZEJNULLAHU, Représentant du SPF Sécurité Sociale, Direction générale politique sociale, Membre suppléant
- Monsieur Frédéric SAUVAGE, Représentant du SPF Sécurité Sociale, Direction générale Indépendants, Membre suppléant

Décide à la majorité:

Après avoir examiné la demande de requalification de la relation de travail qui lui a été soumise par la partie requérante,

Qu'il y a lieu de rappeler que pour examiner un dossier qui lui est soumis, la Commission tient compte de la relation de travail au moment de l'introduction de la requête.

Que, la Commission, sur base des éléments soumis par le requérant, constate que la société Y a mis fin à la relation de travail avec le requérant à la fin du mois de septembre 2013.

Or,

- la création de la « Commission de règlement de la relation de travail » par la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 (rebaptisé par la suite "commission administrative de règlement de la relation de travail" par la loi du 25 août 2012 modifiant le Titre XIII de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006, en ce qui concerne la nature des relations de travail) s'inscrit dans un cadre préventif, un des objectifs étant de "*garantir une meilleure sécurité juridique dans les relations de travail, par une approche résolument préventive.*" (Projet de Loi-programme (I), Doc. Parl., Chambre, 2006-2007, 51-2773/001, p. 207) ;
- dans les travaux préparatoires de cette loi-programme, la mission de la Commission est décrite comme une mission de « *ruling social* », à savoir la prise de décisions concernant la nature d'une relation de travail particulière (Ibid, p. 207) ;
- les travaux préparatoires précisent aussi que « (...) *le présent projet s'est attaché à développer un volet préventif de manière à réduire au maximum toute insécurité juridique et propose, dans cette optique, d'instituer une « Commission de règlement de la relation de travail ».*

Qu'il a aussi été précisé que l'objectif est triple :

- « *assurer une approche paritaire du phénomène des faux indépendants, aucun des statuts de salarié et de travailleur indépendant n'ayant vocation à prévaloir sur l'autre ;*
- *permettre d'organiser au mieux l'utilisation des expertises disponibles quant à l'analyse de la nature de la relation de travail (tant dans les institutions publiques que dans la société civile),*
- *assurer, par une approche résolument préventive, une meilleure sécurité juridique dans les relations de travail en Belgique »* (Ibid., p.206-207).

Qu'au vu des objectifs de la loi et du caractère nécessairement préventif du "*ruling social*", la Commission administrative, n'est pas compétente pour s'exprimer sur les relations de travail déjà terminées.

Dans ces conditions, la Commission considère que la demande de requalification de la relation de travail précitée n'est **pas recevable**.

Ainsi prononcé à la séance du 28/04/2014.

6.14 Décision n° 020 – secteur d’activité: Nettoyage courant des bâtiments (NACEBEL 81.210)

Dossier n° : 020-FR-2014-03/11_X

Partie demanderesse : X

Contre : La société Y

Demande de requalification de la relation du travail

Vu l’article 329 de la loi programme (I) du 27 décembre 2006 ;

Vu l’article 338, §1 de la loi programme disposant que : « Les chambres de la commission visée à l'article 329 ont comme tâche de rendre des décisions relatives à la qualification d'une relation de travail déterminée [...] » ;

Vu l’arrêté royal du 11 février 2013 relatif à la composition de la Commission Administrative de règlement de la relation de travail ;

Vu la présence de la majorité des membres de la Chambre de la Commission Administrative de règlement de la relation de travail;

Vu la demande introduite le 11.03.2014;

Vu les pièces déposées :

Lors de l’introduction de la demande, le 11.03.2014 :

- Formulaire de demande complété et signé

Dans le cadre de la communication d’informations supplémentaires du 23.04.2014:

- Lettre expliquant la relation de travail
- Statuts de la société - Annexe portant la date du 16/01/2013
- Accord de travail entre le requérant et la société - Annexe portant un n° PDR/14.672

La Commission Administrative de règlement de la relation du travail, composée de :

- Monsieur Jean-François NEVEN, Conseiller à la Cour du travail, Président.
- Madame Muriel GALERIN, Représentante de l’INASTI, Membre effective
- Monsieur Julien BARTHOLOME, Représentant du SPF Emploi, Membre effectif
- Monsieur Ylber ZEJNULLAHU, Représentant du SPF Sécurité Sociale, Direction générale politique sociale, Membre suppléant
- Monsieur Frédéric SAUVAGE, Représentant du SPF Sécurité Sociale, Direction générale Indépendants, Membre suppléant

Décide à la majorité:

La Commission a examiné la demande de requalification de la relation de travail qui lui a été soumise par le requérant, le **11 mars 2014**.

De l'examen du dossier il ressort que la relation de travail a débuté le **7 janvier 2013**.

Selon l'article 338, § 2, alinéa 3 de la Loi-programme du 27 décembre 2006, telle que modifiée par la Loi du 25 août 2012, la demande de qualification de la relation de travail doit être introduite auprès de la Commission dans un délai d'un an à partir du début de la relation de travail.

A la lumière de ce qui précède, il est donc constaté que le délai légal d'un an prévu pour l'introduction de la demande, n'a pas été respecté.

Par conséquent, la demande qui a été formulée hors délai, **n'est pas recevable**.

Ainsi prononcé à la séance du 28/04/2014.

6.15 Décision n° 021 – secteur d'activité: Cafés et bars (NACEBEL 56.301)

Dossier n° : 021-FR-2014-03/20-X

Partie demanderesse: X

Contre : Y SPRL

Demande de requalification de la relation du travail

Vu l'article 329 de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 ;

Vu l'article 338, §1 de la loi-programme disposant que : « Les chambres de la Commission visée à l'article 329 ont comme tâche de rendre des décisions relatives à la qualification d'une relation de travail déterminée [...] » ;

Vu l'arrêté royal du 11 février 2013 relatif à la composition de la Commission Administrative de règlement de la relation de travail ;

Vu la présence de la majorité des membres de la chambre de la Commission Administrative de règlement de la relation de travail ;

Vu la demande introduite le 20/03/2014, et enregistrée le 25/03/2014 ;

Vu les pièces déposées lors de l'introduction de la demande dont :

- le formulaire de demande (complété et signé)
- les informations publiées au Moniteur belge concernant les mouvements de parts et les changements de gérants au sein de la société Y (du 23/10/2013, 12/08/2013 ; 10/07/2013 et 7/01/2013)

Entendu Madame X à l'audience du 02.06.2014,

Attendu qu'à cette occasion, elle a évoqué :

- ses conditions de travail (en ce compris les horaires)
- le salaire de 1260 Euros par mois qui lui avait été promis,
- le fait que seul un montant de 1380 euros lui a été payé pour les prestations de septembre 2013, les prestations d'octobre 2013 à février 2014 étant restées impayées ;
- la fin des relations de travail, le 23 février 2014,
- le caractère fictif des 5 parts qu'elle détenait dans la société,
- les menaces et violence dont elle aurait été l'objet de la part de l'ancien gérant de la société, le 13 mars 2014,
- les craintes qu'elle ressent toujours actuellement,
- les contacts pris avec l'inspection sociale du SPF Sécurité sociale,

Vu la confirmation par la requérante de la rupture de sa relation de travail avec la société Y en date du 23 février 2014, suite à la décision du gérant de la société,

Vu les pièces déposés lors de l'audition du 2 juin 2014, dont :

- la lettre du 20 mars 2014 de la caisse d'assurances sociales (*Partena*) de la requérante demandant des informations sur l'assujettissement de l'intéressée à la sécurité sociale adressée à l'Inspection sociale du SPF sécurité sociale (et précisant la date de rupture de la relation de travail)
- le procès-verbal d'audition de la DG Inspection sociale du SPF Sécurité sociale du 14 mai 2014
- la décision de la DG Inspection sociale du SPF sécurité sociale du 19 mai 2014 de suspendre le dossier en attente de la décision de la Commission des relations de travail

Attendu que la demande a été déposée dans le délai imparti par l'article 338, §2 de la loi-programme précitée ;

Attendu que la partie demanderesse déclare dans son formulaire de demande qu'elle ne se trouve pas dans l'une des situations visées à l'article 338 §3 de la loi-programme précitée ;

La Commission Administrative de règlement de la relation du travail, composée de :

- Monsieur Jean-François NEVEN, Conseiller à la Cour du travail de Bruxelles, Président
- Madame Muriel GALERIN, Représentante de l'INASTI, Membre effective
- Monsieur Julien BARTHOLOME, Représentant du SPF Emploi, Membre effectif
- Madame Anne-Cécile SCHREUER, Représentante de l'ONSS, Membre effective
- Monsieur Frédéric SAUVAGE, Représentant du SPF Sécurité Sociale, Direction générale Indépendants, Membre suppléant

Décide à la majorité:

La Commission a examiné la demande de qualification de la relation de travail qui lui a été soumise la partie requérante,

Qu'il y a lieu de rappeler que pour examiner un dossier qui lui est soumis, la Commission tient, en principe, compte de la relation de travail au moment de l'introduction de la requête,

Que, la Commission, sur base des éléments soumis par la requérante, constate qu'il a été mis fin à la collaboration professionnelle avec la société Y le 23 février 2014, alors que la demande auprès de la Commission a été introduite le 20 mars 2014,

Qu'il y a dès lors lieu de s'interroger sur la recevabilité de la demande,

Qu'il résulte des travaux préparatoires de la loi ayant institué la Commission qu'elle a une mission essentiellement préventive,

Qu'il a été précisé que l'objectif est triple :

- « assurer une approche paritaire du phénomène des faux indépendants, aucun des statuts de salarié et de travailleur indépendant n'ayant vocation à prévaloir sur l'autre ;
- permettre d'organiser au mieux l'utilisation des expertises disponibles quant à l'analyse de la nature de la relation de travail (tant dans les institutions publiques que dans la société civile),

- *assurer, par une **approche résolument préventive**, une meilleure sécurité juridique dans les relations de travail en Belgique* » (Projet de Loi-programme (I), Doc. Parl., Chambre, 2006-2007, 51-2773/001, p.206-207).

Qu'en fonction de cet objectif préventif, la loi a prévu que la Commission devait être saisie au moment du début de la relation de travail ou dans un délai déterminé suivant le début de celle-ci,

Qu'il en résulte que la Commission ne peut se prononcer sur une relation déjà terminée, car à ce moment la Commission n'est plus en mesure d'assurer la sécurité juridique de la relation de travail et ne peut plus prévenir un litige, qui le cas échéant est déjà en cours,

Qu'au vu des objectifs de la loi et du caractère nécessairement préventif du "*ruling social*", la Commission administrative estime ne pas être compétente pour se prononcer sur une relation de travail déjà terminée,

Que dans ces conditions, la Commission considère que la demande de requalification de la relation de travail précitée n'est **pas recevable**,

Qu'il appartient dès lors à l'Inspection sociale de donner la suite qu'elle estime nécessaire, au procès-verbal d'audition du 14 mai 2014,

Ainsi prononcé à la séance du 02 juin 2014.

6.16 Décision n° 022 – secteur d’activité: Activités des agents et courtiers en services bancaires (NACEBEL 66.191)

Dossier n° : 022-FR-2014-03/20_X-Y

Parties demanderes (demande conjointe):

Z SPRL, représentée par son gérant, Monsieur X et Monsieur Y, employé,

Demande de qualification de la relation de travail

Vu l’article 329 de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 ;

Vu l’article 338, §1 de la loi-programme (I) disposant que : « Les chambres de la Commission visée à l'article 329 ont comme tâche de rendre des décisions relatives à la qualification d'une relation de travail déterminée [...] » ;

Vu l’arrêté royal du 11 février 2013 relatif à la composition de la commission administrative de règlement de la relation de travail ;

Vu la présence de la majorité des membres de la chambre de la Commission Administrative de règlement de la relation de travail ;

Vu la demande introduite le 26/03/2014 et enregistrée le 31/03/2014 ;

Vu les pièces déposées lors de l’introduction de la requête, dont :

- le formulaire de demande complété et signé ;
- la carte d’identité des requérants ;
- la lettre explicative (en annexe du formulaire) ;

Vu les pièces déposées le 27/05/2014 à la suite de la demande d’informations supplémentaires du 13/05/2014, dont :

- un projet de convention intitulée *Convention sous-seing privé de division de propriété et de partage de rémunération dans un portefeuille d’assurance* (signée le 15/05/2014) ;
- une *lettre signée* par Monsieur X attestant que la SPRL W ne sera d’aucune manière bénéficiaire de l’activité complémentaire qui sera exercée par Monsieur Y et indiquant que la répartition des revenus de cette activité sera partagée entre 3 parties selon une clé de répartition définie dans le projet de convention.

Attendu que la demande a été déposée dans le délai imparti par l’article 338 §2 de la loi-programme précitée;

Attendu que la partie demanderesse déclare, dans son formulaire de demande, qu'elle ne se trouve pas dans l'une des situations visées à l'article 338 §3 de la loi-programme précitée.

La Commission Administrative de règlement de la relation du travail, composée de :

- Monsieur Jean-François NEVEN, Conseiller à la Cour du travail, Président
- Madame Muriel GALERIN, Représentante de l'INASTI, Membre effective
- Monsieur Julien BARTHOLOME, Représentant du SPF Emploi, Membre effectif
- Madame Marie-Hélène VRIELINCK, Représentante de l'ONSS, Membre effective
- Monsieur Frédéric SAUVAGE, Représentant du SPF Sécurité Sociale, Direction générale Indépendants, Membre suppléant

Décide à la majorité:

La Commission a examiné la demande de règlement de la relation de travail qui lui a été soumise par les requérants ;

Que de l'examen du dossier il ressort que la requête vise la relation de travail dans le cadre d'une nouvelle activité de courtage en assurance devant intervenir entre : Z SPRL représentée par son gérant, Monsieur X, Monsieur Y, employé, et Monsieur Q;

Qu'il apparaît que l'une des parties, Monsieur Y, employé, est par ailleurs, employé de la société W,

Que la décision de la Commission est donnée sur la base uniquement de la situation spécifique des requérants telle qu'elle résulte du formulaire de la demande, de la convention et des autres éléments du dossier déposé par les requérants à la Commission ;

Que les requérants indiquent leur volonté de conclure une relation de travail indépendante portant sur une activité de courtage en assurance;

Que les requérants prévoient dans leur convention les éléments suivants :

- la répartition des parts de propriété pour chacun des membres sur les nouveaux portefeuilles constitués auprès des compagnies citées et à venir ;
- l'égalité des parties et l'absence d'un lien de subordination ;
- la répartition des dépenses à parts égales entre les parties ;
- la répartition des bénéfices (après charges) ;
- la répartition des parts et les modalités de vente en cas de départ d'un des associés ;
- l'engagement solidaire et indivisible entre les parties et leurs héritiers ;
- l'ouverture d'un compte bancaire en co-titularité par les 3 parties.

Que ces éléments ne contredisent pas la qualification de relation indépendante choisie par les parties ;

Que l'article 5bis de la loi du 3 juillet 1978 précise que « des prestations de services complémentaires exécutées en application d'un contrat d'entreprise sont présumées l'être en application d'un contrat de travail sans que la preuve du contraire puisse être apportée lorsque le prestataire des services et le bénéficiaire de ceux-ci sont liés par un contrat de travail pour l'exercice d'activités similaires » ;

Qu'il résulte des explications des parties que l'employeur de Monsieur Y n'est pas partie à la convention et ne sera pas le bénéficiaire des prestations auxquelles elle donnera lieu ;

Que dans ces conditions, il n'y a pas lieu d'envisager l'application de l'article 5*bis* précité ;

Par ces motifs et au vu de tous les éléments susmentionnés, la commission administrative estime que la demande de qualification de la relation de travail précitée est recevable et fondée et que les éléments ne contredisent pas la qualification d'indépendant.

Ainsi prononcé à la séance du 2/06/2014.

6.17 Décision n° 023 – secteur d’activité: Restauration à service restreint (NACEBEL 56.102)

Dossier n° : 023-FR-2014-04-07-X

Partie demanderesse : X

Contre : Monsieur Y Snack/Sandwicherie (d’après les renseignements de la demande)

Demande de requalification de la relation du travail

Vu l’article 329 de la loi programme (I) du 27 décembre 2006 ;

Vu l’article 338, §1 de la loi programme disposant que : « Les chambres de la Commission visée à l'article 329 ont comme tâche de rendre des décisions relatives à la qualification d'une relation de travail déterminée [...] » ;

Vu l’arrêté royal du 11 février 2013 relatif à la composition de la Commission Administrative de règlement de la relation de travail ;

Vu la présence de la majorité des membres de la Chambre de la Commission Administrative de règlement de la relation de travail;

Vu la demande introduite le 04/04/2014 et enregistrée le 08/04/2014 (formulaire signé reçu le 14/04/14) ;

Vu les pièces déposées :

- Le formulaire de demande du 4/04/2014

La Commission Administrative de règlement de la relation du travail, composée de :

- Monsieur Jean-François NEVEN, Conseiller à la Cour du travail, Président.
- Madame Muriel GALERIN, Représentante de l’INASTI, Membre effective
- Monsieur Julien BARTHOLOME, Représentant du SPF Emploi, Membre effectif
- Monsieur Ylber ZEJNULLAHU, Représentant du SPF Sécurité Sociale, Direction générale politique sociale, Membre suppléant
- Monsieur Frédéric SAUVAGE, Représentant du SPF Sécurité Sociale, Direction générale Indépendants, Membre suppléant

Décide à la majorité:

La Commission a examiné la demande de requalification de la relation de travail qui lui a été soumise par le requérant, le **4/04/2014**.

De l’examen du dossier il ressort que la relation de travail a débuté en **mai 2011**.

Selon l'article 338, § 2, alinéa 3 de la Loi-programme du 27 décembre 2006, telle que modifiée par la Loi du 25 août 2012, la demande de qualification de la relation de travail doit être introduite auprès de la Commission dans un délai d'un an à partir du début de la relation de travail.

A la lumière de ce qui précède, il est donc constaté que le délai légal d'un an prévu pour l'introduction de la demande, n'a pas été respecté.

Par conséquent, la demande qui a été formulée hors délai, **n'est pas recevable**.

Ainsi prononcé à la séance du 28/04/2014.

6.18 Décision n° 024 – secteur d’activité: Activités des sportifs indépendants (NACEBEL 93.192)

Dossier n° : 024-FR-2014-05-08_X

Partie demanderesse : X

Demande de requalification de la relation du travail

Vu l’article 329 de la loi programme (I) du 27 décembre 2006 ;

Vu l’article 338, §1 de la loi programme disposant que : « Les chambres de la Commission visée à l'article 329 ont comme tâche de rendre des décisions relatives à la qualification d'une relation de travail déterminée [...] » ;

Vu l’arrêté royal du 11 février 2013 relatif à la composition de la Commission Administrative de règlement de la relation de travail ;

Vu la présence de la majorité des membres de la Chambre de la Commission Administrative de règlement de la relation de travail;

Vu la demande introduite le 08/05/2014 et enregistrée le jour même;

Vu les pièces déposées, soit :

- Le formulaire de demande complété et signé, le 08/05/2014

Vu la décision du 2 juin 2014 de reporter l’examen du fond du dossier par manque d’informations nécessaires, et la demande d’informations supplémentaires ;

Attendu que le requérant n’a pas répondu à la demande d’informations supplémentaires du 18 juin 2014 ;

La Commission Administrative de règlement de la relation du travail, composée de :

- Monsieur Jean-François NEVEN, Conseiller à la Cour du travail de Bruxelles, Président
- Madame Muriel GALERIN, Représentante de l’INASTI, Membre effective
- Monsieur Christian DEKEYSER Représentant du SPF Sécurité Sociale, Direction générale Indépendants, Membre effectif
- Monsieur Julien BARTHOLOME, Représentant du SPF Emploi, Membre effectif
- Madame Marie-Hélène VRIELINCK, Représentante de l’ONSS, Membre effective

Décide à la majorité:

La commission a examiné la demande de requalification de la relation de travail qui lui a été soumise par le requérant, le **8/05/2014**.

De l'examen du dossier, il ressort que la relation de travail entre le requérant et Y, a débuté le 1^{er} janvier 2007.

L'article 338, § 2, alinéa 3 de la Loi-programme du 27 décembre 2006, telle que modifiée par la Loi du 25 août 2012, prévoit qu'une demande de qualification de la relation de travail peut être introduite auprès de la commission dans un délai d'un an à partir du début de la relation de travail.

Selon cette disposition :

*« (les) décisions peuvent (...) être rendues à l'initiative de toute partie à une relation de travail ou à une relation de travail envisagée dont le statut de travailleur salarié ou de travailleur indépendant est incertain, et **qui en fait la demande directement à la commission administrative, soit préalablement au début de la relation de travail soit dans un délai d'un an à partir du début de la relation de travail** ».*

A la lumière de ce qui précède, il doit être constaté que le délai légal d'un an prévu pour l'introduction de la demande, n'a pas été respecté.

Par conséquent, la demande a été formulée hors délai et **n'est dès lors pas recevable**.

Ainsi prononcé à la séance du 08/09/2014.

6.19 Décision n° 025 – secteur d’activité: Activités des médecins spécialistes (NACEBEL 86.220)

Dossier n° : 025-FR-2014-06/10_X-Y

Parties demanderesse (demande conjointe):

Monsieur X et Madame Y

Demande de qualification de la relation de travail

Vu l’article 329 de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 ;

Vu l’article 338, §1 de la loi-programme (I) disposant que : « Les chambres de la Commission visée à l'article 329 ont comme tâche de rendre des décisions relatives à la qualification d'une relation de travail déterminée [...] » ;

Vu l’arrêté royal du 11 février 2013 relatif à la composition de la Commission Administrative de règlement de la relation de travail ;

Vu la présence de la majorité des membres de la chambre de la Commission Administrative de règlement de la relation de travail;

Vu la demande introduite le 10/06/2014 et enregistrée le jour même;

Vu les pièces déposées :

Lors de l’introduction de la demande:

- Formulaire de demande complété et signé

A la suite d’une demande d’informations complémentaires:

- Lettre expliquant la relation de travail (date du début :1/10/2009 et date de fin : 31/05/2014) avec la SPRL Z,
- Contrat de travail (CDI) entre la SPRL Z, représentée par monsieur X (gérant) et madame Y (employée administrative)
- Horaires de travail (en annexe au contrat de travail avec la SPRL Z)

Attendu que la demande a été déposée dans le délai imparti par l’article 338 §2 de la loi-programme précitée;

Attendu que la partie demanderesse déclare, dans son formulaire de demande, qu’elle ne se trouve pas dans l’une des situations visées à l’article 338 §3 de la loi-programme précitée;

La Commission Administrative de règlement de la relation du travail, composée de :

- Monsieur Jean-François NEVEN, Conseiller à la Cour du travail de Bruxelles, Président
- Madame Muriel GALERIN, Représentante de l'INASTI, Membre effective
- Monsieur Christian DEKEYSER Représentant du SPF Sécurité Sociale, Direction générale Indépendants, Membre effectif
- Monsieur Julien BARTHOLOME, Représentant du SPF Emploi, Membre effectif
- Madame Marie-Hélène VRIELINCK, Représentante de l'ONSS, Membre effective

Décide à la majorité:

La Commission a examiné la demande de règlement de la relation de travail qui lui a été soumise par les requérants ;

Que de l'examen du dossier il ressort que la requête vise une activité de secrétaire médicale dans le cadre d'un contrat de travail conclu entre Madame Y et son mari le Docteur Dr X;

Que si la relation de travail a été précédée d'une collaboration avec la SPRL Z, le contrat entre Madame Y et le Docteur X, est en cours depuis moins d'un an ;

Que la demande répond donc aux conditions de l'article 338 §2 alinéa 3 in fine de la loi précitée qui dispose que les décisions de la commission peuvent être rendues « [...] soit préalablement au début de la relation de travail soit dans un délai d'un an à partir du début de la relation de travail [...] »;

Que la volonté des requérants de conclure une relation de travail de salarié (à mi-temps) est confirmée par la signature conjointe du formulaire de demande adressé à la commission ;

Que la décision de la commission est donnée sur la base des éléments fournis par les requérants (cf. ci-dessus) et des autres éléments décrits dans le formulaire de demande adressé par les requérants à la commission ;

Que les requérants exposent que :

- L'organisation du temps de travail est fixée par le Docteur X et est modifiable selon les besoins du service,
- L'horaire est fixe : du lundi au vendredi, de 8h30 à 12h30,
- Un contrôle hiérarchique est exercé sur place par le Docteur X,
- Les fonctions de Mme Y, en tant que secrétaire médicale, comportent les tâches suivantes: traitement des appels téléphoniques, classement des dossiers médicaux, accueil des patients, facturation des tiers payants, comptabilité,

Que ces éléments ne contredisent pas la qualification de relation de travail salarié ;

Que le caractère familial de la relation de travail n'est pas incompatible avec cette qualification ;

Qu'un lien de subordination peut exister entre époux, comme le confirment la doctrine et la jurisprudence en la matière :

Qu'il a, en effet, été jugé que :

- « Un lien de subordination peut aussi exister entre époux dans le cadre d'une société. Lorsqu'il y a un lien de subordination effectif, l'administrateur d'une personne morale ou l'employeur d'une

personne physique peut être l'époux du travailleur : C.trav. Liège, 5 avril 1988, Chron., D.S., 1990, 398 » ;

- « *La qualité d'époux et la communauté d'intérêt qui y est liée ne font pas obstacle au lien de subordination : C. trav. Bruxelles, 26 novembre 1986, R.D.S., 1987, 327 ; C.trav. Mons, 7 novembre 1990, Chron. D.S., 1991, 179 ; C.trav. Gand (sect.Gand), 19 mai 2003, R.A.B.G. 2003, 1125, note D. VAN STRIJTHEM ; C. trav.Anvers, 16 décembre 2004, Or., 2005 (obs. A.VANOPPEN), 4,1 ; Trib. Trav. Charleroi, 27 avril 1989, J.T.T., 1989, 441) ;*

Par ces motifs et au vu de tous les éléments susmentionnés, la Commission décide que la demande de qualification de la relation de travail précitée est **recevable et fondée** et que les éléments fournis ne contredisent pas la qualification de travail salarié.

Ainsi prononcé à la séance du 08/09/2014.

6.20 Décision n° 026 – secteur d’activité: Restauration à service restreint (NACEBEL 56.102)

Dossier nr: 026-NL-2014-06-9- Y

Verzoekende partij: BVBA X

Aanvraag tot kwalificatie van de arbeidsrelatie

Gelet op artikel 329 van de programmawet (I) van 27 december 2006;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 februari 2013 houdende samenstelling en werking van de kamers van de Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie;

Gelet op artikel 338, §1 van voormelde programmawet dat stelt: « De kamers van de in artikel 329 bedoelde commissie hebben tot taak beslissingen te nemen betreffende de kwalificatie van een bepaalde arbeidsrelatie [...] »;

Gelet op de aanwezigheid van de meerderheid van de leden of de vertegenwoordigde leden van de kamer van de Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie;

Gelet op de aanvraag tot kwalificatie van de arbeidsrelatie, ontvangen op 2 juni 2014;

Gelet op de voorgelegde stukken:

- Aanvraagformulier, met de handtekening van mevrouw Y dd. 26 mei 2014;

Gelet op het schrijven dd. 24 juni 2014 waarbij de BVBA X om bijkomende inlichtingen wordt verzocht;

Gelet op de mail dd. 30 juni 2014 waarbij de bijkomende inlichtingen worden overgemaakt;

Gelet op het schrijven dd. 11 augustus 2014 waarbij de BVBA X op de hoogte wordt gebracht van het feit dat de aanvraag zal behandeld worden ter zitting van 25 augustus 2014 en waarbij de aanvrager wordt uitgenodigd ter zitting, teneinde gehoord te worden;

Gelet op het verzoek tot uitstel vanwege mevrouw Y dd. 12 augustus 2014;

Gelet op de mail dd. 22 augustus 2014 waarbij het verzoek tot uitstel wordt ingewilligd en een nieuwe datum voor de zitting wordt vastgelegd op 22 september 2014;

Gelet op de mail dd. 22 augustus 2014 waarbij mevrouw Y nogmaals om uitstel verzoekt;

Gelet op de mail dd. 22 september 2014 waarbij het tweede verzoek tot uitstel wordt ingewilligd en een nieuwe datum voor de zitting wordt vastgelegd op 14 oktober 2014;

Gelet op de mondelinge toelichting van mevrouw Y en de heer Z, beiden zaakvoerder van de BVBA X, tijdens de zitting van 14 oktober 2014;

Overwegende dat de aanvraag werd ingediend binnen de in artikel 338, §2 van voormelde programmawet gestelde termijn;

Overwegende dat de aanvrager zich, blijkens zijn aanvraagformulier, niet bevindt in één van de toestanden opgenomen in artikel 338, §3 van voormelde programmawet;

De Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie, samengesteld uit:

- De heer Lieven Lenaerts, voorzitter
- De heer Wim Brouckaert, als vertegenwoordiger van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, plaatsvervangend lid
- Mevrouw Sarah Depuydt, als vertegenwoordiger van de FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg, vast lid
- De heer Wim De Booser, als vertegenwoordiger van de FOD Sociale Zekerheid, Directie-generaal Zelfstandigen, plaatsvervangend lid
- De heer Erwin Tavernier, als vertegenwoordiger van het Rijksinstituut voor de Sociale Verzekeringen der Zelfstandigen, vast lid

Beslist:

De Commissie heeft de aanvraag tot kwalificatie van de arbeidsrelatie, die haar door de verzoeker werd voorgelegd, onderzocht.

Zij heeft vastgesteld dat de aanvraag ontvankelijk is en heeft als volgt beslist:

Overwegende dat het in casu niet gaat om een activiteit waarvoor de wetgever heeft voorzien in specifieke criteria conform artikel 334 van voormelde programmawet, noch om een activiteit opgenomen in artikel 337/1 van deze programmawet, dient de arbeidsrelatie in casu beoordeeld te worden aan de hand van de vier algemene criteria zoals opgenomen in artikel 333, §1 van voormelde programmawet, met name de wil der partijen, de vrijheid van organisatie van werktijd, de vrijheid van organisatie van het werk en de mogelijkheid een hiërarchische controle uit te oefenen.

Betreffende de **wil der partijen** wordt in het aanvraagformulier gesteld dat de partijen nog geen kwalificatie hebben gekozen. Op de vraag «welke kwalificatie van de arbeidsrelatie hebt u gekozen» wordt immers geantwoord: “nog geen omdat dit eigenlijk mijn vraag is wat kan en wat niet”.

Er werd ook nog geen overeenkomst opgemaakt.

Uit de formulering van de aanvraag, uit de antwoorden op de vragen ter verduidelijking van de aanvraag alsook uit de toelichting ter zitting blijkt dat zij een voorkeur hebben voor het zelfstandigenstatuut (“volgens het ondernemingsloket kan het wel als zelfstandige”, “zij heeft nu een eigen zaak en zou dan evt. een aanpassing doen van haar activiteit”, “indien het kan als zelfstandige hoe moet dat dan concreet?”).

Inzake de **vrijheid van organisatie van de werktijd** wordt in de aanvraag vermeld: “Zij mag dit zelf bepalen, verlofregeling dient zij gewoon door te geven en dan zal er gekeken worden of iemand haar kan vervangen zodat de zaak openblijft, maar ze moet geen verlof aanvragen”

De aanvraag stelt nog: *“Zij zal geen financiële aansprakelijkheid dragen. Wel zal er bv. een keer per trimester vergaderd worden over eventuele problemen, materiaal dat vervangen moet worden enzo. Maar voor de rest is zij zelf verantwoordelijk voor de planning, organisatie en uitbaten enzo van de frituur.”*

Op de vraag «Wie bepaalt er wanneer de zaak open is en wie bepaalt er bijgevolg welke uren/dagen betrokkene zal moeten werken? Kan zij zelf kiezen welke dagen de zaak gesloten is? Kan zij bijvoorbeeld 's morgens beslissen om de zaak die dag later te openen, vroeger te sluiten of helemaal niet te openen? Kan zij bijvoorbeeld beslissen om de zaak twee weken te sluiten zonder overleg?» wordt geantwoord: *“Momenteel zijn er aantal openingsuren van kracht en die zouden behouden moeten blijven, maar als het drukker is of minder druk of er is iets te doen dichtbij de frituur dan mag zij zelf beslissen om vroeger, later te openen of vroeger of later te sluiten. Bij een grotere sluitingsperiode zal er gekeken worden of iemand van het personeel of ikzelf haar kan vervangen zodat de zaak niet hoeft te sluiten.”*

Op de vraag of er zal nagezien worden wanneer de zaak geopend is, is het antwoord dat dit niet zal gecontroleerd worden.

Op de vraag of betrokkene eventuele afwezigheden (bv door middel van een doktersbriefje of een ander attest) moet verantwoorden wordt geantwoord: *“er moet geen doktersbriefje voorgelegd worden, tenzij bij langdurige afwezigheid zodat er kan gekeken worden voor vervanging door haar of door ons”*

Op de vraag of zij haar gepresteerde uren dient bij te houden (bijvoorbeeld met een prikklok) wordt geantwoord: *“neen er is geen prikklok en geen uren bij te houden van haar, wel van haar personeel”.*

Ter zitting herhaalden de zaakvoerders dat de medewerkster zelf zal kunnen kiezen welke dagen de zaak gesloten zal zijn en wanneer ze verlof zal nemen. Ze dient dit wel te signaleren en indien er een probleem rijst zal er samen naar een oplossing worden gezocht.

Wat betreft **de vrijheid van organisatie van het werk** vermeldt men in de aanvraag (in de rubriek «beschrijf de organisatie van het werk»): *“uitbaten van de frituur, personeel regeling, bestellingen doorgeven, kassa, onderhoud frituur, aankopen doen, werkregeling, organisatie “.*

Er werd een bijkomende vraag gesteld over het begrip “personeel regeling” (Wat wordt hiermee bedoeld? Betreft het hier haar eigen personeel of personeel in dienst van de bvba?).

Het antwoord hierop luidde: *“zij zal in principe geen eigen personeel hebben, tenzij zij natuurlijk bv. een poetsvrouw in dienst wil nemen om de opkuis van de frituur te doen zodat ze het zelf niet moet doen. Deze wordt dan beschouwd als haar personeel en moet zij daar zelf voor instaan qua regeling van uren, betalingen ed. de planning van het frituurpersoneel kan zij zelf ook over beslissen”*

De bijkomende vragen: «Kan zij zelf wijzigingen aanbrengen in het assortiment dat wordt verkocht? Kan zij bijvoorbeeld beslissen een deel van het assortiment te schrappen of zaken toe te voegen aan het assortiment (bv broodjes, sigaretten, kranten,...)?» en «Wie kiest de leveranciers? Wie onderhandelt met de leveranciers over de prijzen?» worden samen beantwoord: *“leveranciers en produkten zullen in overleg gebeuren gezien het om een bvba gaat met twee vestigingen en het assortiment toch een grotendeels overeen moet komen. Zo weten de klanten dan ook van de ene zaak dat ze dezelfde kwaliteit en produkten krijgen in de andere zaak”*

Op de vraag: «Kan zij zelf de prijzen bepalen, speciale promoties aanbieden, zelf reclamefolders maken?» wordt geantwoord: *“de administratie gebeurt door de zaakvoerders van de bvba dus ook de prijssetting, extra akties tijdens een kermis of braderie of dergelijke mag ze zelf over beslissen”*;

Uit de mondelinge toelichting op de zitting bleek dat BVBA X momenteel twee uitbatingszetels heeft, welke elk uitgebaat worden door één van de beide zaakvoerders. De bedoeling is dat de toekomstige medewerker één van de beide uitbatingszetels overneemt. Het personeel dat er momenteel werkt (drie studenten) zal er blijven werken. Het loon van dat personeel zal blijven betaald worden door de BVBA X. De nieuwe medewerkster zal zelf een maandloon ontvangen. Eventuele kosten die zij maakt (auto, telefoon, werkkledij) zullen door de BVBA X terugbetaald worden. De zaakvoerders verduidelijkten ter zitting dat zij zelf een goed zicht hebben op de omvang van het werk en zij bijgevolg perfect weten hoeveel personeel er nodig is om de zaak uit te baten. Bijkomende personeelsleden die de nieuwe medewerkster eventueel zou willen tewerkstellen, zoals bijvoorbeeld een poetsvrouw, zullen door die medewerkster zelf moeten gefinancierd worden.

Alle uitbatingskosten zijn en blijven ten laste van de BVBA X.

Betrokkene dient de door de zaakvoerders gekozen producten te verkopen aan door hen vastgelegde prijzen. Uit de mondelinge toelichting ter hoorzitting bleek dat betrokkene wel suggesties zou kunnen doen aangaande een uitbreiding en/of aanpassing van het productaanbod, doch dit dient te gebeuren via de zaakvoerders die uiteindelijk instaan voor de bestelling bij hun eigen vaste leveranciers.

Aangaande **de mogelijkheid om hiërarchische controle uit te oefenen** stelt de aanvraag op dit punt: *“Ja en nee (ik weet niet of dat onder “controle” valt. De boekhouding en alle handelingen betreffende het financiële deel zullen door mij als zaakvoerder uitgevoerd worden. Ook de administratieve boekhouding zal ik doen.)”*

Betreffende dit laatste wordt nog gepreciseerd: *“van de frituur (haar eigen administratie & boekhouding moet ze zelf doen)”*

Op de vraag of er periodiek toezicht uitgeoefend zal worden (bv. met betrekking tot de toestand/netheid van het lokaal, kwaliteit van de service, kwaliteit van de verkochte producten, openingsuren,...) wordt geantwoord: *“enkel indien de bvba bv. een negatief verslag zou krijgen van het FAVV of indien er boetes zouden betaald moeten worden. Dan kan het item onderhoud besproken worden. Zij is zelf verantwoordelijk voor de opslag van de produkten, het bijhouden van de houdbaarheid, het nazien van de leveringen, de kwaliteit van de produkten ed.”*

Rekening houdende met het voorgaande beslist de Commissie dat een arbeidsrelatie die overeenstemt met de intenties zoals in de huidige stand uiteengezet door mevrouw Y en de heer Z gekenmerkt wordt door de aanwezigheid van een gezagsband.

Hoewel er impliciet wordt gekozen voor het zelfstandigenstatuut en de medewerker een relatief grote vrijheid zal krijgen inzake de organisatie van de werktijd, wordt deze arbeidsrelatie vooral gekenmerkt door het feit dat betrokkene wat de vrijheid van de organisatie van het werk betreft, onvoldoende ruimte krijgt om haar werk zelfstandig te organiseren. De grote lijnen in verband met de organisatie van het werk zijn reeds vastgelegd door de BVBA X, zodat haar initiatiefrecht in dat verband erg wordt ingeperkt.

Uit de gegevens van het dossier en de hoorzitting blijkt immers dat de financiële en economische organisatie van de zaak in handen is van de zaakvoerders, terwijl betrokkene slechts uitvoerder zal zijn en

financieel slechts recht zal hebben op een overeengekomen loon, desgevallend aangevuld met een deelname in de winst. Zij zal haar activiteit ten behoeve van de zaakvoerders verrichten.

De medewerkster zal immers een maandloon ontvangen, dat qua omvang vergelijkbaar zal zijn met een maandloon van een werknemer, waardoor zij niet de ruimte zal hebben om zelf wezenlijke beslissingen over de organisatie van het werk te nemen, laat staan eigen investeringsbeslissingen. Zo heeft ze de vrijheid om een poetsvrouw in dienst te nemen, maar haar te beperkt maandloon laat dat niet toe, wat illustreert dat ze geen reële impact heeft op de organisatie van haar werk.

Op die manier zal de BVBA ook steeds de daadwerkelijke hiërarchische controle kunnen uitoefenen op het werk van betrokkene, omdat ze geen marge heeft om keuzes te maken en een eigen beleid te voeren. De vraag over de hiërarchische controle wordt ook met een “ja” en een “neen” beantwoord, maar ook hier wordt benadrukt dat alle handelingen betreffende het financiële deel door de zaakvoerder van de bvba zullen blijven gebeuren, zodat geen autonomie wordt toegekend en het werk in werkelijkheid hiërarchisch zal blijven gecontroleerd worden.

De Administratieve Commissie stelt dan ook dat een arbeidsrelatie, zoals in zijn huidige vorm voorgesteld, onverenigbaar is met de door de betrokkenen gekozen kwalificatie als zelfstandige en zou moeten geherkwalificeerd worden naar een arbeidsovereenkomst.

Bij deze dient erop gewezen te worden dat deze beslissing, bij afwezigheid van een schriftelijke overeenkomst en bij afwezigheid van een werkelijke uitoefening van de arbeidsrelatie, werd gebaseerd op de door mevrouw Y en de heer Z geuite intenties betreffende de arbeidsrelatie.

Deze beslissing is bindend voor de instellingen, vermeld in het hierna¹² aangehaalde art. 338, §4 van de programmawet (I) van 27 december 2006, behalve wanneer de voorwaarden betreffende de uitvoering van de arbeidsrelatie en waarop de beslissing werd gegrond, gewijzigd worden.

Aldus uitgesproken ter zitting van 14 oktober 2014

¹² Artikel 338, §4 van de Programmawet (I) van 27 december 2006 stelt: «Deze beslissing is bindend voor de instellingen die in de administratieve commissie vertegenwoordigd zijn evenals voor de sociaalverzekeringsfondsen bedoeld in artikel 20 van het koninklijk besluit nr38, behalve

1° wanneer de voorwaarden betreffende de uitvoering van de arbeidsrelatie en waarop de beslissing werd gegrond, gewijzigd worden. In dit geval heeft de intrekking van de beslissing uitwerking vanaf de dag van de wijziging van deze voorwaarden;

2° wanneer blijkt dat de elementen betreffende de kwalificatie van de arbeidsrelatie die door de partijen werden verschaft op een onvolledige of onjuiste wijze werden verschaft. In dat geval wordt de beslissing geacht nooit te hebben bestaan.

De instellingen van sociale zekerheid blijven er dus toe gemachtigd over te gaan tot een controle van het behoud van de elementen die de beslissing van de administratieve kamer hebben gegrond.

In de gevallen voorzien bij artikel 338, §2, tweede en derde lid, zijnde de beslissingen genomen op initiatief van een enkele partij van de arbeidsrelatie, worden deze beslissingen van kracht voor een periode van drie jaar.

Er kan door de partijen binnen de maand die volgt op de kennisgeving van de beslissing bij aangetekend schrijven, bij de arbeidsrechtbank van de plaats van de aanvrager(s) beroep worden aangetekend door het uitbrengen van een dagvaarding of door het neerleggen ter griffie van een tegensprekelijk verzoekschrift (art. 704, §1 Ger. W.) lastens de Belgische Staat (FOD Sociale Zekerheid). Het voorwerp van het beroep moet daarbij worden vermeld.

Indien geen enkel beroep wordt aangetekend, wordt de beslissing definitief.»

6.21 Décision n° 027 – secteur d’activité: Intermédiation en achat, vente et location de biens immobiliers pour compte de tiers (NACEBEL 68.311)

Dossier n° : 027-FR-2014-07-04_X

Partie demanderesse (demande unilatérale): Monsieur X

Demande de qualification de la relation de travail

Vu l’article 329 de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 ;

Vu l’article 338, §1 de la loi-programme (I) disposant que : « Les chambres de la commission visée à l’article 329 ont comme tâche de rendre des décisions relatives à la qualification d’une relation de travail déterminée [...] » ;

Vu l’arrêté royal du 11 février 2013 relatif à la composition de la commission administrative de règlement de la relation de travail ;

Vu la présence de la majorité des membres de la chambre de la commission administrative de règlement de la relation de travail;

Vu la demande introduite le 04/07/2014 et enregistrée le 07/07/2014;

Vu les pièces déposées :

- lors de l’introduction de la demande, soit :
 - o Formulaire de demande complété et signé (signé le 23/06 – date postale le 4/07/14)
 - o Annexe explicative (2 pages)
 - o Formulaire de demande complété et signé (copie du premier formulaire re-signé le 07/07/2014, reçu le 9/07/14)
 - o Annexe explicative (2 pages) – idem premier formulaire

- En réponse à une demande d’informations complémentaires, le 26.08.2014, soit :
 - o Lettre expliquant la relation de travail existant avec la société Y SPRL depuis le 12 décembre 2013 et précisant la date de constitution de la société (soit le 20/03/2013)
 - o Contrat de travail (CDI) à temps partiel, conclu entre la Y SPRL et le demandeur
 - o Statuts de la société

Attendu que la demande a été déposée dans le délai imparti par l’article 338 §2 de la loi-programme précitée;

Attendu que la partie demanderesse déclare, dans son formulaire de demande, qu’elle ne se trouve pas dans l’une des situations visées à l’article 338 §3 de la loi-programme précitée;

La Commission Administrative de règlement de la relation du travail, composée de :

- Monsieur Jean-François NEVEN, Conseiller à la Cour du travail de Bruxelles, Président

- Madame Muriel GALERIN, Représentante de l'INASTI, Membre effective
- Monsieur Christian DEKEYSER Représentant du SPF Sécurité Sociale, Direction générale Indépendants, Membre effectif
- Monsieur Julien BARTHOLOME, Représentant du SPF Emploi, Membre effectif
- Madame Marie-Hélène VRIELINCK, Représentante de l'ONSS, Membre effective

Décide à la majorité:

La commission a examiné la demande de règlement de la relation de travail qui lui a été soumise par le requérant ;

Que de l'examen du dossier il ressort que la requête vise la relation de travail existant entre d'une part Monsieur X et d'autre part la société Y **SPRL**, représentée par son gérant, Monsieur Z ;

Que la décision de la commission est prise sur la base uniquement des éléments transmis par le requérant ;

Que le requérant mentionne dans sa requête que dans le cadre de sa collaboration avec la société Y **SPRL**, il est en charge de la prospection de clients, de la négociation de mandats, de la visite des biens à des acquéreurs potentiels et du transmis des offres ;

Que les parties ont fait le choix d'une qualification de travail salarié ;

Qu'un contrat de travail a été conclu avec la société Y **SPRL** pour 1/3 temps,

Que ce contrat indique que Monsieur X « exerce une activité de représentant commercial, soumis à l'autorité de Monsieur Z pour toute activité liée au courtage immobilier » ;

Que le requérant dispose d'1/3 des parts de la société Y **SPRL** mais n'est pas titulaire d'un agrément I.P.I. et n'est donc pas repris sur la liste des agents immobiliers :

- que la qualité d'associé actif n'est pas incompatible avec un contrat de travail ;
- que l'absence d'agrément I.P.I. et l'impossibilité pour le requérant de signer des mandats au nom de la société, sont de nature à conforter l'existence d'un lien de subordination .

Que l'article 8 de la loi du 11 février 2013 qui précise que les agents immobiliers sont présumés de manière irréfragable exercer leur activité à titre indépendant, ne règle pas le statut des collaborateurs qui ne sont pas agréés par l'I.P.I. et qui ne peuvent porter le titre professionnel d'agent immobilier ;

Qu'il apparaît que les éléments soumis à la commission ne contredisent pas la qualification de relation de travail salarié ;

Que même si le requérant ne précise la nature de l'activité qu'il paraît exercer au bénéfice de la société Y **SPRL** en-dehors du tiers-temps prévu par le contrat de travail, il y a lieu d'attirer son attention sur une possible application de l'article 5bis de la loi du 3 juillet 1978 qui précise que « *des prestations de services complémentaires exécutées en application d'un contrat d'entreprise sont présumées l'être en application d'un contrat de travail sans que la preuve du contraire puisse être apportée lorsque le prestataire des services et le bénéficiaire de ceux-ci sont liés par un contrat de travail pour l'exercice d'activités similaires* » ;

Par ces motifs, au vu des éléments mentionnés par la présente décision, la commission administrative décide que la demande de qualification de la relation de travail précitée est **recevable et fondée** et que les éléments qui lui sont soumis, ne contredisent pas la qualification choisie par les parties.

Ainsi prononcé à la séance du 08/09/2014.

6.22 Décision n° 028 – secteur d'activité: Installation de machines et d'équipements industriels (NACEBEL 33.200)

Dossier nr: 028-NL-2014-09-7- EBVBA X

Verzoekende partijen: EBVBA X & mevr. Y

Aanvraag tot kwalificatie van de arbeidsrelatie

Gelet op artikel 329 van de programmawet (I) van 27 december 2006;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 februari 2013 houdende samenstelling en werking van de kamers van de Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie;

Gelet op artikel 338, §1 van voormelde programmawet dat stelt: « De kamers van de in artikel 329 bedoelde commissie hebben tot taak beslissingen te nemen betreffende de kwalificatie van een bepaalde arbeidsrelatie [...] »;

Gelet op de aanwezigheid van de meerderheid van de leden of de vertegenwoordigde leden van de kamer van de Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie;

Gelet op het aangetekend schrijven dd. 17 september 2014, gericht aan de Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie, met de handtekeningen van dhr. Z en mevr. Y. Dit schrijven werd ontvangen op 18 september 2014;

Gelet op het schrijven uitgaande van het secretariaat van de Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie dd. 23 september 2014, waarbij gevraagd wordt het bijgevoegd aanvraagformulier in te vullen;

Gelet op de aanvraag tot kwalificatie van de arbeidsrelatie, ontvangen per mail op 29 september 2014;

Gelet op de voorgelegde stukken:

- Aanvraagformulier, met de handtekening van mevr. Y en dhr. Z dd. 29 september 2014;

Gelet op de mail dd. 3 oktober 2014, waarbij bijkomende inlichtingen worden gevraagd;

Gelet op de mail dd. 3 oktober 2014 waarbij de gevraagde bijkomende inlichtingen worden overgemaakt;

Gelet op de mail dd. 27 oktober 2014 waarbij bijkomende inlichtingen worden gevraagd;

Gelet op de mail dd. 18 november 2014 waarbij aan de mail dd. 27 oktober 2014 wordt herinnerd, vermits er geen antwoord werd ontvangen;

Gelet op het aangetekend schrijven dd. 27 november 2014 waarbij aan de mails dd. 27 oktober 2014 en 18 november 2014 wordt herinnerd, vermits er geen antwoord werd ontvangen;

Gelet op de mail dd. 28 november 2014;

Overwegende dat de aanvrager zich, blijkens zijn aanvraagformulier, niet bevindt in één van de toestanden opgenomen in artikel 338, §3 van voormelde programmawet;

De Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie, samengesteld uit:

- De heer Lieven Lenaerts, voorzitter
- Mevrouw Pascale Mylemans, als vertegenwoordiger van de FOD Sociale Zekerheid, Directie-generaal Sociaal Beleid, vast lid
- Mevrouw Sarah Depuydt, als vertegenwoordiger van de FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg, vast lid
- De heer Sven Vanhuyse, als vertegenwoordiger van de FOD Sociale Zekerheid, Directie-generaal Zelfstandigen, vast lid
- De heer Erwin Tavernier, als vertegenwoordiger van het Rijksinstituut voor de Sociale Verzekeringen der Zelfstandigen, vast lid

Beslist:

De Commissie heeft de aanvraag tot kwalificatie van de arbeidsrelatie, die haar door de verzoeker werd voorgelegd, onderzocht.

Bij wege van een aangetekende brief, gedateerd op 17 september 2014 en ontvangen op 18 september 2014, verzoeken mevr. Y en dhr. Z, zaakvoerder van de BVBA X, of *“Y tewerkgesteld kan blijven binnen de firma X bvba”*.

In dit schrijven wordt verder uiteengezet dat mevr. Y tewerkgesteld was door de BVBA X (met RSZ-nummer A, wiens maatschappelijke benaming op 18 december 2013 werd gewijzigd in BVBA Q) van 8 september 2009 tot 31 december 2013 op deeltijdse basis à rato van 30u/week en van 1 oktober 2010 tot 18 december 2013 op deeltijdse basis à rato van 32u/week.

Vervolgens was zij tewerkgesteld door de EBVBA X (met RSZ-nummer B) van 19 december 2013 tot 31 maart 2014 à rato van 32u/week en van 1 april 2014 tot 12 juli 2014 à rato van 38u/week.

De anciënniteit opgebouwd binnen de (oude) BVBA X werd overgenomen door de (nieuwe) EBVBA X

Op 10 juli 2014 traden mevr. Y en dhr. Z, zaakvoerder van de BVBA X, in het huwelijk.

Dhr. Z is rechtstreeks zaakvoerder in de EBVBA X met RSZ-nummer B en zaakvoerder van de BVBA W, die op zijn beurt zaakvoerder is van de BVBA X met RSZ-nummer A.

Voormeld schrijven dd. 17 september 2014 stelt tevens dat mevr. Y *“momenteel haar wettelijke opzegperiode presteert”*

Bij brief (en mail) dd. 23 september 2014 werd gevraagd het meegestuurde aanvraagformulier in te vullen.

Bij wege van mail dd. 29 september 2014 werd het aanvraagformulier ontvangen.

Op 3 oktober 2014 werden er per mail volgende bijkomende inlichtingen gevraagd:

“Uit uw aanvraagformulier en uit de brief dd 17/09/2014 kan ik opmaken dat Mevr. Y van 8/9/2009 tot 18/12/2013 tewerkgesteld was onder het RSZ-nr A. Dat RSZ-nr behoorde toe aan de bvba X (ondernemingsnummer C – naam gewijzigd in bvba Q op 18/12/2013).

Vanaf 19/12/2013 werd zij tewerkgesteld onder het RSZ-nr. B. Dit behoort toe aan de bvba X (ondernemingsnummer D).

Uw aanvraagformulier en uw brief vermelden tevens dat Mevr. Y vanaf 12/07/2014 in haar opzegperiode zit, bijgevolg zal de arbeidsrelatie binnenkort (na het verstrijken van de opzeggingstermijn) beëindigd worden. Kunt u dit verduidelijken: waarom werd de overeenkomst beëindigd? Is het de bedoeling dat ze nadien opnieuw in dienst wordt genomen? Heeft dit aanvraagformulier tot doel na te gaan of Mevr. Y na het beëindigen van de huidige opzegperiode opnieuw in dienst kan genomen worden door de bvba X?"

Op dezelfde dag, 3 oktober 2014, werden volgend antwoord ontvangen:

"De arbeidsovereenkomst werd opgezegd in gevolge het huwelijk op 10.07.2014 en de onverenigbaarheid van ondergeschiktheid binnen het bedrijf.

Dit initiatief werd genomen op aandringen van zowel onze boekhouder en op aanraden van het sociaal secretariaat waarbij wij zijn aangesloten.

Nog volgens de juridische dienst van het sociaal secretariaat werden er in het verleden sancties genomen tegen bedrijven welke in eenzelfde situatie verkeerden en waar er na 3 jaar zware financiële gevolgen waren voor alle partijen.

Wij hebben enkel conform de bestaande regelgeving i.v.m. de onverenigbaarheid van ondergeschiktheid tussen gehuwden binnen eenzelfde bedrijf, deze beslissing genomen.

Bij de aanwerving van mevr. Y binnen de firma Bvba X op 19.12.2013, werd de anciënniteit opgebouwd binnen de firma Bvba Q (8/09/2009 – 18/12/2013), mee overgenomen.

Wij zoeken ondertussen ook nog naar een oplossing om eventueel onder een ander stelsel de samenwerking te kunnen verder zetten, na het verstrijken van de opzegperiode eind januari 2015."

Op 27 oktober 2014 werden er nogmaals bijkomende inlichtingen gevraagd.

Volgende bijkomende vragen werden per mail gesteld:

"Kunt u het verband tussen de twee tewerkstellingen van Mevr. Y verduidelijken: zij werkte van 8/9/2009 tot 18/12/2013 voor de bvba X (RSZ-nr. A) en vanaf 19/12/2013 voor de gelijknamige bvba X (RSZ- nr. B). Gaat het hier over een nieuwe arbeidsovereenkomst of is de eerste gewoon blijven doorlopen? Werd er een nieuwe overeenkomst afgesloten. Was er opzegging? Kunt u de commissie een kopie bezorgen van deze overeenkomst(en) en eventuele andere documenten die hierop betrekking hebben (bv documenten ivm ontslag, afrekening vakantiegeld bij uitdiensttreding, enz)?"

Daarnaast had de commissie graag wat meer toelichting gekregen inzake de organisatie van de werktijd: is er een vast uurrooster waaraan mevr. Y zich dient te houden, worden de werkuren geregistreerd (bv door middel van een prikklok), zijn er sancties voorzien bij het niet naleven van dit uurrooster, zijn er reeds dergelijke sancties toegepast? Wat bij afwezigheden : dient zij haar afwezigheden te staven (bv door een doktersbriefje)? Dient ze vakantiedagen aan te vragen? Zo ja, hoe gebeurt dit? Zijn er sancties indien zij deze procedure niet naleeft?"

Mevr. Y is volgens de aanvraag de enige bediende in dienst. Is dit altijd zo geweest?

Kunt u de uitoefening van de hiërarchische controle wat meer preciseren: hoe wordt de controle concreet verricht?"

Is er een evolutie in de organisatie van het werk/ organisatie van de werktijd / hiërarchische controle in de periode 8/9/2009 tot nu? Met andere woorden was de situatie/werkwijze bij haar indiensttreding in 2009 identiek aan de huidige situatie/werkwijze of is daar een zekere evolutie in waar te nemen?"

Gezien dit verzoek onbeantwoord bleef, werd een herinneringsschrijven gestuurd op 18 november 2014.

Ook dit schrijven bleef onbeantwoord, waardoor bij wege van aangetekend schrijven op 27 november 2014 een tweede herinnering werd gestuurd. Hierbij werd de EBVBA X erop gewezen dat mocht er op vrijdag 5 december 2014 nog steeds geen antwoord zijn ontvangen, de commissie ervan uit zal gaan dat de redelijke termijn voor het indienen van de antwoorden is verstreken en er bijgevolg wordt aangenomen dat men afziet van de aanvraag.

Op 28 oktober 2014 werd per mail volgende reactie ontvangen, vanwege dhr. Z:

“Wij hebben vastgesteld dat de complexiteit van het dossier zo groot is en dat het aantal personen welke in deze kunnen raad geven praktisch onbestaande zijn.

Wij hebben daarom beslist op zoek te gaan naar een nieuwe medewerkster om Mevr. Y te vervangen, na het presteren van haar opzegtermijn,

op voorwaarde dat de economische toestand verbeterd.

Zou deze niet verbeteren, zullen de prestaties door mijzelf opnieuw worden uitgevoerd, hetgeen ik voor 2009 reeds heb gedaan..

Wij wensen U te bedanken voor de geleverde inspanningen in dit dossier.”

Hoewel hieruit duidelijk blijkt dat betrokkene geen verdere behandeling van zijn aanvraag door de commissie arbeidsrelaties wenst, werd betrokkene toch gevraagd bij wege van mail dd. 28 november 2014 om dit expliciet te bevestigen: *“Mag ik uit uw schrijven concluderen dat u afziet van uw aanvraag?”*

Op deze mail kwam geen reactie.

Gezien er geen inhoudelijk antwoord kwam op de gestelde vragen binnen de vooropgestelde termijn (5 december 2014) kan de Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie enkel concluderen dat de aanvraag door zijn onvolledigheid onontvankelijk is¹³.

Aldus uitgesproken ter zitting van 18 december 2014.

¹³ Artikel 338, §4 van de Programmawet (I) van 27 december 2006 stelt: «Deze beslissing is bindend voor de instellingen die in de administratieve commissie vertegenwoordigd zijn evenals voor de sociaalverzekeringsfondsen bedoeld in artikel 20 van het koninklijk besluit nr38, behalve

1° wanneer de voorwaarden betreffende de uitvoering van de arbeidsrelatie en waarop de beslissing werd gegrond, gewijzigd worden. In dit geval heeft de intrekking van de beslissing uitwerking vanaf de dag van de wijziging van deze voorwaarden;

2° wanneer blijkt dat de elementen betreffende de kwalificatie van de arbeidsrelatie die door de partijen werden verschaft op een onvolledige of onjuiste wijze werden verschaft. In dat geval wordt de beslissing geacht nooit te hebben bestaan.

De instellingen van sociale zekerheid blijven er dus toe gemachtigd over te gaan tot een controle van het behoud van de elementen die de beslissing van de administratieve kamer hebben gegrond.

In de gevallen voorzien bij artikel 338, §2, tweede en derde lid, zijnde de beslissingen genomen op initiatief van een enkele partij van de arbeidsrelatie, worden deze beslissingen van kracht voor een periode van drie jaar.

Er kan door de partijen binnen de maand die volgt op de kennisgeving van de beslissing bij aangetekend schrijven, bij de arbeidsrechtbank van de plaats van de aanvrager(s) beroep worden aangetekend door het uitbrengen van een dagvaarding of door het neerleggen ter griffie van een tegensprekelijk verzoekschrift (art. 704, §1 Ger. W.) lastens de Belgische Staat (FOD Sociale Zekerheid). Het voorwerp van het beroep moet daarbij worden vermeld.

Indien geen enkel beroep wordt aangetekend, wordt de beslissing definitief.»

6.23 Décision n° 029 – secteur d'activité: Location et location-bail d'autres biens personnels et domestiques (NACEBEL 77.299)

Dossier nr: 029-NL-2014-10-9-X

Verzoekende partijen: dhr. X (zaakvoerder BVBA A) en NV B

Aanvraag tot kwalificatie van de arbeidsrelatie

Gelet op artikel 329 van de programmawet (I) van 27 december 2006;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 februari 2013 houdende samenstelling en werking van de kamers van de Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie;

Gelet op artikel 338, §1 van voormelde programmawet dat stelt: « De kamers van de in artikel 329 bedoelde commissie hebben tot taak beslissingen te nemen betreffende de kwalificatie van een bepaalde arbeidsrelatie [...] »;

Gelet op de aanwezigheid van de meerderheid van de leden of de vertegenwoordigde leden van de kamer van de Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie;

Gelet op de aanvraag tot kwalificatie van de arbeidsrelatie, ontvangen op 16 oktober 2014;

Gelet op de voorgelegde stukken:

- Aanvraagformulier, met de handtekeningen van dhr. X en dhr. Y dd. 15 oktober 2014;

Gelet op het schrijven dd. 4 november 2014 waarbij dhr. X, als zaakvoerder van de BVBA A om bijkomende inlichtingen wordt verzocht;

Gelet op het schrijven dd. 4 november 2014 waarbij dhr. Y, als vast vertegenwoordiger van de bestuurder CVA C bij de NV B, om bijkomende inlichtingen wordt verzocht;

Gelet op de mail dd. 13 november 2014 vanwege dhr. Y, waarbij de bijkomende inlichtingen worden overgemaakt;

Gelet op de mail dd. 14 november 2014 vanwege dhr. X, waarbij de bijkomende inlichtingen worden overgemaakt;

Gelet op het schrijven dd. 27 november waarbij de NV B op de hoogte wordt gebracht van het feit dat de aanvraag zal behandeld worden ter zitting van 18 december augustus 2014;

Gelet op het schrijven dd. 27 november waarbij de BVBA A op de hoogte wordt gebracht van het feit dat de aanvraag zal behandeld worden ter zitting van 18 december augustus 2014;

Gelet op de mondelinge toelichting van dhr. X, zaakvoerder van de BVBA A, tijdens de zitting van 18 december 2014;

Overwegende dat de aanvraag werd ingediend binnen de in artikel 338, §2 van voormelde programmawet gestelde termijn;

Overwegende dat de aanvrager zich, blijkens zijn aanvraagformulier, niet bevindt in één van de toestanden opgenomen in artikel 338, §3 van voormelde programmawet;

De Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie, samengesteld uit:

- De heer Lieven Lenaerts, voorzitter
- Mevrouw Pascale Mylemans, als vertegenwoordiger van de FOD Sociale Zekerheid, Directie-generaal Sociaal Beleid, vast lid
- Mevrouw Sarah Depuydt, als vertegenwoordiger van de FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg, vast lid
- De heer Sven Vanhuyse, als vertegenwoordiger van de FOD Sociale Zekerheid, Directie-generaal Zelfstandigen, vast lid
- De heer Erwin Tavernier, als vertegenwoordiger van het Rijksinstituut voor de Sociale Verzekeringen der Zelfstandigen, vast lid

Beslist:

De Commissie heeft de aanvraag tot kwalificatie van de arbeidsrelatie, die haar door de verzoeker werd voorgelegd, onderzocht.

Zij heeft vastgesteld dat de aanvraag ontvankelijk is en heeft als volgt beslist:

De aanvraag heeft betrekking op een overeenkomst tussen twee vennootschappen, met name de BVBA A en de NV B. Een dergelijke overeenkomst sluit principieel uit dat de prestaties die krachtens die overeenkomst worden geleverd aangemerkt kunnen worden als de uitvoering van een arbeidsovereenkomst, tenzij ingeval er sprake is van een wilsgebrek of veinzing (Arbeidshof Brussel, 26 september 2008, *JTT*, 2008, p. 468).

Er is sprake van veinzing wanneer de werkelijke wil van de partijen erin bestaat om een rechtstreekse contractuele relatie tot stand te brengen tussen een fysiek persoon en een vennootschap. (Arbeidsrechtbank Brugge, 28 december 1994, *JTT*, 1995, p. 305)

Uit deze rechtspraak volgt dat de Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie voorliggende aanvraag, die betrekking heeft op twee vennootschappen, kan onderzoeken en indien nodig kan overgaan tot herkwalificatie.

Blijkens de gegevens van de Kruispuntbank van Ondernemingen is de RSZ-activiteit van de NV B de verhuur en lease van andere consumentenartikelen (NACEBEL-code 77.299).

Dhr. Y stelde in zijn mail dd. 13 november 2014 dat de “core business” van de NV B het verhuren en onderhouden van planten in kantoren is. De serres worden enkel gebruikt als opslagplaats voor planten.

Bijgevolg kan geconcludeerd worden dat het hier gaat om een activiteit die niet valt onder één van de sectoren waarvoor de Koning specifieke criteria heeft opgesteld conform art. 334 van voormelde programmawet, noch onder één van de sectoren opgenomen in art. 337/1, §1 van voormelde programmawet.

Bijgevolg dient deze arbeidsrelatie beoordeeld te worden aan de hand van de algemene criteria, opgesomd in art. 333, §1 van voormelde programmawet, met name de wil der partijen, de vrijheid van organisatie van werktijd, de vrijheid van organisatie van het werk en de mogelijkheid een hiërarchische controle uit te oefenen.

Betreffende de **wil der partijen** kan gesteld worden dat de partijen hebben gekozen voor een zelfstandige samenwerking. Dit blijkt enerzijds uit het feit dat deze nieuwe samenwerking een voortzetting is van de bestaande samenwerking die werd vastgelegd in de "overeenkomst zelfstandige samenwerking" dd. 15 januari 2014 en anderzijds uit het antwoord van de BVBA A, waar dhr. X stelt: *"ik zou willen benadrukken dat de zelfstandige samenwerking de wil is van beide partijen, en in het bijzonder van mijzelf. De samenwerking met B zal niet in dienstverband plaatsvinden"*

Er werd nog geen overeenkomst opgemaakt betreffende deze samenwerking.

Inzake de **vrijheid van organisatie van de werktijd** wordt in de aanvraag vermeld: *"Dhr. X wordt geacht te werken tijdens de normale werktijden zijnde van maandag tot en met vrijdag. Hij staat vrij zijn werk te organiseren, hij bepaalt zelf welke taken hij wanneer invult, rekening houdende met de dienstnoodwendigheden. Er is geen prikklok, geen strikt uurrooster. Er wordt evenwel verwacht dat hij zijn te presteren uren uitkiest binnen de tijdspanne waarin de klanten (bedrijven) en medewerkers binnen het bedrijf B werken om alzo tijdens zijn gepresteerde tijd beschikbaar te zijn voor deze klanten en medewerkers."*

Er werden bijkomende inlichtingen gevraagd dienaangaande, met name aan de NV B werd gevraagd:

"Volgens de aanvraag is de heer X vrij om zijn werktijd te organiseren, maar hij wordt geacht te werken tijdens de normale werktijden (van maandag tot en met vrijdag).

- *Wat zal er gebeuren bij eventuele afwezigheden: dient hij deze te verantwoorden (bijvoorbeeld aan de hand van een doktersattest)?*
- *Wat met betrekking tot jaarlijkse vakantie: dient hij vakantiedagen vooraf aan te vragen?*
- *Kan hij beslissen om zijn werkregime (bijvoorbeeld naar halftijds of 4/5^{de}) te wijzigen?*
- *Kan hij bijvoorbeeld 's morgens beslissen om die dag niet te werken?*
- *Zijn er sancties indien hij afwezig is zonder reden/goedkeuring of wanneer hij niet beschikbaar is voor de klanten of medewerkers? "*

Het antwoord van de NV B luidde :

"de heer X dient zijn afwezigheden niet te verantwoorden, noch bij ziekte noch bij verlof. Hij beslist hierover volkomen vrij. Hij wordt wel gevraagd om in de mate van het mogelijke rekening te houden met de noodwendigheden. Voor B is de periode 1-20 december (leveringen) en 10-20 januari (terugnages) bijvoorbeeld heel druk (wij verhuren ook versierde kunstkerstbomen). Maar de uiteindelijke keuze ligt volledig bij hem. Hij kan zijn werkregime wijzigen en ook de dag zelf beslissen om niet te werken. Er is niet de minste sanctie voorzien bij afwezigheid en er wordt hem ook geen motivatie of goedkeuring gevraagd."

Aan de BVBA A werd gevraagd :

"Volgens de aanvraag bent u vrij uw werk te organiseren, maar dat u geacht wordt te werken tijdens de normale werktijden (van maandag tot en met vrijdag).

- *Wat zal er gebeuren bij eventuele afwezigheden: dient u deze te verantwoorden (bijvoorbeeld aan de hand van een doktersattest)?*
- *Wat met betrekking tot jaarlijkse vakantie: dient u uw vakantiedagen vooraf aan te vragen? Dienen deze goedgekeurd te worden?*
- *Kan u beslissen om uw werkregime (bijvoorbeeld naar halftijds of 4/5^{de}) te wijzigen?*
- *Kunt u bijvoorbeeld 's morgens beslissen om die dag niet te werken?*
- *Zijn er sancties indien u afwezig bent zonder reden/goedkeuring of wanneer u niet beschikbaar bent voor de klanten of medewerkers?"*

Het antwoord van dhr. X luidde:

- a) Er wordt geen doktersattest verwacht
- b) Er worden geen vakantiedagen goedgekeurd. Voor de goede orde van zaken worden vakantiedagen meegedeeld
- c) Werkregime kan aangepast worden
- d) Op elk ogenblik van de dag kan er beslist worden om niet te werken.
- e) Neen

Wat betreft **de vrijheid van organisatie van het werk** vermeldt men in de aanvraag in de rubriek "beschrijf de organisatie van het werk":

"Operationele processen uitvoeren en verbeteringen aanbrengen in de operationele processen zodanig dat de organisatie rendabeler wordt gemaakt, de klanten tevreden gesteld worden, de kosten kunnen dalen en de productiviteit stijgt. De manier waarop de operationele processen worden onderzocht en verbeteringen worden aangebracht, wordt niet opgelegd. Belangrijke of essentiële veranderingen worden voorgelegd aan de zaakvoerders van B en na goedkeuring geïmplementeerd."

Toezicht op de werkplek: introductie 5S: sorteren, ordenen, schoonmaken en inspecteren, standaardiseren, standhouden door discipline. Dhr. X is verantwoordelijk voor de logistiek en organisatie van de serres. Hij past de werkplek aan zodanig dat de workflow verbetert. Hoe hij de werkplek organiseert staat vrij, daarbij rekening houdend met de noden van B. Belangrijke of essentiële veranderingen worden voorgelegd aan de zaakvoerders van B en na goedkeuring geïmplementeerd"

Uit de aanvraag blijkt dat de organisatie van het werk ook het volgende omvat:

- " - Leiding geven aan medewerkers in uitvoering, zijnde de techniekers die leveringen uitvoeren en techniekers die planten onderhouden bij klanten. Deze medewerkers motiveren, opleiden en coachen.*
- Het bepalen van prioriteiten en toewijzen van taken aan medewerkers in uitvoering*
- Controleren en aanleveren van een concrete werkregeling van de medewerkers in uitvoering"*

Uit het RSZ werkgeversrepertorium blijkt dat de NV B belangrijkheidscode 2 heeft, hetgeen overeenkomt met een tewerkstelling van 5 tot 9 werknemers.

Betreffende dit luik werden eveneens bijkomende vragen gesteld. Met name : *"Wie oefent er momenteel deze taken uit? Zullen er, eens de samenwerking met de heer X loopt, nog personen zijn die een gelijkaardige taak binnen het bedrijf uitoefenen? "*

Het antwoord van de NV B was : *"De taken die de heer X zal uitoefenen worden momenteel door mijzelf uitgeoefend en voor een klein deel reeds door de heer X zelf. Het is de bedoeling dat hij deze taken volledig zou uitoefenen opdat ikzelf mij meer zou kunnen bezighouden met de verdere uitbouw van ons bedrijf (nieuwe diensten, acquisities, filialen in het buitenland,...)"*

Dhr. X verduidelijkte ter zitting dat hij zelf geen gezag zal uitoefenen over de werknemers van de NV B. Dit zal blijven gebeuren door dhr. Y en mevr. Z, zaakvoerster van de BVBA D. Deze laatste vennootschap is bestuurder van de NV B. Mevr. Z werd aangeduid als vast vertegenwoordiger van de BVBA D bij de NV B.

Aan dhr. X werd ook gevraagd : *"Is het de bedoeling dat samenwerking met de NV B eerder een tijdelijk karakter zal hebben (bv tot de operationele processen onderzocht werden, er verbeteringen aangebracht*

zijn, de workflow is verbeterd, enz.) of hebben jullie eerder een samenwerking van onbepaalde tijd voor ogen? ". Het antwoord luidde : "Samenwerking voor onbepaalde tijd"

Verder vermeldt de aanvraag nog als taak : *"Ervoor zorgen dat de SLA overeenkomsten met klanten nagekomen worden"*

Uit de bijkomende inlichtingen blijkt dat SLA staat voor "Service Level Agreement". *"Deze overeenkomsten hebben betrekking op te leveren prestatie en kwaliteit van de diensten van de NV B. Een verbetering van de SLA overeenkomsten komt overeen met een verhoging van de kwaliteit die de NV B zal leveren. Deze verbetering is onder meer te behalen door een invoering van de 5S principes"* aldus X.

Tot slot vermeldt de aanvraag nog onder de rubriek "organisatie van het werk": *"inspringen voor het werk in uitvoering bij dienstnoodwendigheden"*. Hiernaar gevraagd antwoordt dhr. Y: *"zoals ikzelf soms eens "de handen uit de mouwen moet steken" bij onverwachte afwezigheden en dus ga helpen bij leveringen of plantenonderhoud bij klanten, zou de heer X ook kunnen beslissen om eens in te vallen bij uitzonderlijke afwezigheden."*

Aangaande **de mogelijkheid om hiërarchische controle uit te oefenen** wordt in de desbetreffende rubriek in de aanvraag aangegeven:

"Dhr. X rapporteert aan de bestuurders van B over de verbeteringen van de processen en de workflow, alsook over de mogelijk te verlagen kosten. Essentiële veranderingen in operationele processen worden voorgelegd aan de bestuurders van B, om ze na goedkeuring te implementeren. Er kunnen kwaliteits- en resultaatscontroles plaatsvinden. Bij niet behalen van verbeteringen kan de werkrelatie stopgezet worden."

Tevens vermeldt de aanvraag in de rubriek "organisatie van het werk": *"Rapportage bij de zaakvoerders over de gemeten resultaten van de veranderingen en over de mate van beheersing van processen oa. Veiligheid, kwaliteit, klanttevredenheid, productiviteit"*

Hieromtrent werden bijkomende vragen gesteld. Aan de NV B werd gevraagd: *"Zullen er welbepaalde concrete doelen vooropgesteld worden in deze samenwerking? Wat gebeurt er als deze doelen niet gehaald worden (de aanvraag spreekt van het stopzetten van de werkrelatie, zijn er ook andere maatregelen voorzien)? Hoe en wanneer zal er geëvalueerd worden? Wat wordt bedoeld met "kwaliteits- en resultaatscontroles" ? Hoe ziet u dat concreet?"*

Het antwoord van NV B was het volgende :

"de doelstelling is dat de volledige organisatie van onze service vlotter verloopt en dit op verschillende vlakken: optimalisatie routeplanning, verlofregeling, verbruik planten en materialen, contact met serviceteam, niveau servicekwaliteit,..."

Minstens op maandelijkse basis zullen er vergaderingen gepland worden waarop de heer X de evolutie van zijn taken en de door hem genomen acties toelicht. De bedoeling is onze service zowel voor productiviteit, rentabiliteit als kwaliteit naar de klant toe op een hoger niveau te brengen en te bestendigen. Er zijn geen sancties voorzien bij tegenvallend resultaat. Maar moest er initieel geen niveauverbetering zijn en nadien geen bestendiging van dit niveau zal er wel over de toekomst van de samenwerking overlegd worden, eventueel tot stopzetting beslist worden. Met kwaliteits- en resultaatcontroles bedoelen we bijvoorbeeld het meten van de verbetering van orde in de serres (nu veel te slordig, risico op ongevallen of beschadiging van planten)

Dhr. X antwoordde op de vraag "Zullen er welbepaalde doelen vooropgesteld worden in deze samenwerking? Wat gebeurt er als deze doelen niet gehaald worden?" het volgende : " Er werden overeengekomen dat BVBA A de 5S principes implementeert bij de NV B. BVBA A staat in voor proces verbeteringen binnen NV B. Hoewel dit proces niet weer te geven is in absolute cijfers, dient dit een kostenbesparend effect te hebben door verbetering van de efficiëntie van de service. Daarenboven wordt de volledige organisatie van de service wordt door de BVBA A georganiseerd zodanig dat er tijdswinst is op het vlak van onnodige verplaatsingen, dubbel werk, slechte communicatie. De evolutie van de vooropgestelde doelstellingen wordt op maandelijkse basis geëvalueerd."

Tevens geeft hij wat uitleg over voormelde 5S principes: " 5S zijn principes voor het standaardiseren van het werk. Deze principes laten toe processen te verbeteren in de werkorganisatie. Dit gaat voornamelijk over de algemene orde en structuur van de werkplek."

Gelet op het voorgaande stelt de Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie dat een arbeidsrelatie, zoals in zijn huidige vorm voorgesteld, verenigbaar is met de door de betrokkenen gekozen kwalificatie als zelfstandige, gezien de partijen in casu duidelijk kiezen voor het zelfstandigenstatuut, er een grote mate van vrijheid van organisatie van de werktijd is, er een grote vrijheid van organisatie van het werk is en er geen of weinig mogelijkheid is om een hiërarchische controle uit te oefenen. Omtrent dit laatste kan opgemerkt worden dat de controles die men omschrijft veeleer peilen naar het resultaat van de werkzaamheden van de heer X, dan dat ze een uiting zijn van hiërarchische controle. Er zijn ook geen sancties voorzien.

Bij deze dient erop gewezen te worden dat deze beslissing, bij afwezigheid van een schriftelijke overeenkomst en bij afwezigheid van een werkelijke uitoefening van de arbeidsrelatie, werd gebaseerd op de door betrokkenen geuite intenties betreffende de arbeidsrelatie.

Deze beslissing is bindend voor de instellingen, vermeld in het hierna¹⁴ aangehaalde art. 338, §4 van de programmawet (I) van 27 december 2006, behalve wanneer de voorwaarden betreffende de uitvoering van de arbeidsrelatie en waarop de beslissing werd gegrond, gewijzigd worden.

Aldus uitgesproken ter zitting van 18 december 2014.

¹⁴ Artikel 338, §4 van de Programmawet (I) van 27 december 2006 stelt: «Deze beslissing is bindend voor de instellingen die in de administratieve commissie vertegenwoordigd zijn evenals voor de sociaalverzekeringsfondsen bedoeld in artikel 20 van het koninklijk besluit nr38, behalve

1° wanneer de voorwaarden betreffende de uitvoering van de arbeidsrelatie en waarop de beslissing werd gegrond, gewijzigd worden. In dit geval heeft de intrekking van de beslissing uitwerking vanaf de dag van de wijziging van deze voorwaarden;

2° wanneer blijkt dat de elementen betreffende de kwalificatie van de arbeidsrelatie die door de partijen werden verschaft op een onvolledige of onjuiste wijze werden verschaft. In dat geval wordt de beslissing geacht nooit te hebben bestaan.

De instellingen van sociale zekerheid blijven er dus toe gemachtigd over te gaan tot een controle van het behoud van de elementen die de beslissing van de administratieve kamer hebben gegrond.

In de gevallen voorzien bij artikel 338, §2, tweede en derde lid, zijnde de beslissingen genomen op initiatief van een enkele partij van de arbeidsrelatie, worden deze beslissingen van kracht voor een periode van drie jaar.

Er kan door de partijen binnen de maand die volgt op de kennisgeving van de beslissing bij aangetekend schrijven, bij de arbeidsrechtbank van de plaats van de aanvrager(s) beroep worden aangetekend door het uitbrengen van een dagvaarding of door het neerleggen ter griffie van een tegensprekelijk verzoekschrift (art. 704, §1 Ger. W.) lastens de Belgische Staat (FOD Sociale Zekerheid). Het voorwerp van het beroep moet daarbij worden vermeld.

Indien geen enkel beroep wordt aangetekend, wordt de beslissing definitief.»

6.24 Décision n° 030 – secteur d’activité: Restauration à service complet (NACEBEL 56.101)

Dossier nr: 030/NI/2014/11/09/X

Verzoekende partijen: dhr. Y – dhr. X

Aanvraag tot kwalificatie van de arbeidsrelatie

Gelet op artikel 329 van de programmawet (I) van 27 december 2006;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 februari 2013 houdende samenstelling en werking van de kamers van de Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie;

Gelet op artikel 338, §1 van voormelde programmawet dat stelt: « De kamers van de in artikel 329 bedoelde commissie hebben tot taak beslissingen te nemen betreffende de kwalificatie van een bepaalde arbeidsrelatie [...] »;

Gelet op de aanwezigheid van de meerderheid van de leden of de vertegenwoordigde leden van de kamer van de Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie;

Gelet op de aanvraag tot kwalificatie van de arbeidsrelatie, ontvangen per mail op 21 november 2014;

Gelet op de voorgelegde stukken:

- Aanvraagformulier, met de handtekening van dhr. Y en dhr. X dd. 20 november 2014;
- Print E-ID Y;
- Print E-ID Z;
- Print E-ID W;
- Print E-ID X;
- Organigram;

Gelet op de mail dd. 24 november 2014, waarbij bijkomende inlichtingen worden gevraagd;

Gelet op de mail dd. 26 november 2014 waarbij de gevraagde bijkomende inlichtingen worden overgemaakt;

Gelet op de mail dd. 27 november 2014 waarbij bijkomende inlichtingen worden gevraagd;

Gelet op het telefonisch contact met boekhouder dhr. Q (die op het aanvraagformulier wordt vermeld als lasthebber met schriftelijk mandaat) dd. 2 december 2014;

Gelet op de mail dd. 2 december 2014, waarbij een kopie van de dagvaarding werd overgemaakt;

De Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie, samengesteld uit:

- De heer Lieven Lenaerts, voorzitter
- Mevrouw Pascale Mylemans, als vertegenwoordiger van de FOD Sociale Zekerheid, Directie-generaal Sociaal Beleid, vast lid
- Mevrouw Sarah Depuydt, als vertegenwoordiger van de FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg, vast lid
- De heer Sven Vanhuyse, als vertegenwoordiger van de FOD Sociale Zekerheid, Directie-generaal Zelfstandigen, vast lid
- De heer Erwin Tavernier, als vertegenwoordiger van het Rijksinstituut voor de Sociale Verzekeringen der Zelfstandigen, vast lid

Beslist:

De Commissie heeft de aanvraag tot kwalificatie van de arbeidsrelatie, die haar door de verzoeker werd voorgelegd, onderzocht.

Bij wege van een mail dd. 21 november 2014 werd een aanvraagformulier ontvangen, met het oog op het beoordelen van de arbeidsrelatie tussen dhr. Y en dhr. X.

Het formulier is door beide betrokken ondertekend en gedateerd op 20 november 2014.

Gezien in het begeleidend schrijven wordt gesteld *“Het laatste dat we willen is dat de sociale inspectie uit de hand loopt”* en hoewel op het aanvraagformulier bij de vraag *“Hebben één van de instellingen van sociale zekerheid een onderzoek geopend over de aard van de arbeidsrelatie?”* de mogelijkheid *“Nee”* werd omcirkeld, werden dienaangaande per mail dd. 24 november 2014 om bijkomende inlichtingen gevraagd: *“Graag had ik ook wat meer uitleg over de aanleiding van uw aanvraag. U spreekt van “sociale inspectie”. Welke dienst betreft het hier in concreto? Wat werd er precies beslist? Werd er door die dienst gesteld dat betrokkenen dienden beschouwd te worden als zelfstandig en dus niet ingeschreven moesten worden als werknemer?”*

“Gelieve dit wat meer te verduidelijken.”

Het antwoord, ontvangen per mail op 26 november 2014 luidde : *“Dienst die de controle uitvoerde is “Fod Waso Toezicht op de Sociale Wetten”, momenteel werd er beslist dat arbeidsovereenkomsten niet aanwezig waren op de werkplaats maar dit is het rechtstreekse gevolg van stress en chaos van het moment want daags na de controle hebben ze alle documenten wel teruggevonden en bezorgd aan de desbetreffende controleur.*

Wij hebben gesproken met een medewerker van de desbetreffende dienst en we zijn tot de conclusie gekomen dat deze personen wel over de hele periode als zelfstandige dient ingeschreven te worden. Dit was een mondelinge bespreking, dus wij voeren dit met zo veel mogelijk spoed uit om mogelijke rechtszaken/boetes/intresten te vermijden en of te beperken.

Hopelijk dat we op jullie begrip en goede wil kunnen rekenen!”

Bij de dienst Sociale Inspectie van de FOD Sociale Zekerheid werd gesteld dat zij geen dossier hadden geopend nopens voormelde arbeidsrelatie. Op deze dienst werd wel vernomen dat uit de databank "Genesis" bleek dat er bij de dienst Toezicht Sociale Wetten van de FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg (WASO) en bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid een onderzoek was geopend.

Op de dienst Toezicht Sociale Wetten werd medegedeeld dat hun onderzoek geen betrekking had op de aard van de arbeidsrelatie tussen dhr. Y en dhr. X.

Op deze dienst werd eveneens vernomen dat dhr. X door dhr. Y als werknemer werd aangemeld bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, via het systeem Dimona, met 27 augustus 2012 als datum van indiensttreding.

Op 2 december 2014 werd het secretariaat van de Commissie telefonisch gecontacteerd door dhr. Q, de boekhouder van dhr. Y. Bij deze werd medegedeeld dat dhr. Y op 1 december 2014 een dagvaarding had ontvangen vanwege de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, om te verschijnen voor de arbeidsrechtbank te Leuven op 26 januari 2015. De dagvaarding heeft betrekking op het betalen van de sociale zekerheidsbijdragen voor de werknemers X en W. De Rijksdienst voor Sociale Zekerheid concludeerde na een onderzoek dat die arbeidsrelaties als tewerkstellingen in het kader van een arbeidsovereenkomst moeten worden beschouwd, terwijl dhr. Y daarmee niet akkoord gaat en bijgevolg de sociale zekerheidsbijdragen niet betaalde. Bij wege van mail werd op 2 december 2014 een kopie van deze dagvaarding ontvangen.

Conform artikel 338, §2 van voormelde programmawet dient een aanvraag tot kwalificatie van een arbeidsrelatie aan de Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie te gebeuren binnen een termijn van één jaar na de aanvang van de arbeidsrelatie.

Uit de aanmelding bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid via Dimona van dhr. X door dhr. Y, met 27 augustus 2012 als datum van indiensttreding, volgt dat de arbeidsrelatie een aanvang nam op deze datum.

Bijgevolg dient geconcludeerd te worden dat huidige aanvraag niet binnen de gestelde termijn van één jaar gebeurde, waardoor deze onontvankelijk is.

Tevens dient er op gewezen te worden dat, gelet op het feit dat de aard van de betrokken arbeidsrelatie bij een arbeidsrechtbank aanhangig werd gemaakt en gelet op het feit dat een onderzoek betreffende de aard van de arbeidsrelatie werd geopend door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, de Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie, conform artikel 338, §3 van voormelde programmawet, geen beslissing kan nemen

Aldus uitgesproken ter zitting van 18 december 2014.

6.25 Décision n° 031 – secteur d’activité: Restauration à service complet (NACEBEL 56.101)

Dossier nr: 031/NI/2014/11/09/X

Verzoekende partijen: dhr. Y – mevr. X

Aanvraag tot kwalificatie van de arbeidsrelatie

Gelet op artikel 329 van de programmawet (I) van 27 december 2006;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 februari 2013 houdende samenstelling en werking van de kamers van de Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie;

Gelet op artikel 338, §1 van voormelde programmawet dat stelt: « De kamers van de in artikel 329 bedoelde commissie hebben tot taak beslissingen te nemen betreffende de kwalificatie van een bepaalde arbeidsrelatie [...] »;

Gelet op de aanwezigheid van de meerderheid van de leden of de vertegenwoordigde leden van de kamer van de Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie;

Gelet op de aanvraag tot kwalificatie van de arbeidsrelatie, ontvangen per mail op 21 november 2014;

Gelet op de voorgelegde stukken:

- Aanvraagformulier, met de handtekening van dhr. Y en mevr. X dd. 20 november 2014;
- Print E-ID Y;
- Print E-ID Z;
- Print E-ID X;
- Print E-ID Q;
- Organigram;

Gelet op de mail dd. 24 november 2014, waarbij bijkomende inlichtingen worden gevraagd;

Gelet op de mail dd. 26 november 2014 waarbij de gevraagde bijkomende inlichtingen worden overgemaakt;

Gelet op de mail dd. 27 november 2014 waarbij bijkomende inlichtingen worden gevraagd;

Gelet op het telefonisch contact met boekhouder dhr. W (die op het aanvraagformulier wordt vermeld als lasthebber met schriftelijk mandaat) dd. 2 december 2014;

Gelet op de mail dd. 2 december 2014, waarbij een kopie van de dagvaarding werd overgemaakt;

De Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie, samengesteld uit:

- De heer Lieven Lenaerts, voorzitter
- Mevrouw Pascale Mylemans, als vertegenwoordiger van de FOD Sociale Zekerheid, Directie-generaal Sociaal Beleid, vast lid
- Mevrouw Sarah Depuydt, als vertegenwoordiger van de FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg, vast lid
- De heer Sven Vanhuyse, als vertegenwoordiger van de FOD Sociale Zekerheid, Directie-generaal Zelfstandigen, vast lid
- De heer Erwin Tavernier, als vertegenwoordiger van het Rijksinstituut voor de Sociale Verzekeringen der Zelfstandigen, vast lid

Beslist:

De Commissie heeft de aanvraag tot kwalificatie van de arbeidsrelatie, die haar door de verzoeker werd voorgelegd, onderzocht.

Bij wege van een mail dd. 21 november 2014 werd een aanvraagformulier ontvangen, met het oog op het beoordelen van de arbeidsrelatie tussen dhr. Y en mevr. X.

Het formulier is door beide betrokken ondertekend en gedateerd op 20 november 2014.

Gezien in het begeleidend schrijven wordt gesteld *“Het laatste dat we willen is dat de sociale inspectie uit de hand loopt”* en hoewel op het aanvraagformulier bij de vraag *“Hebben één van de instellingen van sociale zekerheid een onderzoek geopend over de aard van de arbeidsrelatie?”* de mogelijkheid *“Nee”* werd omcirkeld, werden dienaangaande per mail dd. 24 november 2014 om bijkomende inlichtingen gevraagd: *“Graag had ik ook wat meer uitleg over de aanleiding van uw aanvraag. U spreekt van “sociale inspectie”. Welke dienst betreft het hier in concreto? Wat werd er precies beslist? Werd er door die dienst gesteld dat betrokkenen dienden beschouwd te worden als zelfstandig en dus niet ingeschreven moesten worden als werknemer?”*

Gelieve dit wat meer te verduidelijken.”

Het antwoord, ontvangen per mail op 26 november 2014 luidde : *“Dienst die de controle uitvoerde is “Fod Waso Toezicht op de Sociale Wetten”, momenteel werd er beslist dat arbeidsovereenkomsten niet aanwezig waren op de werkplaats maar dit is het rechtstreekse gevolg van stress en chaos van het moment want daags na de controle hebben ze alle documenten wel teruggevonden en bezorgd aan de desbetreffende controleur.*

Wij hebben gesproken met een medewerker van de desbetreffende dienst en we zijn tot de conclusie gekomen dat deze personen wel over de hele periode als zelfstandige dient ingeschreven te worden. Dit was een mondelinge bespreking, dus wij voeren dit met zo veel mogelijk spoed uit om mogelijke rechtszaken/boetes/intresten te vermijden en of te beperken.

Hopelijk dat we op jullie begrip en goede wil kunnen rekenen!”

Bij de dienst Sociale Inspectie van de FOD Sociale Zekerheid werd gesteld dat zij geen dossier hadden geopend nopens voormelde arbeidsrelatie. Op deze dienst werd wel vernomen dat uit de databank “Genesis” bleek dat er bij de dienst Toezicht Sociale Wetten van de FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg (WASO) en bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid een onderzoek was geopend.

Op de dienst Toezicht Sociale Wetten werd medegedeeld dat hun onderzoek geen betrekking had op de aard van de arbeidsrelatie tussen dhr. Y en mevr. X.

Op deze dienst werd eveneens vernomen dat mevr. X door dhr. Y als werknemer werd aangemeld bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, via het systeem Dimona, met 27 augustus 2012 als datum van indiensttreding.

Op 2 december 2014 werd het secretariaat van de Commissie telefonisch gecontacteerd door dhr. W, de boekhouder van dhr. Y. Bij deze werd medegedeeld dat dhr. Y op 1 december 2014 een dagvaarding had ontvangen vanwege de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, om te verschijnen voor de arbeidsrechtbank te Leuven op 26 januari 2015. De dagvaarding heeft betrekking op het betalen van de sociale zekerheidsbijdragen voor de werknemers Q en X. De Rijksdienst voor Sociale Zekerheid concludeerde na een onderzoek dat die arbeidsrelaties als tewerkstellingen in het kader van een arbeidsovereenkomst moeten worden beschouwd, terwijl dhr. Y daarmee niet akkoord gaat en bijgevolg de sociale zekerheidsbijdragen niet betaalde. Bij wege van mail werd op 2 december 2014 een kopie van deze dagvaarding ontvangen.

Conform artikel 338, §2 van voormelde programmawet dient een aanvraag tot kwalificatie van een arbeidsrelatie aan de Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie te gebeuren binnen een termijn van één jaar na de aanvang van de arbeidsrelatie.

Uit de aanmelding bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid via Dimona van mevr. X door dhr. Y, met 27 augustus 2012 als datum van indiensttreding, volgt dat de arbeidsrelatie een aanvang nam op deze datum.

Bijgevolg dient geconcludeerd te worden dat huidige aanvraag niet binnen de gestelde termijn van één jaar gebeurde, waardoor deze onontvankelijk is.

Tevens dient er op gewezen te worden dat, gelet op het feit dat de aard van de betrokken arbeidsrelatie bij een arbeidsrechtbank aanhangig werd gemaakt en gelet op het feit dat een onderzoek betreffende de aard van de arbeidsrelatie werd geopend door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, de Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie, conform artikel 338, §3 van voormelde programmawet, geen beslissing kan nemen.

Aldus uitgesproken ter zitting van 18 december 2014

Editeur responsable

Ylber Zejnullahu

© 2015

**Commission Administrative de règlement
de la Relation de travail**

Centre administratif Botanique

Finance Tower

DG Politique Sociale

Boulevard du jardin botanique, 50 / boîte 165

1000 Bruxelles

Tel : 02 528 63 00

Email : CAR-CRT@minsoc.fed.be

Website : www.commissionrelationstravail.belgium.be

D/2015/10.770/9 (print)

D/2015/10.770/10 (web)